

NOTE

du Secrétariat
à la Convention

Objet : Partie II de la Constitution
- Deuxième Rapport du groupe d'experts désignés par les services juridiques
du Parlement Européen, du Conseil et de la Commission

I. INTRODUCTION

1. Les membres de la Convention trouveront ci-joint le deuxième rapport du groupe d'experts désignés par les Services juridiques du Parlement européen, du Conseil et de la Commission.
2. Suite au premier rapport du groupe d'experts du 13 mars 2003, le Praesidium a décidé de leur confier un nouveau mandat complémentaire (CONV 682/03) leur demandant de mettre en oeuvre certaines de leurs suggestions.
3. Ce mandat indiquait que la suite à donner aux suggestions visées aux points 29 "Dénomination des actes législatifs" ainsi que 30, 31 et 32 "Ventilation entre les actes législatifs et non législatifs du Conseil" dudit rapport ferait l'objet, le cas échéant, d'un nouveau mandat complémentaire, une fois que le Praesidium aurait examiné les questions y afférentes. Ce deuxième mandat complémentaire a été confié au groupe d'experts le 29 avril.
4. Certaines des modifications de la partie III de la Constitution incluses dans le présent rapport dépassent le cadre purement technique. Elles résultent de propositions que le Praesidium soumet à la Convention notamment en matière de procédures de prise de décision (voir point II ci-après). Ces propositions reflètent l'avis de la majorité des membres du Praesidium.

5. Les bases juridiques qui font l'objet de projets d'articles élaborés par le Praesidium ou de débats spécifiques en cours au sein de la Convention et de cercles de discussion ne sont pas couvertes par le mandat complémentaire du groupe d'experts. Il s'agit des dispositions en matière d'espace de liberté, de sécurité et de justice, de celles relatives à la Cour de Justice et au Tribunal de Première Instance, des dispositions générales et finales et des dispositions relatives à l'action extérieure, les finances, les institutions, l'appartenance à l'Union, la vie démocratique et l'Union économique et monétaire.

II. LES PROCÉDURES DE DÉCISION

Les propositions du Praesidium à la Convention que le groupe d'experts a déjà traduit dans les textes, sont les suivantes:

1. La consécration dans le projet d'article 17.3 (CONV 691/03) du principe selon lequel "sauf dans le cas où la Constitution en dispose autrement, le Conseil statue à la majorité qualifiée".
L'introduction de cette règle conduit à supprimer la référence à la majorité qualifiée dans les bases juridiques et à mentionner par contre la majorité simple lorsque celle-ci est d'application.
2. La consécration dans le projet d'article 18.2 du principe selon lequel "sauf lorsque la Constitution en dispose autrement, un acte de l'Union ne peut être adopté que sur proposition de la Commission". L'introduction de cette règle a des conséquences importantes sur la façon d'exprimer les éléments de procédure dans les bases juridiques. Le rapport du groupe d'experts explicite ces conséquences et offre quelques suggestions qui pourraient permettre de mieux préciser la portée de la règle générale.
3. La ventilation entre actes législatifs (projet d'article 25¹) et non législatifs directement adoptés sur la base de la Constitution (projet d'article 26¹) et, à l'intérieur de la catégorie des actes législatifs, entre ceux qui devraient à l'avenir être soumis à la procédure législative ordinaire (codécision) et ceux qui seraient adoptés par le Parlement ou le Conseil avec participation de

¹ CONV 571/03

l'autre branche de l'autorité législative en vertu d'une procédure législative spéciale. À partir de cette double ventilation, le groupe d'experts a pu indiquer le ou les types d'actes qui peuvent être adoptés en vertu des différentes bases juridiques: loi, loi-cadre, règlement ou décision et simplifier les éléments qui décrivent les procédures.

Dans le cadre de cette ventilation, le Praesidium a sélectionné, d'une part, les bases juridiques auxquelles il propose à la Convention d'étendre la procédure législative ordinaire et d'autre part, celles pour lesquelles il suggère de continuer à appliquer une procédure législative spéciale.

a) Tout d'abord, le Praesidium propose d'étendre la procédure législative ordinaire (codécision) aux bases juridiques directement visées par les conclusions du groupe "simplification" :

- Marché intérieur (mesures de sécurité sociale pour les travailleurs migrants communautaires). Article 42. (*Actuellement le Conseil statue à l'unanimité*)²
- Coordination des dispositions législatives, réglementaires ou administratives des États membres concernant l'accès aux activités non salariées et à l'exercice de celles-ci. Coordination des principes législatifs existants du régime des professions en ce qui concerne la formation et les conditions d'accès des personnes physiques. Article 47. (*Actuellement le Conseil statue à l'unanimité*)
- Culture. Article 151 (sauf les recommandations). (*Actuellement le Conseil statue à l'unanimité*)
- Fonds structurels et Fonds de cohésion, (à partir de 2007). Article 161. (*Actuellement: majorité qualifiée en 2007 et avis conforme*)

b) Le Praesidium propose d'étendre aussi la procédure législative ordinaire aux bases juridiques suivantes :

i) ***Procédure actuelle : Majorité qualifiée au Conseil et avis simple du Parlement***

- Législation en matière de politique agricole commune (seuls les aspects législatifs sont visés). Article 37, paragraphe 2.
- Libéralisation des services. Article 52, paragraphe 1.

² Le Praesidium propose le changement de procédure, qui comporte le passage de l'unanimité à la majorité qualifiée, persuadé que cet article n'implique pas de mesures d'harmonisation des législations des États membres.

- Dispositions portant sur les principes du régime des transports dont l'application serait susceptible d'affecter le niveau de vie et l'emploi. Article 71, paragraphe 2
- Politique sociale lettres: d) f) et g) du paragraphe 1 et deuxième alinéa du paragraphe 2 de l'article 137. (*Selon le traité en vigueur, les aspects visés ici pourront être soumis à la procédure de codécision suite à une décision du Conseil à l'unanimité*)
- Modalités de contrôle des compétences d'exécution. Article 202 (Projet d'article 28)
- Adoption des règlements financiers, (à partir de 2007). Article 279, paragraphe 1.
- Établissement du statut des fonctionnaires de la Communauté européenne et du régime applicable aux autres agents des Communautés. Article 283.

ii) Procédure actuelle : Majorité qualifiée au Conseil

- Exclusion dans un État membre de certaines activités du champ d'application des dispositions relatives au droit d'établissement. Article 45, deuxième alinéa.
- Extension du bénéfice des dispositions relatives aux prestations de services aux ressortissants d'un pays tiers établis dans la Communauté. Article 49, deuxième alinéa.
- Adoption d'autres mesures relatives aux mouvements des capitaux à destination ou en provenance de pays tiers. Article 57, paragraphe 2, première partie.
- Adoption de directives visant à supprimer les distorsions à l'intérieur du marché commun. Article 96, deuxième alinéa.

iii) Procédure actuelle : Unanimité au Conseil et avis simple du Parlement

- Modification de certains articles du Protocole sur les statuts de la BEI. Article 266

c) Le Praesidium a d'autre part identifié les actes législatifs qui seraient adoptés par le Parlement européen ou par le Conseil avec participation de l'autre branche de l'autorité législative en vertu d'une procédure législative spéciale:

i) Actes adoptés par le Parlement européen

- Statut du Médiateur Article 195.4 (Procédure actuelle : Adoption par le Parlement après approbation du Conseil et avis de la Commission)

- Statut des membres du Parlement Article 190.5 (*Procédure actuelle : Adoption par le Parlement après approbation du Conseil et avis de la Commission*)
- Modalités d'exercice du droit d'enquête. Article 193 (*Procédure actuelle : commun accord du Parlement, Conseil et Commission. Le Praesidium propose: Adoption par le Parlement après approbation du Conseil et avis de la Commission*³)

ii) Actes qui exigent ratification nationale

- Extension des droits liés à la citoyenneté. Article 22 (*Procédure actuelle: unanimité au Conseil et avis simple du Parlement . Le Praesidium propose de remplacer l'avis simple du Parlement par un avis conforme*)
- Procédure électorale uniforme Article 190, paragraphe 4. (*Procédure actuelle: unanimité au Conseil sur proposition et après avis conforme du PE*)

iii) Actes à répercussions constitutionnelles dans les États membres

- Mesures en vue de combattre la discrimination. Article 13.1⁴ (*Procédure actuelle : unanimité au Conseil et avis simple du Parlement*)
- Citoyenneté: droit de vote et éligibilité. Article 19.⁴ (*Procédure actuelle : unanimité au Conseil et avis simple du Parlement*)

iv) Actes à sensibilité politique particulière.⁵ Procédure actuelle : unanimité au Conseil et avis simple du Parlement

- Adoption de mesures relatives aux mouvements des capitaux à destination ou en provenance des pays tiers, qui constituent un pas en arrière dans le processus de libéralisation prévu par le droit communautaire. Article 57, paragraphe 2 in fine⁶.

³ Cette procédure pourrait impliquer l'approbation de la Commission pour mieux préserver l'équilibre inter-institutionnel actuel.

⁴ Même si elles n'exigent pas de ratification nationale, ces deux bases juridiques ont des conséquences directes sur des dispositions de nature constitutionnelle des États membres.

⁵ Le groupe de travail IX "simplification" lorsqu'il a abordé la généralisation de la procédure législative, a signalé que des exceptions à cette règle subsisteraient dans des domaines où la nature toute particulière de l'Union exige des procédures de prise de décision autonomes (exigence de ratification) ou dans des domaines d'une "grande sensibilité politique" pour les États membres.

⁶ Ces trois dispositions sont des exceptions par rapport à leur règles générales respectives qui prévoient la procédure législative: l'article 57. 2 in fine est l'exception par rapport à la règle générale de l'article 57. 2 première partie, l'article 94 est l'exception par rapport à l'article 95 si le Praesidium suivait la proposition du groupe d'experts ; l'article 175.2 est l'exception par rapport au 175.1.

(La procédure actuelle ne prévoit pas d'avis du Parlement)

- Harmonisation des législations. Article 94⁶.
- Politique sociale : sécurité sociale et la protection sociale des travailleurs. lettre c) du paragraphe 1 et deuxième alinéa du paragraphe 2 de l'article 137
- Dispositions à caractère fiscal, mesures concernant l'aménagement du territoire et l'affectation des sols, mesures qui affectent l'approvisionnement et la biodiversification énergétiques. Article 175, paragraphe 2⁶.

III. ADAPTATIONS TECHNIQUES

Le groupe d'experts a mis en oeuvre les adaptations techniques suivantes:

- fusions de dispositions (fusion des deux paragraphes de l'articles 19 TCE et fusion des deux alinéas du paragraphe 2 de l'article 80 TCE) (point 3 a) et e) de l'annexe A du mandat - CONV 682/03) ;
- insertion du chapitre sur l'association des pays et territoires d'outre-mer comme nouveau chapitre "A bis" dans la structure du volume I, c'est-à-dire entre le chapitre A sur les politiques et actions internes et le chapitre B sur l'action extérieure (point 3 d) de l'annexe A du mandat - CONV 682/03) ;
- aménagement de la terminologie relative au Parlement européen (remplacement des termes "*avis conforme*" par "*approbation*" ; suppression de l'adjectif "*absolu*" pour exprimer la majorité simple du Parlement, c'est-à-dire la majorité des suffrages exprimés (point 3 c) ii et iv d) de l'annexe A du mandat - CONV 682/03) ;
- remplacement des abréviations "BCE" et la "SEBC" par les dénominations officielles (point 3 b) de l'annexe A du mandat - CONV 682/03) ;
- remplacement des termes "valeurs communes" à l'article 16 TCE par la formule indiquée dans le mandat (point 3 g) de l'annexe A du mandat - CONV 682/03).

IV. SUGGESTIONS

Le groupe a aussi présenté des suggestions en ce qui concerne:

- a) Ajout de la mention de la pêche dans l'intitulé du chapitre "agriculture". Pour donner suite à la décision du Praesidium (point 3 de l'annexe B du mandat - CONV 682/03) de tenir compte de la mention de la pêche dans l'intitulé du chapitre "agriculture", le groupe d'experts suggère d'insérer un nouvel article 31bis:

"L'Union définit et met en œuvre une politique commune de l'agriculture et de la pêche. Par produits agricoles, on entend les produits du sol, de l'élevage et de la pêche, ainsi que les produits de première transformation qui sont en rapport direct avec ces produits. Les références à la politique agricole commune ou à l'agriculture et l'utilisation du terme "agricole" s'entendent comme visant aussi la pêche."

Le groupe suggère aussi de modifier légèrement le paragraphe 1 de l'article 32 qui deviendrait: "Le marché intérieur s'étend à l'agriculture et au commerce des produits agricoles".

- b) Suppression de l'instrument de la convention. Le Praesidium avait décidé de donner suite aux conclusions du groupe de travail IX de supprimer les conventions (point 3.f) de l'annexe A du mandat - CONV 682/03). Le groupe propose des suggestions de rédaction pour les articles 20, 186 et 293 TCE y compris le type d'acte juridique et la procédure d'adoption à prévoir.

V. PRÉSENTATION

Comme le rapport du 13 mars 2003, celui-ci est divisé en deux volumes. Le Volume I contient en premier lieu un certain nombre de suggestions et de commentaires faits par le groupe d'experts qui seront utiles pour la suite des travaux ainsi que les dispositions pertinentes des traités UE et CE ordonnées sur la base de la structure de la deuxième partie de la Constitution (CONV 369/02). Le Volume II contient, à titre illustratif, les modifications apportées aux dispositions actuelles des traités CE et EU avant leur restructuration.

RAPPORT

du 7 mai 2003

**présenté au Praesidium de la Convention européenne
par le groupe d'experts désignés par les Services juridiques
du Parlement européen, du Conseil et de la Commission**

(suite aux mandats complémentaires du 2 et du 29 avril 2003)

CONSIDÉRATIONS GÉNÉRALES ET SUGGESTIONS

A. Introduction

1. Le Praesidium de la Convention européenne a décidé de confier deux mandats complémentaires au groupe d'experts désigné par les Services juridiques du Parlement européen, du Conseil et de la Commission (mandat complémentaire du 2 avril 2003 (CONV 682/03) et mandat complémentaire du 29 avril 2003).

Ces mandats, reproduits en annexe, font suite à l'examen par le Praesidium du rapport du groupe d'experts des Services juridiques du 13 mars 2003 (CONV 618/03).¹

2. Par le présent rapport, le groupe d'experts donne suite à tous les points de ces mandats complémentaires. Comme le rapport du 13 mars 2003, ce rapport se divise en deux volumes:
 - un volume I, qui reproduit, outre les présentes considérations générales, les dispositions pertinentes du traité sur l'Union européenne (TUE) et du traité instituant la Communauté européenne (TCE), ordonnées "*sur la base de la structure de la deuxième partie de la future Constitution, telle que reprise dans le document CONV 369/02*", du 28 octobre 2002;
 - un volume II, qui reproduit les dispositions pertinentes du traité TUE et du TCE selon la structure et la numérotation actuelle des traités en vigueur.

Conformément au paragraphe 6 du mandat du 29 avril 2003, ces volumes ne reproduisent pas les dispositions relatives à l'espace de liberté, de sécurité et de justice, l'action extérieure, l'appartenance à l'Union, la vie démocratique de l'Union, aux finances de l'Union, aux institutions (y inclus la Cour de justice), ainsi qu'aux dispositions finales, qui seront rédigées par le Praesidium et la Convention.²

3. Les conventions terminologiques et typographiques énoncées à l'annexe I du volume I du rapport du 13 mars 2003 continuent à s'appliquer, à savoir, notamment, que les ajouts figurent en caractères gras et que les termes supprimés sont barrés.

Les articles reproduits en italiques sont ceux qui sont censés faire l'objet d'une modification ultérieure de substance de la part de la Convention et qui ne sont pas traités ici.

Les nouvelles notes en bas de page apparaissent soulignées.

¹ L'addendum du 18 mars 2003 sur la politique économique et monétaire (618/03 ADD 1) n'a pas encore été examiné par le Praesidium et fera donc, semble-t-il, l'objet d'un mandat séparé.

² Par conséquent, les 23 bases juridiques du chapitre institutionnel ou des dispositions finales mentionnées dans les listes annexées aux mandats complémentaires du 29 avril 2003 n'ont pas été adaptées. Il s'agit des articles suivants: 190(4), 190(5), 191, 193, 195(4), 202, 209, 210, 215, 2^{ème} al., 247(3), 247(8), 258, 4^{ème} al., 255(2), 259, 263, 3^{ème} al., 266, 279(1), 280(4), 283, 285(1), 286(2), 290 et 296(2).

B. Les procédures de décision (majorité qualifiée au Conseil et actes adoptés sur proposition de la Commission) et la ventilation de bases juridiques entre actes législatifs et non législatifs

4. La partie la plus substantielle du travail du groupe d'experts a concerné la mise en oeuvre des décisions du Praesidium instaurant la règle générale du vote à la majorité qualifiée au Conseil et celle de l'adoption des actes sur proposition de la Commission, ainsi que la mise en oeuvre des décisions relatives à la ventilation des bases juridiques entre actes législatifs et actes non législatifs.

Vote au Conseil

5. L'introduction d'une disposition selon laquelle la règle normale de vote au Conseil est désormais la majorité qualifiée (projet d'article 17(3), CONV 691/03) et non plus la majorité simple, implique de supprimer, dans les bases juridiques, les références à la majorité qualifiée et d'indiquer expressément les cas d'application de la majorité simple.

Cela implique aussi d'introduire dans la Constitution une définition de ce que l'on entend par "majorité simple" au Conseil, qui pourrait se formuler comme suit:

"Pour les délibérations qui requièrent la majorité simple, le Conseil statue à la majorité des membres qui le composent".

Le groupe a en outre noté qu'au stade actuel des travaux il semblerait que la majorité qualifiée spécifique prévue par l'article 205(2), 2ème alinéa, second tiret, TCE (62 voix et 10 Etats membres) lorsque le Conseil n'agit pas sur proposition de la Commission ait été supprimée et qu'il ne soit donc pas nécessaire d'indiquer expressément dans les bases juridiques les cas d'application de cette majorité spécifique.³

Actes adoptés sur proposition de la Commission

6. L'introduction d'une disposition généralisant le droit d'initiative de la Commission exprimée comme suit: "*sauf lorsque la Constitution en dispose autrement, un acte de l'Union ne peut être adopté que sur proposition de la Commission*" (projet d'article 18(2), CONV 691/03) implique de supprimer, dans les bases juridiques, la formule "*sur proposition de la Commission*" et d'insérer, dans les cas où un acte de l'Union est adopté par une institution ou un organe seul, une formule qui précise que cette institution ou organe peut agir de sa propre initiative, sans qu'une proposition préalable de la Commission ne soit nécessaire.

³ Cela concerne par exemple l'article 128(4) TCE. Cette majorité spécifique est en outre actuellement prévue aux articles 99(2)(1^{er} al. et 3^{ème} al.), 99(4)(1^{er} al.), 104(6), 107(6)(b), 119(2), 119(3)(2^{ème} al.), 120(3), 207(2)(1^{er} al.), 210, 215(2^{ème} al.), 223(6^{ème} al.), 224(5^{ème} al.), 225A(5^{ème} al.), 247(3)(1^{er} al.), 247(8), 248(4)(5^{ème} al.), 258(4^{ème} al.), 259(1), 263(4^{ème} al.) et 276(1) du TCE. Elle est également prévue dans les domaines de la PESC (article 23(2)(3^{ème} al.) TUE) et de la JAI (article 34(3) TUE). Ces dispositions ne sont pas traitées dans le présent rapport (cf. paragraphe 6 du mandat complémentaire du 29 avril 2003).

Toutefois, le mandat complémentaire du 29 avril 2003 demande de maintenir la formule "*sur proposition de la Commission*" dans les bases juridiques qui prévoient l'adoption d'actes non-législatifs. Le groupe estime que cette instruction est susceptible d'entraîner certaines difficultés d'interprétation quant à la portée de la règle générale de l'adoption des actes sur proposition de la Commission prévue par le projet d'article 18(2).

7. La rédaction du projet d'article 18(2) proposée par le Praesidium est très large en ce qu'elle vise tout "acte de l'Union", sans autre spécification quant aux auteurs de ces actes ou aux types d'actes. Cette rédaction pose des problèmes d'application et de sécurité juridique.

Pour éviter ces problèmes et éviter de couvrir des cas allant au-delà du but recherché, il faudrait rédiger cette règle générale de manière plus précise.

Aussi, il est suggéré d'en limiter l'application aux seuls actes législatifs du Parlement européen et/ou du Conseil et aux actes non législatifs du Conseil, évitant ainsi de couvrir les actes adoptés par d'autres institutions ou organes (Cour de justice, Banque centrale européenne, Cour des comptes, la Banque européenne d'investissement, Comité économique et social, Comité des régions, médiateur, agences, etc.).

Il est également suggéré d'indiquer expressément les types d'actes auxquels cette règle s'applique (lois, lois-cadres, règlements, décisions et recommandations, à l'exclusion des mesures d'organisation et de fonctionnement interne, des décisions de procédure, etc.). Pour les mesures internes et de procédure, il est suggéré de prévoir un article spécifique.

8. Les dispositions suggérées pourraient se lire comme suit:

"Toute loi ou loi-cadre européenne, ainsi que les règlements européens, les décisions européennes ou les recommandations du Conseil sont adoptés sur proposition de la Commission, sauf lorsque la Constitution en dispose autrement."

"Chaque institution adopte, de sa propre initiative, les mesures d'organisation et de fonctionnement interne qui la concernent, ainsi que les décisions de procédure."

Par conséquent, dans tous les cas où les bases juridiques prévoient que les actes en question sont adoptés à l'initiative, sur recommandation ou à la demande d'un Etat membre, d'une institution ou d'un organe, cela constitue un cas où "la Constitution en dispose autrement", c'est-à-dire que l'acte en question ne doit pas être adopté sur proposition de la Commission.

Il en va de même des cas où les bases juridiques prévoient qu'une institution est saisie pour donner son approbation à un projet d'acte. Cette saisine constitue un cas où "la Constitution en dispose autrement", l'approbation ne devant pas être donnée sur proposition de la Commission.

Enfin, grâce à son caractère plus précis, la disposition suggérée ci-dessus, donnerait à la règle générale de l'adoption des actes sur proposition de la Commission une portée plus complète, en permettant de supprimer, dans les bases juridiques qui prévoient l'adoption d'actes non législatifs, la formule "sur proposition de la Commission", ce qui lèverait les difficultés d'interprétation exposées au point 6.

9. Quant à la rédaction de la formule type à insérer dans les bases juridiques pour signifier que l'institution peut agir seule, le groupe suggère de recourir à la formule "de sa propre initiative".

Cependant, dans les (quelques) cas où l'institution est obligée d'agir, les experts du Service juridique du Conseil considèrent que la formule "*sans proposition de la Commission*" devrait être retenue pour éviter de laisser entendre que l'institution peut choisir, de sa libre initiative, d'agir ou de ne pas agir. Il s'agit en particulier (sous réserve d'un examen des dispositions des chapitres non couverts par ce rapport) des cas où il est prévu qu'une institution nomme une personnalité pour exercer une charge de l'Union (médiateur et haut représentant pour la PESC) ou du cas de l'adoption du régime d'association des pays et territoires d'outre mer (article 187 TCE).⁴

Ventilation des bases juridiques entre actes législatifs et actes non-législatifs

10. La rédaction de la plupart des bases juridiques a été modifiée suite, d'une part, à l'instauration de la règle générale du vote à la majorité qualifiée au Conseil et de celle de l'adoption des actes sur proposition de la Commission et, d'autre part, à la ventilation des bases juridiques à laquelle le Praesidium a procédé entre celles prévoyant l'adoption d'actes législatifs (en codécision ou non) et celles prévoyant l'adoption d'actes non législatifs.
11. Le groupe a donc adapté la rédaction des différentes bases juridiques selon les indications données par le paragraphe 14 du mandat du 29 avril qui demande au groupe de "*procéder, pour ce qui est des bases juridiques prévoyant des actes législatifs, à la suppression de tout élément de procédure, en se limitant à la mention de loi et loi-cadre*" et de "*maintenir pour toutes les bases juridiques qui ne prévoient pas d'actes législatifs la mention "sur proposition de la Commission"*"⁵. Le groupe a en outre indiqué, pour chaque base juridique, quels types d'actes peuvent être adoptés.
12. Le groupe est convenu de suggérer les formules types suivantes, à insérer, selon les cas, dans les différentes bases juridiques:
- pour les cas de codécision, la formule: "***La loi ou la loi-cadre européenne [établit les mesures.../règle.../facilite..., etc.]***";
 - pour les cas où le Parlement européen ou le Conseil adoptent seuls une loi ou une loi-cadre, la formule: "***Une loi ou une loi-cadre européenne [du Parlement européen / du Conseil] détermine.../règle..., etc.***";
 - pour les cas d'actes non législatifs du Conseil, la formule classique inchangée: "***Le Conseil, sur proposition de la Commission***⁵, ***adopte [les règlements ou les décisions européens qui définissent.../qui instituent.../qui fixent...]***".

⁴ Grâce aux formules suggérées ci-dessus, les incertitudes juridiques sont réduites mais, selon les experts du Service juridique du Conseil, on ne peut garantir que toute incertitude ait disparu.

⁵ Sur cette instruction, voir commentaires ci-dessus aux derniers alinéas des points 6 et 8.

13. Parfois, certains éléments de procédure doivent subsister tels que les références aux consultations obligatoires d'autre institutions ou d'organes.
14. Dans certains cas, malgré le fait que la base juridique laissait apparemment le libre choix du type d'acte, le groupe suggère un seul type d'acte compte tenu du contexte précis de la base juridique en question qui ne permet en réalité l'adoption que d'un seul type d'acte. C'est le cas des articles 72, 161(2^{ème} al.) et 166(1) TCE.
15. Par l'effet de cette ventilation et de l'identification, dans chaque base juridique, des types d'actes à adopter, l'utilisation du mot "mesures", qui d'ordinaire désigne dans les traités les cas de libre choix du type d'acte, a été limitée aux cas de références générales aux actes ou dispositions adoptés dans un certain domaine (par exemple articles 14(1) ou 18(3) TCE).
16. Dans quelques cas, le groupe suggère d'adapter une base juridique, bien qu'elle ne figure pas dans l'une des listes annexées au mandat du 29 avril (voir articles 59 et 175(2) TCE).
17. Enfin, l'article 37(2), 3^{ème} alinéa, TCE, qui prévoit la base juridique en matière d'agriculture, n'a pas été adapté en raison du fait que, selon le mandat du 29 avril, le Praesidium doit encore opérer la ventilation entre ce qui relève du législatif et ce qui relève du non-législatif.
18. Au surplus, le groupe note que les articles 93 TCE (base juridique en matière de fiscalité indirecte) et 187 TCE (la base juridique en matière d'association des pays et territoires d'outre mer) ne figuraient pas dans les listes de ventilation annexées au mandat du 29 avril 2003.

Impact des nouvelles dispositions d'application générale sur le droit secondaire

19. Le groupe d'experts attire l'attention du Praesidium et de la Convention sur la nécessité de régler, dans la Constitution, deux questions qui découlent de l'effet de la règle générale du vote à la majorité qualifiée au Conseil et de celle de l'adoption des actes sur proposition de la Commission.
20. La première question concerne la relation entre la règle de l'adoption des actes sur proposition de la Commission et le projet d'article 28(2) (CONV 571/03) relatif aux actes d'exécution qui prévoit que le Conseil, dans certains cas, peut se voir déléguer des pouvoirs d'exécution.

A défaut de précision au projet d'article 28(2) ou ailleurs dans la Constitution, l'effet de la règle générale sera que, dans ces cas, le Conseil devra agir sur proposition de la Commission. Si la Convention souhaitait laisser au législateur la possibilité de permettre au Conseil d'adopter des actes d'exécution sans proposition de la Commission, il conviendrait de le spécifier, par exemple par une formule du type: "*Les actes juridiques qui contiennent une base juridique pour l'adoption de mesures d'exécution par le Conseil précisent au cas par cas la procédure de décision applicable*".

21. Une deuxième question concerne l'effet de ces règles générales sur le droit en vigueur.

Bien que cette question vaille également pour d'autres nouvelles règles qui seront inscrites dans la Constitution, elle présente ici une acuité particulière, qui serait encore plus importante si la rédaction actuelle du projet d'article 18(2), qui vise tout "*acte de l'Union*", n'était pas rendue plus précise.

Il serait donc nécessaire que la Convention prévoie, par exemple dans un chapitre qui traiterait des effets de l'entrée en vigueur de la Constitution sur l'ordre juridique actuel de l'Union, une disposition transitoire réglementant les effets de ces nouvelles dispositions générales sur le droit dérivé existant.

En l'absence d'une telle disposition, les deux nouvelles règles s'appliqueraient automatiquement à tous les actes existants.

Plusieurs options seraient envisageables pour une telle disposition transitoire. Par exemple:

- prévoir une clause générale permettant l'adaptation en bloc du droit en vigueur à toutes les nouvelles règles de la Constitution, à l'instar de ce qui est prévu dans les actes d'adhésion des nouveaux Etats membres;
- prévoir que ces nouvelles règles ne s'appliquent pas aux actes du passé qui continueront à être régis par les dispositions en vigueur précédemment, les institutions auteurs des actes décidant, au cas par cas, à l'instar de ce qui était prévu par l'article 4 de la décision "comitologie" de 1987, d'adapter l'acte aux nouvelles règles ou de maintenir les procédures en l'état en y introduisant les formules qui permettent de déroger aux nouvelles règles.

22. Le groupe est prêt, si le Praesidium le souhaite, à faire des suggestions de textes juridiques pour résoudre ce problème.

C. Suppression de l'instrument de la convention entre Etats membres - suggestions de rédaction pour les articles 20, 186 et 293 TCE

23. Le mandat complémentaire du 2 avril 2003 prévoit aussi de "*supprimer l'instrument de la convention*", à savoir les accords conclus entre États membres, pour les remplacer par des actes de l'Union (articles 20, 186 et 293 TCE).
24. L'actuel article 20 TCE, base juridique pour la protection diplomatique et consulaire des citoyens, pourrait se lire comme suit (sachant que la première phrase de l'article est reprise par le projet d'article "citoyenneté" de la partie I⁶):

~~Tout citoyen de l'Union bénéficie, sur le territoire d'un pays tiers où l'État membre dont il est ressortissant n'est pas représenté, de la protection de la part des autorités diplomatiques et consulaires de tout État membre, dans les mêmes conditions que les nationaux de cet État. Les États membres établissent entre eux les règles prennent les dispositions nécessaires et engagent les négociations internationales requises en vue pour d'assurer cette la protection diplomatique et consulaire des citoyens de l'Union dans les Etats tiers, telle que visée à [l'article (...)]⁷.~~

La/une loi ou la/une loi-cadre européenne [...la Convention déterminera si l'acte devrait être adopté en codécision ou par le Conseil seul et selon quelle règle de vote...] peut établir les mesures nécessaires pour faciliter cette protection.

25. L'actuel article 186 TCE, base juridique pour la libre circulation des travailleurs entre les Etats membres et les pays et territoires d'outre mer, pourrait se lire comme suit:

Option A - Passage sous le régime de l'article 187 TCE

*Sous réserve des dispositions qui régissent la santé publique, la sécurité publique et l'ordre public, la liberté de circulation des travailleurs des pays et territoires dans les États membres et des travailleurs des États membres dans les pays et territoires sera réglée par des conventions ultérieures qui requièrent l'unanimité des États membres **est régie par des mesures adoptées conformément à l'article 187.***

⁶ Cf. article 7(2), 3ème tiret, CONV 528/03.

⁷ Insérer référence au projet d'article "citoyenneté" de la partie I.

Option B - Alignement du traitement des travailleurs sur celui prévu par l'article 183(5) TCE pour les indépendants

Sous réserve des dispositions qui régissent la santé publique, la sécurité publique et l'ordre public, la liberté de circulation des travailleurs des pays et territoires dans les États membres et des travailleurs des États membres dans les pays et territoires ~~sera réglée par des conventions ultérieures qui requièrent l'unanimité des États membres~~ est régie conformément aux dispositions et par application des procédures prévues au [chapitre] relatif à la libre circulation des travailleurs et sur une base non discriminatoire, sous réserve des mesures particulières adoptées en vertu de [l'article 187].

26. En ce qui concerne l'actuel article 293 TCE, qui prévoit l'adoption de conventions entre Etats membres dans quatre domaines:

- le premier tiret ("*la protection des personnes, ainsi que la jouissance et la protection des droits dans les conditions accordées par chaque État à ses propres ressortissants*") est obsolète, ces différents éléments soit étant couverts par les différentes bases juridiques du TCE actuel, soit tombant hors du champ d'application du traité. Il pourrait donc être supprimé;
- le deuxième tiret ("*l'élimination de la double imposition à l'intérieur de la Communauté*") semble être couvert par les mesures de rapprochement des législations qui actuellement peuvent être adoptées sur la base de l'article 94 TCE et pourrait donc être supprimé.

Si la Convention estimait nécessaire de créer une base juridique spécifique, celle-ci pourrait se lire comme suit:

La/une loi ou la/une loi-cadre européenne [...la Convention déterminera si l'acte devrait être adopté en codécision ou par le Conseil seul et selon quelle règle de vote...] établit des mesures pour éliminer la double imposition des ressortissants des Etats membres dans l'Union.

- le troisième tiret ("*la reconnaissance mutuelle des sociétés au sens de l'article 48, deuxième alinéa, le maintien de la personnalité juridique en cas de transfert du siège de pays en pays et la possibilité de fusion de sociétés relevant de législations nationales différentes*"), sous réserve d'une vérification technique plus approfondie, semble être couvert par les mesures de rapprochement des législations qui actuellement peuvent être adoptées sur la base de l'article 95 TCE. Il pourrait donc être supprimé;
- le quatrième tiret ("*la simplification des formalités auxquelles sont subordonnées la reconnaissance et l'exécution réciproques des décisions judiciaires ainsi que des sentences arbitrales*") est obsolète car il est couvert par les mesures de coopération judiciaire civile qui actuellement peuvent être adoptés sur la base de l'article 65 TCE. Il pourrait donc être supprimé.

D. Ajout de la mention de la pêche dans l'intitulé du chapitre "agriculture" - suggestions de rédaction (article 32 TCE)

27. Pour tenir compte de la mention de la pêche dans l'intitulé du chapitre "agriculture" (qui s'applique déjà à la pêche mais cela ne ressort pas très clairement du texte actuel), il est suggéré d'insérer un nouvel article 31bis, dont la dernière phrase devrait faire l'objet d'une vérification technique, et de modifier légèrement le paragraphe 1 de l'article 32:

L'AGRICULTURE ET LA PÊCHE

Article 31bis

L'Union définit et met en œuvre une politique commune de l'agriculture et de la pêche.

Par produits agricoles, on entend les produits du sol, de l'élevage et de la pêche, ainsi que les produits de première transformation qui sont en rapport direct avec ces produits. Les références à la politique agricole commune ou à l'agriculture et l'utilisation du terme "agricole" s'entendent comme visant aussi la pêche.

Article 32

1. Le marché ~~commun~~ intérieur s'étend à l'agriculture et au commerce des produits agricoles. ~~Par produits agricoles, on entend les produits du sol, de l'élevage et de la pêche, ainsi que les produits de première transformation qui sont en rapport direct avec ces produits.~~

2. (...)

E. Autres adaptations techniques

28. Conformément au mandat du 2 avril 2003, le groupe d'experts a en outre procédé aux diverses adaptations techniques demandées, en particulier:

- fusions de dispositions (fusion des deux paragraphes de l'articles 19 TCE et fusion des deux alinéas du paragraphe 2 de l'article 80 TCE);
- insertion du chapitre sur l'association des pays et territoires d'outre-mer comme nouveau chapitre "Abis" dans la structure du volume I, c'est-à-dire entre le chapitre A sur les politiques et actions internes et le chapitre B sur l'action extérieure;
- aménagement de la terminologie relative au Parlement européen (remplacement des termes "*avis conforme*" par "*approbation*" ; suppression de l'adjectif "*absolu*" pour indiquer la majorité des suffrages exprimés, c'est-à-dire la majorité simple du Parlement; réunions du Parlement européen en "*période de session extraordinaire*");
- remplacement des abréviations "BCE" et la "SEBC" par les dénominations officielles;
- remplacement des termes "valeurs communes" à l'article 16 TCE par la formule indiquée dans le mandat.

Christian PENNERA

Thérèse BLANCHET

Alain VAN SOLINGE

Kieran BRADLEY

Emer FINNEGAN

Paolo STANCANELLI

Mandat complémentaire du 2 avril 2003

LA CONVENTION EUROPEENNE
LE SECRETAIRE GENERAL

Bruxelles, le 2 avril 2003

**Mandat complémentaire pour le groupe d'experts
désignés par les services juridiques
des trois Institutions**

1. Le Praesidium a examiné, lors de sa réunion du 2 avril 2003, les suggestions faites par le groupe d'experts dans son rapport du 13 mars 2003 (cf. doc. CONV 618/03 p. 175 à 187) à l'exception de celles visées aux points 29, 30, 31 et 32.
2. Suite à cet examen, le Praesidium est convenu de donner au groupe un mandat complémentaire pour mettre en œuvre certaines des suggestions auxquelles le Praesidium a décidé de donner suite. En ce qui concerne la suite à donner aux suggestions visées aux points 29, 30, 31 et 32, le Praesidium ne les ayant pas encore examinées, sa mise en œuvre fera l'objet, le cas échéant, d'un nouveau mandat complémentaire du Praesidium.
3. Les suggestions auxquelles le Praesidium invite le groupe à donner suite sont les suivantes :

a) Fusion des articles 70 et 80 du TCE

La Praesidium a décidé de donner suite à cette suggestion en retenant l'option a) (p.179)

b) Utilisation des abréviations

La Praesidium a décidé de donner suite à la suggestion du groupe (p.176); les abréviations figurant dans la partie II de la Constitution doivent être remplacées par la dénomination officielle.

c) Les procédures de décision

Le Praesidium a décidé de donner suite aux suggestions suivantes du groupe (p. 184 et 185) :

- i) remplacer la règle de vote actuelle selon laquelle « les délibérations du Conseil sont acquises à la majorité des membres qui le composent » (art.205 § 1) par la formule « les délibérations du Conseil sont acquises à la majorité qualifiée ». Il est demandé au groupe de faire les adaptations techniques nécessaires dans les bases juridiques afin de tenir compte de cette nouvelle règle.

- ii) en ce qui concerne le Parlement européen, remplacer le terme « avis conforme » par « approbation » (« consent » en anglais) ;
- iii) le Praesidium ayant décidé de prévoir dans un article de la Constitution consacrée à la Commission une formule qui prévoit que « sauf disposition contraire expresse, un acte de l'Union ne peut être adopté que sur proposition de la Commission », il est demandé au groupe de faire les adaptations techniques nécessaires dans les différentes bases juridiques qui prévoient que le Conseil statue sur proposition de la Commission ;
- iv) remplacer les termes « majorité absolue » en ce qui concerne le Parlement européen par les termes « majorité des suffrages exprimés » et les termes « majorité des membres qui composent le Parlement européen » par les termes « majorité des membres qui le composent ».

d) Association des pays et territoire d'outre-mer

Le Praesidium a décidé de maintenir la quatrième partie du traité CE comme partie indépendante dans la partie II.

e) Fusion de certaines dispositions

Le Praesidium a décidé de donner suite à la suggestion de fusionner les paragraphes 1 et 2 de l'article 19, tout en demandant de prendre soin dans la rédaction de la disposition fusionnée de bien tenir compte des spécificités de chacun des deux domaines.

f) Suppression de certaines dispositions

Le Praesidium a décidé de donner suite aux conclusions du groupe de travail IX de supprimer l'instrument de la Convention (cf. Arts. 20 du TUE et 186, 293 du TCE) et de le remplacer par des règlements ou des décisions du Conseil. Il a décidé en conséquence de supprimer l'article 293 du TCE. Il est demandé au groupe de mettre en œuvre ces suggestions et d'examiner l'éventuelle nécessité de créer une base juridique spécifique en ce qui concerne les domaines couverts par cette disposition et qui ne seraient pas couverts par d'autres dispositions de la Constitution. Cette nouvelle base juridique éventuelle devrait prévoir comme instrument le règlement du Conseil.

g) Remplacement du mot « valeurs communes » figurant à l'article 16 du TCE.

Le Praesidium a décidé de donner suite à la suggestion du groupe en remplaçant les termes « parmi les valeurs communes » figurant à l'article 16 du TCE par les termes « en tant que services auxquels tous dans l'Union attribuent une valeur ».

4. Le Praesidium a en outre approuvé les suggestions du groupe d'experts que celui-ci a déjà mis en œuvre et qui figurent en annexe à la présente note.

SUGGESTIONS QUI ONT DEJA ETE MISES EN OEUVRE
PAR LE GROUPE D'EXPERTS

1. Structure de la partie II

Le groupe d'experts (p. 177) a attiré l'attention sur le fait que certaines dispositions ne trouvent pas leur place dans la structure du 28 octobre 2002, telles que, par exemple, des dispositions d'application générale (articles 3(2), 6, 16, 295 et 296 du traité CE), les dispositions sur la non-discrimination et la citoyenneté (article 12, 13 et 18 à 22), celles sur la fiscalité (article 90 à 93), la coopération douanière (article 135) ou la coopération économique, financière et technique avec les pays tiers (article 181 A). Le groupe a fait des suggestions sur leur place dans la partie II.

2. Suppression des dispositions obsolètes

Le groupe suggère (p. 178) de supprimer, comme obsolètes, certaines dispositions du traité CE qui évoquent des dates ou des événements dépassés (l'article 14CE et l'article 93CE, qui visent la date du 31 décembre 1992 pour l'achèvement du marché intérieur, et l'article 37, paragraphe 1, CE, qui se réfère à une conférence qui a eu lieu à Stresa en 1958 et dont les résultats font désormais partie de l'acquis).

3. Réaménagement de certains articles

Le groupe a suggéré (pp. 182/3) certains réaménagements d'une portée limitée,

- a. placer l'article 4 TCE en tête du titre « *politique économique et monétaire* » ;
- b. placer les articles 14 et 15 CE en tête d'un nouveau titre ou chapitre consacré au marché intérieur, regroupant également les articles 94 à 97 CE ;
- c. compléter le titre II « *Agriculture* » du traité CE par les mots « *et pêche* », afin de refléter dans le titre le champ d'application de l'article 32, paragraphe 1, CE, et adapter le texte de cet article pour en tenir compte.

4. Les sessions annuelles du Parlement européen

Le groupe suggère (p. 187) de remplacer la formule figurant au 2ème alinéa de l'article 196 CE « *le Parlement européen peut se réunir en session extraordinaire ...* » qui pourrait créer des confusions aux yeux du citoyen, par la formule retenue par le Règlement du Parlement depuis 1958, à savoir « *la période de session* ».

Mandat complémentaire du 29 avril 2003

LA CONVENTION EUROPEENNE
LE SECRETAIRE GENERAL

Bruxelles, le 29 avril 2003

**Deuxième mandat complémentaire pour le groupe d'experts
désignés par les services juridiques
des trois Institutions**

Actes juridiques et procédures

1. Le Praesidium a examiné, lors de sa réunion du 2 avril 2003, les suggestions faites par le groupe d'experts dans son rapport du 13 mars 2003. Suite à cet examen, il a été convenu de donner au groupe un mandat complémentaire pour mettre en œuvre certaines des suggestions auxquelles le Praesidium a décidé de donner suite. Ce mandat indiquait que la suite à donner aux suggestions visées aux points 29, 30, 31 et 32 dudit rapport et que le Praesidium n'avait pas encore examinées, ferait l'objet, le cas échéant, d'un nouveau mandat complémentaire du Praesidium.
2. Le Praesidium a examiné lors de sa réunion du 10 avril 2003 les questions qui relèvent des points 29 "Dénomination des actes législatifs" et 30, 31 et 32 "Ventilation entre les actes législatifs et non législatifs du Conseil".
3. Lors de cette réunion, le Praesidium a décidé la ventilation entre actes législatifs (article 25) et non législatifs directement adoptés sur la base de la Constitution (article 26) et à l'intérieur des premiers entre les bases juridiques qui devraient à l'avenir être soumises à la procédure législative ordinaire et celles qui seraient adoptées par le Parlement ou le Conseil avec participation de l'autre branche de l'autorité législative. Les conclusions du Praesidium sont reflétées dans les listes qui figurent en **annexe**.
4. En ce qui concerne les actes législatifs, le système décrit par le projet d'article 25 implique qu'ils sont toujours adoptés par le législateur. En règle générale, ils sont adoptés conjointement et sur un pied d'égalité par les deux branches du législateur selon la procédure législative ordinaire prévue au projet d'article 25. Mais, dans certains cas spécifiques, ils sont adoptés selon des procédures législatives spéciales par le Parlement avec une certaine participation du Conseil ou par le Conseil (agissant en tant que législateur, c'est à dire, soumis aux règles de transparence et subsidiarité) avec une certaine participation du Parlement.

5. À la lumière des amendements et du débat en plénière ainsi que du rapport du groupe d'experts du 13 mars 2003, le Praesidium est parvenu à la conclusion que l'appellation "législative" pour la procédure qui constitue la règle générale peut induire en erreur puisqu'elle semble être le critère déterminant et pas la conséquence du caractère "législatif" de l'acte. Le Praesidium a décidé de préciser sa portée en tant que procédure législative de droit commun, la qualifiant de "procédure législative ordinaire", dans le but de ne pas exclure le caractère législatif des actes qui, en nombre très limité, seraient adoptés (si la Convention en décide ainsi) par le Parlement ou par le Conseil avec différents degrés de participation de l'autre branche du législateur en vertu des procédures législatives, mais spéciales.
6. Les bases juridiques qui font l'objet de projets d'articles et des débats en cours à la Convention et aux cercles de discussion n'ont pas été considérées dans le présent document. C'est dans le cadre de ces débats et travaux spécifiques sur les diverses matières que le caractère législatif ou non des bases juridiques et par conséquent leur procédure doivent être déterminés. Cela concerne les dispositions en matière d'espace de liberté, de sécurité et de justice, celles relatives à la Cour de Justice et au Tribunal de Première Instance, les dispositions finales et celles qui relèvent de l'action extérieure, les finances, les institutions, l'appartenance à l'Union et la vie démocratique. Les procédures de décision de l'Union économique et monétaire doivent faire l'objet d'un examen d'ensemble séparé pour en assurer la cohérence.
7. La section I de l'annexe est constituée par les bases juridiques qui sont déjà aujourd'hui soumises à la procédure législative ordinaire et dont le caractère législatif, par conséquent, n'est pas en discussion. Elle contient également les bases juridiques directement visées par les conclusions du groupe de travail IX "simplification".
8. La section II couvre les bases juridiques auxquelles la procédure législative ordinaire pourrait être étendue. Le Praesidium considère qu'il s'agit d'actes à caractère législatif au vue des critères identifiés par le groupe de travail "Simplification".
9. La section III contient les bases juridiques sur la base desquelles des actes, bien qu'ayant caractère législatif, sont adoptés par le Parlement ou par le Conseil avec des degrés divers de participation de l'autre branche du législateur.
10. La section IV contient la liste des actes non législatifs. Il s'agit de bases juridiques qui répondent aux critères énoncés par le groupe de travail IX.
11. Le groupe d'experts est invité à donner suite aux décisions du Praesidium en ce qui concerne les aspects suivants:
 - a) Le groupe d'experts est invité à signaler pour chaque base juridique de la partie III de la Constitution les instruments à utiliser. Il s'agit de la loi et la loi-cadre pour les bases juridiques incluses dans les sections I, II et III mentionnées ci-dessus. La loi remplace le règlement et la loi-cadre la directive. En ce qui concerne la section IV, le règlement remplace le règlement et la directive; la décision reste décision.
 - b) Lorsque le traité actuel n'indique pas un instrument concret mais qu'il fait en général appel à des "mesures", il faut laisser le choix entre "loi ou loi-cadre" pour les bases juridiques incluses dans les sections I, II et III et entre "règlement et décision" pour les bases juridiques de la section IV.

- c) Le terme "mesures" que le groupe d'experts a utilisé dans tous les cas où l'instrument n'est pas précisé par le traité inclût également les recommandations. Elles seront couvertes par une disposition horizontale dans le titre V de la Constitution (dans sa nouvelle version) qui statuera que "lorsque l'adoption d'actes juridiquement obligatoires est prévue par la Constitution, les Institutions peuvent aussi adopter des recommandations".
- d) Le projet d'article 25 indique les éléments de la procédure législative ordinaire: décision conjointe du Parlement et du Conseil qui décide à la majorité qualifiée sur proposition de la Commission et renvoie à l'article (ex-251). Par conséquent, ils ne serait plus nécessaire de mentionner tous ces éléments dans chaque base juridique lorsque la procédure législative ordinaire est d'application. Le groupe d'experts est invité à examiner la possibilité de simplifier la rédaction des bases juridiques qui prévoient l'adoption d'actes législatifs selon la procédure législative ordinaire en remplaçant les détails de la procédure par la seule mention de la loi ou loi-cadre.
- e) Les listes des bases juridiques impliquent aussi certaines modifications de procédure. Le groupe d'experts est invité également à donner suite à de tels changements.

Document de travail du 16 avril 2003: le droit d'initiative de la Commission

12. Le groupe d'experts a présenté au Praesidium un document de travail qui donne suite à tous les points du mandat complémentaire du 2 avril 2003, à l'exception du point c), iii) relatif à l'insertion d'une règle générale selon laquelle "Sauf disposition contraire expresse, un acte de l'Union ne peut être adopté que sur proposition de la Commission".
13. Le Praesidium a, entre temps, présenté à la Convention un projet de titre IV sur les institutions. Ce projet consacre la règle selon laquelle "Sauf lorsque la Constitution en dispose autrement, un acte de l'Union ne peut être adopté que sur proposition de la Commission"¹.
14. Compte tenu de cette disposition générale d'une part et des arguments développés par les experts juridiques, le groupe est invité à :
- Maintenir pour toutes les bases juridiques qui ne prévoient pas d'actes législatifs la mention « sur proposition de la Commission »
 - Procéder, pour ce qui est des bases juridiques prévoyant des actes législatifs, à la suppression de tout élément de procédure, en se limitant à la mention de loi et loi-cadre.

¹ Projet d'article 18, paragraphe 2 (CONV 691/03)

Délai du deuxième mandat complémentaire

15. Vu l'accélération des travaux de la Convention, le groupe d'experts est invité à donner suite au présent deuxième mandat complémentaire et à présenter ses conclusions au Praesidium via le secrétariat de la Convention, le 8 mai 2003.

I. ACTES LEGISLATIFS - PROCEDURE LEGISLATIVE ORDINAIRE

- Règles interdisant toute discrimination en raison de la nationalité. Article 12.
- Mesures d'encouragement en matière de non-discrimination. Article 13.2
- Dispositions visant à faciliter l'exercice du droit des citoyens de circuler et de séjourner librement sur le territoire des États membres. Article 18, paragraphe 2
- Libre circulation des travailleurs. Article 40.
- Droit d'établissement. Article 44.
- Coordination des dispositions législatives, réglementaires ou administratives prévoyant un régime spécial pour les ressortissants des autres États membres dans l'exercice du droit d'établissement. Article 46, paragraphe 2.
- Droit d'établissement pour les activités non salariées. Article 47, fin du second paragraphe.
- Services. Article 55.
- Règles communes applicables aux transports internationaux exécutés au départ ou à destination du territoire d'un État membre, ou traversant le territoire d'un ou de plusieurs États membres; conditions pour que les transporteurs non-résidents puissent fournir des services de transport dans un État membre; mesures permettant d'améliorer la sécurité des transports. Article 71, paragraphe 1.
- Extension à la navigation maritime et aérienne des règles de procédure prévues à l'article 71, paragraphe 1. Article 80, paragraphe 2.
- Mesures d'harmonisation relatives au marché intérieur. Article 95, paragraphe 1.
- Mesures d'encouragement de l'emploi. Article 129.
- Coopération douanière. Article 135.
- Politique sociale: a) b) e) h) i) j) k) du paragraphe 1 et deuxième alinéa du paragraphe 2 de l'article 137 (*Actuellement: la partie de l'article visée ici est déjà soumise à la procédure législative, l'autre partie - voir plus loin, pourra l'être suite à une décision du Conseil à l'unanimité*)
- Politique sociale (égalité des chances, de traitement et de rétribution). Article 141
- Application des décisions relatives au Fonds social européen. Article 148.
- Éducation. Article 149, paragraphe 4 (sauf les recommandations).
- Formation professionnelle (mesures contribuant à la réalisation des objectifs de l'article 150). Article 150, paragraphe 4.
- Santé Publique (conditions minimales de qualité et de sécurité des organes, mesures dans les domaines phytosanitaire et vétérinaire ayant directement pour objectif la protection de la santé publique). Article 152.4
- Protection des consommateurs. Article 153, paragraphe 4.
- Réseaux transeuropéens, orientations. Article 156, premier alinéa.
- Autres mesures touchant les réseaux transeuropéens. Article 156.
- Industrie. Article 157, paragraphe 3.
- Mesures dans le domaine de la cohésion économique et sociale. Article 159
- Décisions d'application relatives au FEDER. Article 162.
- Programme-cadre de recherche. Article 166.
- Adoption des mesures citées aux articles 167, 168 et 169 - recherche. Article 172.
- Environnement (actions communautaires en vue de réaliser les objectifs de l'article 174). Article 175, paragraphe 1.

- Programme d'action dans d'autres domaines de l'environnement. Article 175, paragraphe 3 S.
- Coopération au développement. Article 179.
- Statut et règles financières des parties politiques au niveau européen. Article 191
- Principes généraux en matière de transparence. Article 255, paragraphe 2 .
- Lutte contre la fraude portant atteinte aux intérêts financiers de la Communauté. Article 280, paragraphe 4.
- Statistiques. Article 285, paragraphe 1.
- Établissement d'un organisme indépendant de contrôle pour la protection des données. Article 286, paragraphe 2.

Bases juridiques directement visées par les conclusions du groupe "simplification" qui devraient être soumises à la procédure législative ordinaire

- Marché intérieur (mesures de sécurité sociale pour les travailleurs migrants communautaires). Article 42. (Actuellement le Conseil statue à l'unanimité)¹
- Coordination des dispositions législatives, réglementaires ou administratives des États membres concernant l'accès aux activités non salariées et à l'exercice de celles-ci. Coordination des principes législatifs existants du régime des professions en ce qui concerne la formation et les conditions d'accès des personnes physiques. Article 47. (Actuellement le Conseil statue à l'unanimité)
- Culture. Article 151 (sauf les recommandations). *(Actuellement le Conseil statue à l'unanimité)*
- Fonds structurels et Fonds de cohésion, (à partir de 2007). Article 161. (Actuellement: majorité qualifiée en 2007 et avis conforme)

¹ Le Praesidium propose le changement de procédure, c'est à dire, passer de l'unanimité à la majorité qualifiée, persuadé que cet article n'implique pas des mesures d'harmonisation des législations des États membres.

II. DISPOSITIONS QUI POURRAIENT FAIRE L'OBJET DE LA PROCÉDURE LÉGISLATIVE ORDINAIRE

Procédure actuelle : Majorité qualifiée au Conseil et avis simple du Parlement

- Législation en matière de politique agricole commune. Article 37, paragraphe 2.²
- Libéralisation des services. Article 52, paragraphe 1.
- Dispositions portant sur les principes du régime des transports dont l'application serait susceptible d'affecter le niveau de vie et l'emploi. Article 71, paragraphe 2
- Politique sociale lettres: d) f) et g) du paragraphe 1 et deuxième alinéa du paragraphe 2 de l'article 137. (*Selon le traité en vigueur, les aspects visés ici pourront être soumis à la procédure de codécision suite à une décision du Conseil à l'unanimité*)
- Modalités de contrôle des compétences d'exécution. Article 202 (Projet d'article 28)
- Adoption des règlements financiers, (à partir de 2007). Article 279, paragraphe 1.
- Établissement du statut des fonctionnaires de la Communauté européenne et du régime applicable aux autres agents des Communautés. Article 283.

Procédure actuelle : Majorité qualifiée au Conseil

- Exclusion dans un État membre de certaines activités du champ d'application des dispositions relatives au droit d'établissement. Article 45, deuxième alinéa.
- Extension du bénéfice des dispositions relatives aux prestations de services aux ressortissants d'un pays tiers établis dans la Communauté. Article 49, deuxième alinéa.
- Adoption d'autres mesures relatives aux mouvements des capitaux à destination ou en provenance de pays tiers. Article 57, paragraphe 2, première partie.
- Adoption de directives visant à supprimer les distorsions à l'intérieur du marché commun. Article 96, deuxième alinéa.

Procédure actuelle : Unanimité au Conseil et avis simple du Parlement

- Modification de certains articles du Protocole sur les statuts de la BEI. Article 266

² Il faudra préciser à un stade ultérieur quels aspects de la politique agricole doivent être considérés législatifs et lesquels doivent être considérés non législatifs.

III. ACTES LÉGISLATIFS ADOPTÉS SELON UNE PROCÉDURE LÉGISLATIVE SPÉCIALE

Actes adoptés par le Parlement européen

- Statut du Médiateur Article 195.4 (*Procédure actuelle : Adoption par le Parlement après approbation du Conseil et avis de la Commission*)
- Statut des membres du Parlement Article 190.5 (*Procédure actuelle : Adoption par le Parlement après approbation du Conseil et avis de la Commission*)
- Modalités d'exercice du droit d'enquête. Article 193 (*Procédure actuelle : commun accord du Parlement, Conseil et Commission. Le Praesidium propose: Adoption par le Parlement après approbation du Conseil et avis de la Commission*)

Actes qui exigent ratification nationale

- Extension des droits liés à la citoyenneté. Article 22 (*Procédure actuelle: unanimité au Conseil et avis simple du Parlement . Le Praesidium propose de remplacer l'avis simple du Parlement par un avis conforme*)
- Procédure électorale uniforme Article 190, paragraphe 4. (*Procédure actuelle: unanimité au Conseil sur proposition et après avis conforme du PE*)

Actes à répercussions constitutionnelles dans les États membres

Mesures en vue de combattre la discrimination. Article 13.1³ (*Procédure actuelle : unanimité au Conseil et avis simple du Parlement*)

Citoyenneté: droit de vote et éligibilité. Article 19.³ (*Procédure actuelle : unanimité au Conseil et avis simple du Parlement*)

Actes à sensibilité politique particulière.⁴ Procédure actuelle : unanimité au Conseil et avis simple du Parlement

- Adoption de mesures relatives aux mouvements des capitaux à destination ou en provenance des pays tiers, qui constituent un pas en arrière dans le processus de libéralisation prévu par le droit communautaire. Article 57, paragraphe 2 in fine⁵. (*La procédure actuelle ne prévoit pas d'avis du Parlement*)
- Harmonisation des législations. Article 94.⁵

³ Même si elles n'exigent pas de ratification nationale, ces deux bases juridiques ont des conséquences directes sur des dispositions de nature constitutionnelle des États membres.

⁴ Le groupe de travail IX "simplification" lorsqu'il a abordé la généralisation de la procédure législative, a signalé que des exceptions à cette règle subsisteraient dans des domaines où la nature toute particulière de l'Union exige des procédures de prise de décision autonomes (exigence de ratification) ou dans des domaines d'une "grande sensibilité politique" pour les États membres.

⁵ Ces trois dispositions sont des exceptions par rapport à leur règles générales respectives qui prévoient la procédure législative: l'article 57. 2 in fine est l'exception par rapport à la règle générale de l'article 57. 2 première partie, l'article 94 est l'exception par rapport à l'article 95 si le Praesidium suivait la proposition du groupe d'experts ; l'article 175.2 est l'exception par rapport au 175.1.

- Politique sociale : sécurité sociale et la protection sociale des travailleurs. lettre c) du paragraphe 1 et deuxième alinéa du paragraphe 2 de l'article 137
- Dispositions à caractère fiscal, mesures concernant l'aménagement du territoire et l'affectation des sols, mesures qui affectent l'approvisionnement et la biodiversification énergétiques. Article 175, paragraphe 2.⁵

IV. ACTES NON LÉGISLATIFS

Procédure actuelle : Majorité qualifiée au Conseil et avis simple du Parlement

- Actes non législatifs de la politique agricole. Article 37 paragraphe 2⁶
- Actes en matière de concurrence. Article 83.
- Actes en matière d'aides d'État. Article 89.
- Élaboration de lignes directrices dont les États membres tiennent compte dans leur politique de l'emploi, sur la base des conclusions du Conseil européen. Article 128, paragraphe 2.
- Programmes spécifiques de recherche. Article 166, paragraphe 4.
- Recherche, création d'entreprises communes. Article 172, paragraphe 1.
- Nomination des membres de la Cour des comptes. Article 247, paragraphe 3.

Procédure actuelle : Majorité qualifiée au Conseil

- Orientations pour assurer le progrès équilibré dans l'ensemble des secteurs concernés par le marché intérieur Article 14.3
- Fixation des droits du tarif douanier commun. Article 26.
- Suppression des discriminations dans le domaine des transports. Article 75, paragraphe 3.
- Exonérations et remboursements à l'exportation et taxes de compensation à l'importation entre États membres. Article 92.
- Recommandations en matière d'emploi. Article 128, paragraphe 4.
- Application des autres accords entre les partenaires sociaux. Article 139, paragraphe 2.
- Recommandations en matière d'éducation. Article 149, paragraphe 4, deuxième tiret.
- Recommandations dans le domaine de la culture. Article 151, paragraphe 5, deuxième tiret (*Actuellement: unanimité au Conseil. Le Praesidium propose de passer à la majorité qualifiée pour garder la cohérence avec les propositions concernant la législation en section I*)
- Recommandations en matière de santé publique. Article 152, paragraphe 4, in fine.
- Fixation des traitements, indemnités et pensions des membres de la Commission et de la Cour de justice. Article 210.
- Décision de ne pas remplacer un commissaire suite à une démission volontaire ou d'office. Article 215, deuxième alinéa.
- Fixation des conditions d'emploi, des traitements, des indemnités et des pensions des membres de la Cour des comptes. Article 247.8.
- Nomination des membres du CES et fixation de leurs indemnités. Article 259.
- Fixation des indemnités des membres du CES. Article 258, dernier alinéa.
- Nomination des membres du CdR et de leurs suppléants. Article 263, troisième alinéa.

⁶ Voir la note à pied de page 2 à la page 7

Procédure actuelle : Unanimité au Conseil

- Décisions concernant la compatibilité avec le marché commun des aides d'État en matière de concurrence. Article 88, paragraphe 2.
- Application des accords passés entre partenaires sociaux dans les domaines couverts par l'article 137, paragraphe 3. Article 139, paragraphe 2.
- Établissement du régime linguistique des institutions de la Communauté. Article 290.
- Modifications à la liste des produits visés par les dispositions relatives au commerce ou à la production d'armes, de munitions et de matériel de guerre. Article 296, paragraphe 2.

Procédure actuelle: Majorité simple au Conseil

- Comité de l'emploi Article 130
 - Comité de la protection sociale Article 144
 - Statut des Comités prévus par le traité. Article 209
-

● VOLUME I

AVANT-PROJET DE TRAITÉ CONSTITUTIONNEL

Deuxième partie

Les politiques et la mise en oeuvre des actions de l'Union

* * *

Texte des dispositions des traités CE et UE

qui suit la structure de l'avant-projet de traité constitutionnel du 28 octobre 2002

(CONV 369/02)

TABLE DES MATIÈRES

DEUXIÈME PARTIE:

LES POLITIQUES ET LA MISE EN OEUVRE DES ACTIONS DE L'UNION

	page
<u>[DISPOSITIONS COMMUNES]</u> (<i>nouvel intitulé</i>)	36
<u>[NON-DISCRIMINATION ET CITOYENNETÉ]</u> (<i>nouvel intitulé</i>)	37
A. POLITIQUES ET ACTIONS INTERNES	42
A1. MARCHÉ INTÉRIEUR	42
I. Libre circulation des personnes et des services	43
1. Travailleurs	43
2. Liberté d'établissement	45
3. Liberté de prestation de services	48
4. Visas, asile et immigration et autres politiques liées à la circulation des personnes (<i>déplacé sous A4 "Espace de liberté, de sécurité et de justice"</i>)	
II. Libre circulation des marchandises	51
1. Union douanière	51
<u>[1 bis Coopération douanière]</u> (<i>nouvel intitulé</i>)	52
2. Interdiction de restrictions quantitatives	52
III. Capitaux et paiements	53
<u>[III bis Dispositions fiscales]</u> (<i>nouvel intitulé</i>)	55
IV. Le rapprochement des législations	56

A2.	POLITIQUE ÉCONOMIQUE ET MONÉTAIRE <i>(non reproduit)</i>	59
A3.	POLITIQUES DANS D'AUTRES DOMAINES SPÉCIFIQUES	59
I.	Règles de concurrence	59
II.	Politique sociale	65
III.	Cohésion économique et sociale	71
IV.	Agriculture et pêche	73
V.	Environnement	77
VI.	Protection des consommateurs	80
VII.	Transports	80
VIII.	Réseaux transeuropéens	84
IX.	Recherche et développement technologique	86
A4.	LA SÉCURITÉ INTÉRIEURE ESPACE DE LIBERTÉ, DE SECURITÉ ET DE JUSTICE <i>(non reproduit)</i>	90
A5.	DOMAINES OÙ L'UNION PEUT DÉCIDER DE MENER UNE ACTION D'APPUI	91
I.	Emploi	91
II.	Santé publique	93
III.	Industrie	95
IV.	Culture	96
V.	Education, formation professionnelle, jeunesse	97

A.BIS L'ASSOCIATION DES PAYS ET TERRITOIRES D'OUTRE-MER	99
B. L'ACTION EXTÉRIEURE (<i>non reproduit</i>)	102
C. DÉFENSE (<i>non reproduit</i>)	102
D. LE FONCTIONNEMENT DE L'UNION (<i>non reproduit</i>)	102

* * *

*

DEUXIÈME PARTIE:

LES POLITIQUES ET LA MISE EN OEUVRE DES ACTIONS DE L'UNION

[DISPOSITIONS COMMUNES]¹

Clause 1 (ex-article 3)

1. [...] ²

~~2.~~ Pour toutes les actions visées ~~au présent article~~ **par la présente Partie**, ~~la Communauté~~ **l'Union** cherche à éliminer les inégalités, et à promouvoir l'égalité, entre les hommes et les femmes. ³

Clause 2 (ex-article 6)⁴

Les exigences de la protection de l'environnement doivent être intégrées dans la définition et la mise en œuvre des politiques et actions de ~~la Communauté~~ **l'Union** visées ~~à l'article 3~~ **par la présente Partie**, en particulier afin de promouvoir le développement durable.

¹ L'avant-projet de structure du traité constitutionnel du 28 octobre 2002 (CONV 369/02) ne précisant pas l'emplacement de certaines dispositions, celles-ci ont été insérées en divers endroits du texte sous un intitulé provisoire dans l'attente d'indications plus précises de la part de la Convention. En outre, de manière générale, les intitulés des titres et sections intermédiaires (existants ou suggérés) apparaissent entre crochets en attendant une structure plus affinée.

² Ce paragraphe figure dans l'addendum au présent document.

³ Ce paragraphe, d'application horizontale pour toutes les politiques, pourrait être regroupé en un seul article avec l'article 6 (environnement), voire même avec les autres dispositions de ce type éparses dans les chapitres, par exemple sous un intitulé "dispositions communes". On notera en outre que la mention de "la présente partie", dans la mesure où celle-ci contiendrait des matières relevant actuellement des deuxième et troisième piliers, élargirait le champ d'application de ce (ou de ces) paragraphe(s) "horizontal(aux)".

⁴ Cet article, d'application horizontale pour toutes les politiques, pourrait être regroupé en un seul article avec d'autres du même type (cf. footnote ad article 3(2)). Même remarque que dans ladite footnote concernant l'usage des termes "la présente partie".

Clause 3 (ex-article 16)

Sans préjudice des [articles 73, 86 et 87], et eu égard à la place qu'occupent les services d'intérêt économique général ~~parmi les valeurs communes de l'Union~~ **en tant que services auxquels tous dans l'Union attribuent une valeur**⁵ ainsi qu'au rôle qu'ils jouent dans la promotion de sa cohésion sociale et territoriale ~~de l'Union, la Communauté l'Union~~ et ses États membres, chacun dans les limites de leurs compétences respectives et dans les limites du champ d'application ~~du présent traité de la Constitution~~, veillent à ce que ces services fonctionnent sur la base de principes et dans des conditions qui leur permettent d'accomplir leurs missions.

Clause 4 (ex-article 295)

Texte non reproduit, conformément au mandat complémentaire du 29 avril 2003.

Clause 5 (ex-article 296)⁶

Texte non reproduit, conformément au mandat complémentaire du 29 avril 2003.

[NON-DISCRIMINATION ET CITOYENNETÉ] ⁷

Clause 6 (ex-article 12)

~~Dans le domaine d'application du présent traité, et sans préjudice des dispositions particulières qu'il prévoit, est interdite toute discrimination exercée en raison de la nationalité.~~

~~Le Conseil, statuant conformément à la procédure visée à l'article 251, peut prendre toute réglementation en vue de~~ **La loi ou la loi-cadre européenne règle l'interdiction de ces des discriminations en raison de la nationalité telle que visée à [l'article (...)]**⁸.

⁵ Formule prévue par le mandat complémentaire du 2 avril 2003.

⁶ Cet article pourrait être examiné par la Convention dans le cadre des questions de la défense commune.

⁷ Suggestion de nouvel intitulé qui ne figurait pas dans la structure du 28 octobre 2002 de l'avant-projet de traité constitutionnel (CONV 369/02).

⁸ Insérer référence au projet d'article "non-discrimination en raison de la nationalité" de la partie I (article 6 CONV 528/03).

Clause 7 (ex-article 13)

1. Sans préjudice des autres dispositions ~~du présent traité de la Constitution~~ et dans les limites des compétences que ~~eelui-ci~~ **celle-ci** confère à ~~la Communauté l'Union~~, ~~le Conseil, statuant à l'unanimité sur proposition de la Commission et après consultation du Parlement européen, peut prendre une loi ou une loi-cadre européenne du Conseil peut établir~~ les mesures nécessaires ~~pour en vue de~~ combattre toute discrimination fondée sur le sexe, la race ou l'origine ethnique, la religion ou les convictions, un handicap, l'âge ou l'orientation sexuelle. **Le Conseil statue à l'unanimité après consultation du Parlement européen.**
2. Par dérogation au paragraphe 1, ~~lorsque le Conseil adopte des la loi ou la loi-cadre européenne établit des~~ mesures d'encouragement communautaires ~~de l'Union, à l'exclusion de toute harmonisation des dispositions législatives et réglementaires des États membres,~~ pour appuyer les actions des États membres prises en vue de contribuer à la réalisation des objectifs visés au paragraphe 1, à l'exclusion de toute harmonisation des dispositions législatives et réglementaires des États membres, ~~il statue conformément à la procédure visée à l'article 251.~~

Clause 8 (ex-article 18)

1. ~~Tout citoyen de l'Union a le droit de circuler et de séjourner librement sur le territoire des États membres, sous réserve des limitations et conditions prévues par le présent traité et par les dispositions prises pour son application.⁹~~
2. Si une action de ~~la Communauté l'Union~~ apparaît nécessaire pour atteindre ~~et l'objectif, visé à [l'article (...)]¹⁰, du droit de libre circulation et de libre séjour pour tout citoyen de l'Union,~~ et sauf si ~~le présent traité la Constitution~~ a prévu des pouvoirs d'action à cet effet, ~~le Conseil peut arrêter des dispositions la loi ou la loi-cadre européenne peut visant à~~ faciliter l'exercice des ~~droits visés au paragraphe 1 de ce droit. Il statue conformément à la procédure visée à l'article 251.~~
3. Le [paragraphe 2] ne s'applique pas aux ~~dispositions mesures~~ concernant les passeports, les cartes d'identité, les titres de séjour ou tout autre document assimilé, ni aux dispositions concernant la sécurité sociale ou la protection sociale.¹¹

⁹ L'article 18(1) est supprimé et remplacé par le projet d'article "citoyenneté" de la partie I (article 7(2), 1er tiret CONV 528/03).

¹⁰ Insérer référence au projet d'article "citoyenneté" de la partie I (article 7(2), 1er tiret CONV 528/03).

¹¹ Il est suggéré d'élucider si ce paragraphe vise à exclure toute compétence au titre de cet article dans les domaines énumérés ou s'il s'agissait d'exclure la codécision ou la seule majorité qualifiée au Conseil. Dans le deuxième cas, il conviendrait que la Convention examine l'opportunité d'introduire une base juridique spécifique pour les mesures visées au paragraphe 3.

Clause 9 (ex-article 19)¹²

1. — ~~Tout citoyen de l'Union résidant dans un État membre dont il n'est pas ressortissant a le droit de vote et d'éligibilité aux élections municipales dans l'État membre où il réside, dans les mêmes conditions que les ressortissants de cet État. Ce droit¹³ sera exercé sous réserve des modalités arrêtées par le Conseil, statuant à l'unanimité sur proposition de la Commission et après consultation du Parlement européen; ces modalités peuvent prévoir des dispositions dérogatoires lorsque des problèmes spécifiques à un État membre le justifient.~~

2. — ~~Sans préjudice des dispositions de [l'article 190, paragraphe 4], et des dispositions prises pour son application, tout citoyen de l'Union résidant dans un État membre dont il n'est pas ressortissant a le droit de vote et d'éligibilité aux élections au Parlement européen dans l'État membre où il réside, dans les mêmes conditions que les ressortissants de cet État. Ce droit sera exercé sous réserve des modalités, arrêtées par le Conseil, statuant à l'unanimité sur proposition de la Commission et après consultation du Parlement européen; Une loi ou une loi-cadre européenne du Conseil établit les modalités d'exercice du droit, visé à [l'article (...)]¹⁴, pour tout citoyen de l'Union de vote et d'éligibilité aux élections municipales et aux élections au Parlement européen dans l'État membre où il réside. Le Conseil statue à l'unanimité après consultation du Parlement européen. Ces modalités peuvent prévoir des dispositions dérogatoires lorsque des problèmes spécifiques à un État membre le justifient.~~

Les droit de vote et d'éligibilité aux élections au Parlement européen s'exerce sans préjudice de [l'article 190, paragraphe 4,] et des mesures adoptées pour son application.

¹² Texte fusionnant les paragraphes 1 et 2 et conservant une référence à l'article 190(4), lequel vise la procédure électorale uniforme pour les membres du Parlement européen, qui sera couverte par la partie I. Cette disposition vise le droit (de vote/éligibilité aux élections européennes) et non pas la procédure pour adopter les dispositions pour l'exercice de ce droit (prévue ici). Or, le projet d'article "citoyenneté" de la partie I (article 7(2), 2ème tiret CONV 528/03), qui contient ce droit, ne se réfère plus à l'article 190. Comme proposé ici, il convient donc de faire de la référence à l'article 190 une phrase séparée spécifiant qu'elle ne s'applique qu'au droit de vote et d'éligibilité.

¹³ La première phrase des paragraphes 1 et 2 de l'article 19 est supprimée et remplacée par le projet d'article "citoyenneté" de la partie I (article 7(2), 2ème tiret CONV 528/03).

¹⁴ Insérer référence à l'article "droit de vote/éligibilité élections municipales et PE" de la partie I (article 7(2) CONV 528/03).

Clause 10 (ex-article 20)¹⁵

~~Tout citoyen de l'Union bénéficie, sur le territoire d'un pays tiers où l'État membre dont il est ressortissant n'est pas représenté, de la protection de la part des autorités diplomatiques et consulaires de tout État membre, dans les mêmes conditions que les nationaux de cet État. Les États membres établissent entre eux les règles~~ **prennent les dispositions** nécessaires et ~~engagent les négociations internationales requises en vue pour~~ d'assurer ~~cette la~~ protection **diplomatique et consulaire des citoyens de l'Union dans les Etats tiers, telle que visée à [l'article (...)]**.¹⁶

La/une loi ou la/une loi-cadre [...la Convention déterminera si l'acte devrait être adopté en codécision ou par le Conseil seul et selon quelle règle de vote...] peut établir les mesures nécessaires pour faciliter cette protection.

Clause 11 (ex-article 21)¹⁷

~~Tout citoyen de l'Union a le droit de pétition devant le Parlement européen conformément aux dispositions de l'article 194.~~

~~Tout citoyen de l'Union peut s'adresser au médiateur institué conformément aux dispositions de l'article 195.~~

Les langues dans lesquelles tout citoyen de l'Union peut écrire à toute aux institutions ou organes en vertu de [l'article (...)]¹⁸, et recevoir une réponse dans la même langue, sont celles énumérées à l'article 314 visé au présent article ou à l'article 7 dans l'une des langues visées à l'article 314 et recevoir une réponse rédigée dans la même langue. Les institutions et organes visés par le présent article sont ceux énumérés à [l'article ...], ainsi que le médiateur.¹⁹

Clause 12 (ex-article 22)

La Commission fait rapport au Parlement européen, au Conseil et au Comité économique et social tous les trois ans sur l'application des dispositions de **[l'article (...)]²⁰** et de la [présente partie]. Ce rapport tient compte du développement de l'Union.

¹⁵ La première phrase de l'article 20 est supprimée et remplacée par le projet d'article "citoyenneté" de la partie I (article 7(2), 3ème tiret CONV 528/03). Texte suggéré pour donner suite au mandat complémentaire du 2 avril 2003 (suppression de l'instrument de la convention entre Etats membres).

¹⁶ Insérer référence au projet d'article "citoyenneté" de la partie I (article 7(2), 3ème tiret CONV 528/03).

¹⁷ Les deux premiers alinéas qui ne sont pas opérationnels et ne font que renvoyer aux articles 194 et 195 doivent être supprimés dès lors que le droit qu'ils prévoient est énoncé au projet d'article "citoyenneté" de la partie I (article 7(2), dernier tiret CONV 528/03).

¹⁸ Insérer référence au projet d'article "citoyenneté" de la partie I (article 7(2), dernier tiret CONV 528/03).

¹⁹ Insérer référence au projet d'article de la partie I qui contiendra la liste des institutions et des deux organes consultatifs (Comité économique et social et Comité des régions).

²⁰ Insérer référence au projet d'article "citoyenneté" de la partie I (article 7(2) CONV 528/03).

Sur cette base, et sans préjudice des autres dispositions ~~du présent traité~~ **de la Constitution**, le ~~Conseil, statuant à l'unanimité sur proposition de la Commission et après consultation du Parlement européen, peut arrêter des dispositions~~ **une loi ou une loi-cadre européenne du Conseil complète** ~~tendant à compléter les droits prévus à la présente partie [l'article (...)]²¹, dispositions~~ **loi ou loi-cadre** dont il recommandera l'adoption par les États membres conformément à leurs règles constitutionnelles respectives. **Le Conseil statue à l'unanimité après approbation du Parlement européen²².**

²¹ Insérer référence au projet d'article "citoyenneté" de la partie I (article 7(2) CONV 528/03).

²² Remplacement de la consultation par l'approbation du Parlement, conformément au mandat complémentaire du 29 avril 2003.

TROISIÈME PARTIE

LES POLITIQUES DE LA COMMUNAUTÉ L'UNION

A. POLITIQUES ET ACTIONS INTERNES²³

A1. MARCHÉ INTÉRIEUR

Clause 13 (ex-article 14)²⁴

1. ~~La Communauté arrête~~ **L'Union adopte** les mesures destinées à établir ~~progressivement~~ le marché intérieur ~~au cours d'une période expirant le 31 décembre 1992~~, conformément ~~aux dispositions du~~ **au** présent article, ~~des~~ **aux** [articles 15 et 26], ~~de~~ **à** [l'article 47, paragraphe 2,] et ~~des~~ **aux** [articles 49, 80, 93 et 95] et sans préjudice des autres dispositions ~~du présent traité de la Constitution.~~
2. Le marché intérieur comporte un espace sans frontières intérieures dans lequel la libre circulation des marchandises, des personnes, des services et des capitaux est assurée selon les dispositions ~~du présent traité de la Constitution.~~
3. Le Conseil, ~~statuant à la majorité qualifiée~~ sur proposition de la Commission, ~~défini~~ **adopte** **les règlements ou décisions européens**²⁵ **qui définissent** les orientations et conditions nécessaires pour assurer un progrès équilibré dans l'ensemble des secteurs concernés.²⁶

²³ On notera que la structure de l'avant-projet de traité constitutionnel (CONV 369/02) ne prévoyait pas d'emplacement spécifique pour des dispositions relatives à certains domaines tels que l'énergie, l'espace, l'aide humanitaire, la protection contre les catastrophes et le sport, qui entre temps ont été prévues dans les projets d'articles sur les compétences de l'Union (CONV 528/03). La Convention devra donc indiquer si et où elle souhaite faire figurer ces dispositions.

²⁴ Il est suggéré de faire figurer les articles 14 et 15 au chapitre "marché intérieur".

²⁵ Actes non législatifs, conformément au mandat complémentaire du 29 avril 2003. Vu le champ de ce paragraphe, il est suggéré de considérer s'il ne conviendrait pas de prévoir plutôt des actes législatifs.

²⁶ Il semble que ce paragraphe n'ait jamais été utilisé. Faudrait-il le supprimer ?

Clause 14 (ex-article 15)²⁷

Lors de la formulation de ses propositions en vue de la réalisation des objectifs énoncés à [l'article 14], la Commission tient compte de l'ampleur de l'effort que certaines économies présentant des différences de développement devront supporter ~~au cours de la période d'~~² **pour** l'établissement du marché intérieur et elle peut proposer les ~~dispositions~~ **mesures** appropriées.

Si ces ~~dispositions~~ **mesures** prennent la forme de dérogations, elles doivent avoir un caractère temporaire et apporter le moins de perturbations possible au fonctionnement du marché ~~commun~~ **intérieur**.

Clause 15 (ex-article 297)

Texte non reproduit, conformément au mandat complémentaire du 29 avril 2003.

Clause 16 (ex-article 298)

Texte non reproduit, conformément au mandat complémentaire du 29 avril 2003.

I. LIBRE CIRCULATION DES PERSONNES ET DES SERVICES

1. TRAVAILLEURS

Clause 17 (ex-article 39)

1. ~~La libre circulation des travailleurs est assurée~~ **Les travailleurs ont le droit de circuler librement** à l'intérieur de ~~la Communauté~~ **l'Union**.²⁸

2. ~~Elle implique l'abolition de~~ Toute discrimination, fondée sur la nationalité, entre les travailleurs des États membres, en ce qui concerne l'emploi, la rémunération et les autres conditions de travail **est interdite**.²⁹

3. ~~Elle comporte~~ **Les travailleurs ont** ³⁰le droit, sous réserve des limitations justifiées par des raisons d'ordre public, de sécurité publique et de santé publique:

a) de répondre à des emplois effectivement offerts,

²⁷ La référence à la période d'établissement du marché intérieur a été supprimée. Cependant, la suppression de cette référence pourrait entraîner ici une pérennisation des possibilités de dérogations prévues à l'article 15 et qui ne pouvaient s'appliquer que pendant la période en question.

²⁸ Cette formulation est plus directe, plus claire et ne change rien en substance.

²⁹ Cette formulation est plus directe, plus claire et ne change rien en substance.

³⁰ Cette formulation est plus directe, plus claire et ne change rien en substance.

- b) de se déplacer à cet effet librement sur le territoire des États membres,
 - c) de séjourner dans un des États membres afin d'y exercer un emploi conformément aux dispositions législatives, réglementaires et administratives régissant l'emploi des travailleurs nationaux,
 - d) de demeurer, dans des conditions qui ~~feront font~~ l'objet de règlements **européens** d'application établis **adoptés** par la Commission, sur le territoire d'un État membre, après y avoir occupé un emploi.
4. Les ~~dispositions du~~ présent article ~~ne sont n'est~~ pas applicables aux emplois dans l'administration publique.

Clause 18 (ex-article 40)

~~Le Conseil, statuant conformément à la procédure visée à l'article 251 et après consultation du Comité économique et social, arrête, par voie de directives ou de règlements, les mesures nécessaires en vue de réaliser~~ **La loi ou la loi-cadre européenne établit les mesures nécessaires pour réaliser** la libre circulation des travailleurs, telle qu'elle est définie à [l'article 39]. **Elle est adoptée après consultation du Comité économique et social.**

La loi ou la loi-cadre européenne vise notamment à:

- a) ~~en assurant~~ **assurer** une collaboration étroite entre les administrations nationales du travail,
- b) ~~en éliminant~~ **éliminer**, celles des procédures et pratiques administratives, ainsi que les délais d'accès aux emplois disponibles découlant soit de la législation interne, soit d'accords antérieurement conclus entre les États membres, dont le maintien ferait obstacle à la libération des mouvements des travailleurs,
- c) ~~en éliminant~~ **éliminer** tous les délais et autres restrictions, prévus soit par les législations internes, soit par des accords antérieurement conclus entre les États membres, qui imposent aux travailleurs des autres États membres d'autres conditions qu'aux travailleurs nationaux pour le libre choix d'un emploi,
- d) ~~en établissant~~ **établir** des mécanismes propres à mettre en contact les offres et les demandes d'emploi et à en faciliter l'équilibre dans des conditions qui écartent des risques graves pour le niveau de vie et d'emploi dans les diverses régions et industries.

Clause 19 (ex-article 41)

Les États membres favorisent, dans le cadre d'un programme commun, l'échange de jeunes travailleurs.³¹

Clause 20 (ex-article 42)

~~Le Conseil, statuant conformément à la procédure visée à l'article 251, adopte, d~~Dans le domaine de la sécurité sociale, ~~les mesures nécessaires pour la loi ou la loi-cadre européenne établit les mesures nécessaires pour l'établissement de~~ **réaliser la libre circulation des travailleurs**³², en instituant notamment un système permettant d'assurer aux travailleurs migrants et à leurs ayants droit:

- a) la totalisation, pour l'ouverture et le maintien du droit aux prestations, ainsi que pour le calcul de celles-ci, de toutes périodes prises en considération par les différentes législations nationales;
- b) le paiement des prestations aux personnes résidant sur les territoires des États membres.

~~Le Conseil statue à l'unanimité tout au long de la procédure visée à l'article 251.~~³³

2. LIBERTÉ D'ÉTABLISSEMENT

Clause 21 (ex-article 43)

Dans le cadre ~~des dispositions ci-après~~ **du [présent chapitre]**, les restrictions à la liberté d'établissement des ressortissants d'un État membre dans le territoire d'un autre État membre sont interdites. Cette interdiction s'étend également aux restrictions à la création d'agences, de succursales ou de filiales, par les ressortissants d'un État membre établis sur le territoire d'un État membre.

³¹ Il est suggéré d'examiner s'il serait utile de "moderniser" cette disposition en prévoyant une compétence de l'Union dont la nature serait à définir.

³² Cette base juridique ne permet l'adoption de mesures que pour les "travailleurs", c'est-à-dire pour les salariés. L'extension du règlement "sécurité sociale" pour les non-salariés a été faite sur la base de l'article 308 TCE. Si la Convention souhaitait limiter les cas de recours à l'article 308, elle pourrait examiner s'il serait approprié de prévoir, dans le chapitre "établissement" qui s'applique aux non-salariés, une base juridique spécifique couvrant ce sujet.

³³ Suppression de l'unanimité au Conseil (cf. rapport du groupe de travail IX "Simplification", page 14 et mandat complémentaire du 29 avril 2003).

~~La liberté d'établissement comporte l'accès~~ **Les ressortissants d'un État membre ont le droit, dans le territoire d'un autre État membre, d'accéder** aux activités non salariées et ~~leur exercice de les exercer~~, ainsi que ~~la constitution et la gestion d'entreprises~~ **de constituer et de gérer des entreprises**, et notamment des sociétés au sens de [l'article 48, deuxième alinéa,] dans les conditions définies par la législation ~~du pays de l'Etat membre~~ d'établissement pour ses propres ressortissants, sous réserve des dispositions du [chapitre] relatif aux capitaux.³⁴

Clause 22 (ex-article 44)

1. **La loi-cadre européenne établit les mesures** ~~Pour~~ pour réaliser la liberté d'établissement dans une activité déterminée, ~~le Conseil, agissant conformément à la procédure visée à l'article 251 et après consultation du Comité économique et social, statue par voie de directives. Elle est adoptée après consultation du Comité économique et social.~~
2. Le **Parlement européen**, le Conseil et la Commission exercent les fonctions qui leur sont dévolues par ~~les dispositions ci-dessus~~ **le paragraphe 1**, notamment:
 - a) en traitant, en général, par priorité des activités où la liberté d'établissement constitue une contribution particulièrement utile au développement de la production et des échanges,
 - b) en assurant une collaboration étroite entre les administrations nationales compétentes en vue de connaître les situations particulières à l'intérieur de ~~la Communauté~~ **l'Union** des diverses activités intéressées,
 - c) en éliminant celles des procédures et pratiques administratives découlant soit de la législation interne, soit d'accords antérieurement conclus entre les États membres, dont le maintien ferait obstacle à la liberté d'établissement,
 - d) en veillant à ce que les travailleurs salariés d'un des États membres, employés sur le territoire d'un autre État membre, puissent demeurer sur ce territoire pour y entreprendre une activité non salariée lorsqu'ils satisfont aux conditions auxquelles ils devraient satisfaire s'ils venaient dans cet État au moment où ils veulent accéder à cette activité,
 - e) en rendant possibles l'acquisition et l'exploitation de propriétés foncières situées sur le territoire d'un État membre par un ressortissant d'un autre État membre, dans la mesure où il n'est pas porté atteinte aux principes établis à [l'article 33, paragraphe 2],

³⁴ Cette formulation est plus directe, plus claire et ne change rien en substance (cf. aussi article 39 sur les travailleurs).

- f) en appliquant la suppression progressive des restrictions à la liberté d'établissement, dans chaque branche d'activité considérée, d'une part, aux conditions de création, sur le territoire d'un État membre, d'agences, de succursales ou de filiales et, d'autre part, aux conditions d'entrée du personnel du principal établissement dans les organes de gestion ou de surveillance de celles-ci,
- g) en coordonnant, dans la mesure nécessaire et en vue de les rendre équivalentes, les garanties qui sont exigées, dans les États membres, des sociétés au sens de [l'article 48, deuxième alinéa,] pour protéger les intérêts tant des associés que des tiers,
- h) en s'assurant que les conditions d'établissement ne sont pas faussées par des aides accordées par les États membres.

Clause 23 (ex-article 45)

~~Sont exceptées de l'application des dispositions du~~ Le présent chapitre **ne s'applique pas**, en ce qui concerne l'État membre intéressé, ~~les~~ **aux** activités participant dans cet État, même à titre occasionnel, à l'exercice de l'autorité publique.³⁵

~~Le Conseil, statuant à la majorité qualifiée sur proposition de la Commission,~~ **La loi ou la loi-cadre européenne**³⁶ peut excepter certaines activités de l'application des dispositions du présent chapitre.

Clause 24 (ex-article 46)

1. Les ~~prescriptions du~~ [présent chapitre] et les mesures ~~prises~~ **adoptées** en vertu de ~~eelles-ci~~ **celui-ci** ne préjugent pas l'applicabilité des dispositions législatives, réglementaires et administratives **des États membres** prévoyant un régime spécial pour les ressortissants étrangers, et justifiées par des raisons d'ordre public, de sécurité publique et de santé publique.

2. ~~Le Conseil, statuant conformément à la procédure visée à l'article 251, arrête des directives pour La loi-cadre européenne la coordination des~~ **coordonne les dispositions précitées nationales visées au paragraphe 1.**

Clause 25 (ex-article 47)³⁷

1. ~~Afin de faciliter~~ **La loi-cadre européenne facilite** l'accès aux activités non salariées et leur exercice, ~~le Conseil, statuant conformément à la procédure visée à l'article 251, arrête des directives. Elle vise à:~~

³⁵ Cette formulation est plus directe, plus claire et ne change rien en substance.

³⁶ Passage à la codécision, conformément au mandat complémentaire du 29 avril 2003.

³⁷ Il est suggéré de fusionner les paragraphes 1 et 2 qui suivent la même procédure (suite à la suppression de l'unanimité au Conseil comme indiqué dans le rapport du groupe de travail IX "Simplification", page 14).

- a) la reconnaissance mutuelle des diplômes, certificats et autres titres;
- b) la coordination des dispositions législatives, réglementaires et administratives des États membres concernant l'accès aux activités non salariées et à l'exercice de celles-ci.

~~2. Aux mêmes fins, le Conseil, statuant conformément à la procédure visée à l'article 251, arrête des directives visant à la coordination des dispositions législatives, réglementaires et administratives des États membres concernant l'accès aux activités non salariées et à l'exercice de celles-ci. Le Conseil statue à l'unanimité tout au long de la procédure visée à l'article 251 sur les directives dont l'exécution dans un État membre au moins comporte une modification des principes législatifs existants du régime des professions en ce qui concerne la formation et les conditions d'accès de personnes physiques. Dans les autres cas, le Conseil statue à la majorité qualifiée.³⁸~~

3. En ce qui concerne les professions médicales, paramédicales et pharmaceutiques, la libération progressive des restrictions ~~sera~~ **est** subordonnée à la coordination de leurs conditions d'exercice dans les différents États membres.

Clause 26 (ex-article 48)

Les sociétés constituées en conformité de la législation d'un État membre et ayant leur siège statuaire, leur administration centrale ou leur principal établissement à l'intérieur de ~~la~~ **Communauté l'Union** sont assimilées, pour l'application ~~des dispositions~~ du [présent chapitre], aux personnes physiques ressortissantes des États membres.

Par sociétés, on entend les sociétés de droit civil ou commercial, y compris les sociétés coopératives, et les autres personnes morales relevant du droit public ou privé, à l'exception des sociétés qui ne poursuivent pas de but lucratif.

Clause 27 (ex-article 294)

Texte non reproduit, conformément au mandat complémentaire du 29 avril 2003.

3. LIBERTE DE PRESTATION DE SERVICES

Clause 28 (ex-article 49)

Dans le cadre ~~des dispositions ci-après~~ **du [présent chapitre]**, les restrictions à la libre prestation des services à l'intérieur de ~~la Communauté l'Union~~ sont interdites à l'égard des ressortissants des États membres établis dans un ~~pays de la Communauté~~ **État membre** autre que celui du destinataire de la prestation.

³⁸ Suppression de l'unanimité au Conseil (cf. rapport du groupe de travail IX "Simplification", page 14) et mandat complémentaire du 29 avril 2003.

~~Le Conseil, statuant à la majorité qualifiée sur proposition de la Commission, La loi ou la loi-cadre européenne³⁹ peut étendre le bénéfice des dispositions~~ du présent chapitre aux prestataires de services ressortissants d'un État tiers et établis à l'intérieur de ~~la Communauté l'Union.~~

Clause 29 (ex-article 50)

Au sens ~~du présent traité de la Constitution~~, sont considérées comme services les prestations fournies normalement contre rémunération, dans la mesure où elles ne sont pas régies par les dispositions relatives à la libre circulation des marchandises, des capitaux et des personnes.

Les services comprennent notamment:

- a) des activités de caractère industriel,
- b) des activités de caractère commercial,
- c) des activités artisanales,
- d) les activités des professions libérales.

Sans préjudice ~~des dispositions~~ du [chapitre] relatif au droit d'établissement, le prestataire peut, pour l'exécution de sa prestation, exercer, à titre temporaire, son activité dans ~~le pays l'Etat membre~~ où la prestation est fournie, dans les mêmes conditions que celles que ~~ce pays cet Etat~~ impose à ses propres ressortissants.

Clause 30 (ex-article 51)

1. La libre circulation des services, en matière de transports, est régie par ~~les dispositions du le~~ [titre] relatif aux transports.
2. La libération des services des banques et des assurances qui sont liées à des mouvements de capitaux doit être réalisée en harmonie avec la libération de la circulation des capitaux.

³⁹ Passage à la codécision, conformément au mandat complémentaire du 29 avril 2003.

Clause 31 (ex-article 52)

1. **La loi-cadre européenne⁴⁰ établit les mesures** ~~Pour~~ **pour** réaliser la libération d'un service déterminé, ~~le Conseil, sur proposition de la Commission et après consultation du Comité économique et social et du Parlement européen, statue par voie de directives, à la majorité qualifiée.~~ **Elle est adoptée après consultation du Comité économique et social.**

2. ~~Les directives~~ **La loi-cadre européenne** visées au paragraphe 1 portent, en général, par priorité sur les services qui interviennent d'une façon directe dans les coûts de production ou dont la libération contribue à faciliter les échanges des marchandises.

Clause 32 (ex-article 53)⁴¹

Les États membres se déclarent disposés à procéder à la libération des services au-delà de la mesure qui est obligatoire en vertu des ~~directives arrêtées~~ **la loi-cadre européenne adoptée** en application de [l'article 52, paragraphe 1,] si leur situation économique générale et la situation du secteur intéressé le leur permettent.

La Commission adresse aux États membres intéressés des recommandations à cet effet.

Clause 33 (ex-article 54)⁴²

Aussi longtemps que les restrictions à la libre prestation des services ne sont pas supprimées, chacun des États membres les applique sans distinction de nationalité ou de résidence à tous les prestataires de services visés à [l'article 49, premier alinéa].

Clause 34 (ex-article 55)

Les ~~dispositions des [articles 45 à 48] inclus~~ sont applicables à la matière régie par le [présent chapitre].

[4. ~~VISAS, ASILE ET IMMIGRATION ET AUTRES POLITIQUES LIÉES À LA LIBRE CIRCULATION DES PERSONNES~~]⁴³

⁴⁰ Remplacement de la consultation par la codécision, conformément au mandat complémentaire du 29 avril 2003.

⁴¹ On peut s'interroger sur la pertinence du maintien d'une telle disposition.

⁴² Dans un souci de cohérence, on peut s'interroger s'il ne serait pas approprié de prévoir une telle disposition horizontalement pour les quatre libertés.

⁴³ Ce titre est intégré dans le chapitre A4 ci-après afin de tenir compte du dernier projet en cours d'examen par le Praesidium concernant l'espace de liberté, sécurité et justice.

II. LIBRE CIRCULATION DES MARCHANDISES

1. UNION DOUANIÈRE

Clause 35 (ex-article 23)

1. ~~La Communauté~~ **L'Union est fondée sur** **comprend** une union douanière qui s'étend à l'ensemble des échanges de marchandises et qui comporte l'interdiction, entre les États membres, des droits de douane à l'importation et à l'exportation et de toutes taxes d'effet équivalent, ainsi que l'adoption d'un tarif douanier commun dans leurs relations avec les pays tiers.

2. ~~Les dispositions de [L'article 25] et du [le chapitre 2] du [présent titre]~~ s'appliquent aux produits qui sont originaires des États membres, ainsi qu'aux produits en provenance de pays tiers qui se trouvent en libre pratique dans les États membres.

Clause 36 (ex-article 24)

Sont considérés comme étant en libre pratique dans un État membre les produits en provenance de pays tiers pour lesquels les formalités d'importation ont été accomplies et les droits de douane et taxes d'effet équivalent exigibles ont été perçus dans cet État membre, et qui n'ont pas bénéficié d'une ristourne totale ou partielle de ces droits et taxes.

Clause 37 (ex-article 25)

Les droits de douane à l'importation et à l'exportation ou taxes d'effet équivalent sont interdits entre les États membres. Cette interdiction s'applique également aux droits de douane à caractère fiscal.

Clause 38 (ex-article 26)

~~Les droits du tarif douanier commun sont fixés par le Conseil statuant à la majorité qualifiée, sur proposition de la Commission.~~ **Le Conseil, sur proposition de la Commission, adopte les règlements ou décisions européens qui fixent les droits du tarif douanier commun.**⁴⁴

Clause 39 (ex-article 27)

Dans l'exercice des missions qui lui sont confiées au titre du [présent chapitre], la Commission s'inspire:

⁴⁴ Actes non législatifs, conformément au mandat complémentaire du 29 avril 2003.

- a) de la nécessité de promouvoir les échanges commerciaux entre les États membres et les pays tiers,
- b) de l'évolution des conditions de concurrence à l'intérieur de ~~la Communauté~~ **l'Union**, dans la mesure où cette évolution aura pour effet d'accroître la force compétitive des entreprises,
- c) des nécessités d'approvisionnement de ~~la Communauté~~ **l'Union** en matières premières et demi-produits, tout en veillant à ne pas fausser entre les États membres les conditions de concurrence sur les produits finis,
- d) de la nécessité d'éviter des troubles sérieux dans la vie économique des États membres et d'assurer un développement rationnel de la production et une expansion de la consommation dans ~~la Communauté~~ **l'Union**.

[1 BIS. COOPÉRATION DOUANIÈRE]⁴⁵

Clause 40 (ex-article 135)

Dans les limites du champ d'application ~~du présent traité~~ **de la Constitution**, ~~le Conseil, statuant conformément à la procédure visée à l'article 251, prend des mesures afin de renforcer la loi ou la loi-cadre européenne établit des mesures pour renforcer~~ la coopération douanière entre les États membres et entre ceux-ci et la Commission. Ces mesures ne concernent ni l'application du droit pénal national ni l'administration de la justice dans les États membres.

2. INTERDICTION DE RESTRICTIONS QUANTITATIVES

Clause 41 (ex-article 28)⁴⁶

Les restrictions quantitatives **tant** à l'importation **qu'à l'exportation** ainsi que toutes mesures d'effet équivalent, sont interdites entre les États membres.

~~Article 29~~

~~Les restrictions quantitatives à l'exportation, ainsi que toutes mesures d'effet équivalent, sont interdites entre les États membres.~~

⁴⁵ Suggestion d'intitulé qui ne figurait pas dans la structure du 28 octobre 2002.

⁴⁶ Il est suggéré de fusionner cet article avec l'article 29.

Clause 42 (ex-article 30)

~~Les dispositions des [L'articles 28] et 29 ne font fait~~ pas obstacle aux interdictions ou restrictions d'importation, d'exportation ou de transit, justifiées par des raisons de moralité publique, d'ordre public, de sécurité publique, de protection de la santé et de la vie des personnes et des animaux ou de préservation des végétaux, de protection des trésors nationaux ayant une valeur artistique, historique ou archéologique ou de protection de la propriété industrielle et commerciale. Toutefois, ces interdictions ou restrictions ne doivent constituer ni un moyen de discrimination arbitraire ni une restriction déguisée dans le commerce entre les États membres.

Clause 43 (ex-article 31)

1. Les États membres aménagent les monopoles nationaux présentant un caractère commercial, de telle façon que soit assurée, dans les conditions d'approvisionnement et de débouchés, l'exclusion de toute discrimination entre les ressortissants des États membres.

~~Les dispositions du~~ présent article s'appliquent à tout organisme par lequel un État membre, de jure ou de facto, contrôle, dirige ou influence sensiblement, directement ou indirectement, les importations ou les exportations entre les États membres. ~~Ces dispositions II s'appliquent également~~ aux monopoles d'État délégués.

2. Les États membres s'abstiennent de toute mesure nouvelle contraire aux principes énoncés au [paragraphe 1] ou qui restreint la portée des articles relatifs à l'interdiction des droits de douane et des restrictions quantitatives entre les États membres.

3. Dans le cas d'un monopole à caractère commercial comportant une réglementation destinée à faciliter l'écoulement ou la valorisation de produits agricoles, il convient d'assurer, dans l'application ~~des règles~~ du présent article, des garanties équivalentes pour l'emploi et le niveau de vie des producteurs intéressés.

III. CAPITAUX ET PAIEMENTS

Clause 44 (ex-article 56)⁴⁷

1. Dans le cadre ~~des dispositions~~ du présent chapitre, ~~toutes~~ les restrictions **tant** aux mouvements de capitaux **qu'aux paiements** entre les États membres et entre les États membres et les pays tiers sont interdites.

~~2. Dans le cadre des dispositions du présent chapitre, toutes les restrictions aux paiements entre les États membres et entre les États membres et les pays tiers sont interdites.~~

⁴⁷ Il est suggéré de fusionner les paragraphes 1 et 2.

Clause 45 (ex-article 57)

1. [L'article 56] ne porte pas atteinte à l'application, aux pays tiers, des restrictions existant le 31 décembre 1993 en vertu du droit national ou du droit ~~communautaire de l'Union~~ en ce qui concerne les mouvements de capitaux à destination ou en provenance de pays tiers lorsqu'ils impliquent des investissements directs, y compris les investissements immobiliers, l'établissement, la prestation de services financiers ou l'admission de titres sur les marchés des capitaux.

2. **La loi ou la loi-cadre européenne⁴⁸ établit les** mesures relatives aux mouvements de capitaux à destination ou en provenance de pays tiers, lorsqu'ils impliquent des investissements directs, y compris les investissements immobiliers, l'établissement, la prestation de services financiers ou l'admission de titres sur les marchés des capitaux.

~~Tout en s'efforçant~~ **Le Conseil et le Parlement européen s'efforcent** de réaliser l'objectif de libre circulation des capitaux entre États membres et pays tiers, dans la plus large mesure possible et sans préjudice des autres [chapitres] ~~du présent traité de la Constitution. Le Conseil, statuant à la majorité qualifiée sur proposition de la Commission, peut adopter des mesures relatives aux mouvements de capitaux à destination ou en provenance de pays tiers, lorsqu'ils impliquent des investissements directs, y compris les investissements immobiliers, l'établissement, la prestation de services financiers ou l'admission de titres sur les marchés des capitaux.~~⁴⁹

3. **Par dérogation au paragraphe 2, seule une loi ou une loi-cadre européenne du Conseil peut établir** ~~L'unanimité est requise pour l'adoption des mesures en vertu du présent paragraphe~~ qui constituent un pas en arrière dans le droit ~~communautaire de l'Union~~ en ce qui concerne la libéralisation des mouvements de capitaux à destination ou en provenance de pays tiers. **Le Conseil statue à l'unanimité après consultation du Parlement européen.**⁵⁰

Clause 46 (ex-article 58)

1. [L'article 56] ne porte pas atteinte au droit qu'ont les États membres:
 - a) d'appliquer les dispositions pertinentes de leur législation fiscale qui établissent une distinction entre les contribuables qui ne se trouvent pas dans la même situation en ce qui concerne leur résidence ou le lieu où leurs capitaux sont investis;
 - b) de prendre toutes les **dispositions** indispensables pour faire échec aux infractions à leurs ~~lois et règlements~~ **dispositions législatives et réglementaires**, notamment en matière fiscale ou en matière de contrôle prudentiel des établissements financiers, de prévoir des procédures de déclaration des mouvements de capitaux à des fins d'information administrative ou statistique ou de prendre des mesures justifiées par des motifs liés à l'ordre public ou à la sécurité publique.

⁴⁸ Passage à la codécision, conformément au mandat complémentaire du 29 avril 2003.

⁴⁹ Pour des raisons rédactionnelles, il est préférable d'intervertir ces deux alinéas.

⁵⁰ Il semble ressortir du mandat complémentaire du 29 avril 2003 que la consultation du Parlement européen devrait être prévue dans ce paragraphe.

2. Le présent [chapitre] ne préjuge pas la possibilité d'appliquer des restrictions en matière de droit d'établissement qui sont compatibles avec ~~le présent traité~~ **la Constitution**.

3. Les mesures et procédures visées aux paragraphes 1 et 2 ne doivent constituer ni un moyen de discrimination arbitraire ni une restriction déguisée à la libre circulation des capitaux et des paiements telle que définie à [l'article 56].

Clause 47 (ex-article 59)

Lorsque, dans des circonstances exceptionnelles, les mouvements de capitaux en provenance ou à destination de pays tiers causent ou menacent de causer des difficultés graves pour le fonctionnement de l'union économique et monétaire, le Conseil, ~~statuant à la majorité qualifiée sur proposition de la Commission et après consultation de la BCE, peut prendre,~~ **peut adopter [des règlements ou décisions européens qui instituent]⁵¹ des mesures de sauvegarde** à l'égard de pays tiers, ~~des mesures de sauvegarde~~ pour une période ne dépassant pas six mois pour autant que ces mesures soient strictement nécessaires. **Il statue après consultation de la Banque centrale européenne.**

[III BIS. DISPOSITIONS FISCALES]⁵²

Clause 48 (ex-article 90)

Aucun État membre ne frappe directement ou indirectement les produits des autres États membres d'impositions intérieures, de quelque nature qu'elles soient, supérieures à celles qui frappent directement ou indirectement les produits nationaux similaires.

En outre, aucun État membre ne frappe les produits des autres États membres d'impositions intérieures de nature à protéger indirectement d'autres productions.

Clause 49 (ex-article 91)

Les produits exportés⁵³ **d'un Etat membre** vers le territoire d'un ~~des autre~~ États membres ne peuvent bénéficier d'aucune ristourne d'impositions intérieures supérieure aux impositions dont ils ont été frappés directement ou indirectement.

⁵¹ Cet article n'est pas mentionné dans le mandat complémentaire du 29 avril 2003. Une mesure de sauvegarde de durée limitée relève à première vue de la catégorie des actes non législatifs. Il est donc suggéré d'insérer ici une mention des deux types d'actes non législatifs que le Conseil peut adopter.

⁵² Suggestion d'intitulé qui ne figurait pas dans la structure du 28 octobre 2002.

⁵³ L'utilisation du mot "exportés" s'agissant du commerce entre Etats membres devrait être réexaminée.

Clause 50 (ex-article 92)

En ce qui concerne les impositions autres que les taxes sur le chiffre d'affaires, les droits d'accises et les autres impôts indirects, des exonérations et des remboursements à l'exportation vers les autres États membres ne peuvent être opérés, et des taxes de compensation à l'importation en provenance des États membres ne peuvent être établies, que pour autant que les ~~mesures~~ **dispositions** envisagées ont été préalablement approuvées pour une période limitée par **une décision européenne**⁵⁴ **adoptée par** le Conseil, ~~statuant à la majorité qualifiée~~ sur proposition de la Commission.

Clause 51 (ex-article 93)

Le Conseil, ~~statuant à l'unanimité sur proposition de la Commission et après consultation du Parlement européen et du Comité économique et social, arrête les dispositions~~ **adopte à l'unanimité les mesures**⁵⁵ touchant à l'harmonisation des législations relatives aux taxes sur le chiffre d'affaires, aux droits d'accises et autres impôts indirects dans la mesure où cette harmonisation est nécessaire pour assurer l'établissement et le fonctionnement du marché intérieur ~~dans le délai prévu à l'article 14.~~⁵⁶ **Le Conseil statue après consultation du Parlement européen et du Comité économique et social.**

IV. LE RAPPROCHEMENT DES LÉGISLATIONS

Clause 52 (ex-article 94)⁵⁷

Le Conseil, ~~statuant à l'unanimité sur proposition de la Commission et après consultation du Parlement européen et du Comité économique et social, arrête des directives~~ **Une loi-cadre européenne du Conseil procède au** ~~pour le rapprochement des dispositions législatives, réglementaires et administratives des États membres qui ont une incidence directe sur l'établissement ou le fonctionnement du marché commun intérieur.~~ **Le Conseil statue à l'unanimité après consultation du Parlement européen et du Comité économique et social.**

⁵⁴ Acte non législatif, conformément au mandat complémentaire du 29 avril 2003.

⁵⁵ Le mandat complémentaire du 29 avril 2003 ne détermine pas les actes juridiques à utiliser dans ce paragraphe.

⁵⁶ Il a été suggéré de supprimer ce délai (31.12.1992) (voir footnote ad article 14).

⁵⁷ A l'heure actuelle, les articles 94 et 95 ne permettent d'adopter que des mesures constituant un "rapprochement des législations nationales". Cela conduit à utiliser l'article 308 dans un certain nombre de cas qui concernent le marché intérieur sans pour autant supposer une harmonisation des législations nationales. Il en est ainsi, entre autres, lorsqu'il s'agit de créer un titre communautaire de propriété intellectuelle qui se superpose aux titres nationaux. Si la Convention souhaitait limiter les cas de recours à l'article 308, elle pourrait examiner s'il serait approprié soit de créer des bases juridiques spécifiques, soit de modifier la référence au "rapprochement des législations" aux articles 94 et 95 pour permettre les actions en question. En outre, la Convention pourrait examiner la question de la relation entre les articles 94 et 95 (voir explication dans l'Annexe II du rapport du 13 mars 2003).

1. Par dérogation à [l'article 94] et sauf si ~~le présent traité~~ **la Constitution** en dispose autrement, ~~les dispositions suivantes le présent article s'appliquent~~ pour la réalisation des objectifs énoncés à [l'article 14]. ~~Le Conseil, statuant conformément à la procédure visée à l'article 251 et après consultation du Comité économique et social, arrête les mesures relatives~~ **La loi ou la loi-cadre européenne procède** au rapprochement des dispositions législatives, réglementaires et administratives des États membres qui ont pour objet l'établissement et le fonctionnement du marché intérieur. **Elle est adoptée après consultation du Comité économique et social.**
2. Le paragraphe 1 ne s'applique pas aux dispositions fiscales, aux dispositions relatives à la libre circulation des personnes et à celles relatives aux droits et intérêts des travailleurs salariés.
3. La Commission, dans ses propositions ~~prévues au~~ **présentées au titre du** paragraphe 1 en matière de santé, de sécurité, de protection de l'environnement et de protection des consommateurs, prend pour base un niveau de protection élevé en tenant compte notamment de toute nouvelle évolution basée sur des faits scientifiques. Dans le cadre de leurs compétences respectives, le Parlement européen et le Conseil s'efforcent également d'atteindre cet objectif.
4. Si, après l'adoption ~~par le Conseil ou par la Commission~~ d'une mesure d'harmonisation **par une loi ou une loi-cadre européenne ou un règlement de la Commission**, un État membre estime nécessaire de maintenir des dispositions nationales justifiées par des exigences importantes visées à [l'article 30] ou relatives à la protection de l'environnement ou du milieu de travail, il les notifie à la Commission, en indiquant les raisons de leur maintien.
5. En outre, sans préjudice du paragraphe 4, si, après l'adoption ~~par le Conseil ou par la Commission~~ d'une mesure d'harmonisation **par une loi ou une loi-cadre européenne ou un règlement de la Commission**, un État membre estime nécessaire d'introduire des dispositions nationales basées sur des preuves scientifiques nouvelles relatives à la protection de l'environnement ou du milieu de travail en raison d'un problème spécifique de cet État membre, qui surgit après l'adoption de la mesure d'harmonisation, il notifie à la Commission les ~~mesures~~ **dispositions** envisagées ainsi que ~~les raisons de leur adoption~~ **de leur motivation**.
6. Dans un délai de six mois après les notifications visées aux paragraphes 4 et 5, la Commission ~~approuve ou rejette~~ **adopte une décision européenne approuvant ou rejetant** les dispositions nationales en cause après avoir vérifié si elles sont ou non un moyen de discrimination arbitraire ou une restriction déguisée dans le commerce entre États membres et si elles constituent ou non une entrave au fonctionnement du marché intérieur.

En l'absence de décision de la Commission dans ce délai, les dispositions nationales visées aux paragraphes 4 et 5 sont réputées approuvées.

⁵⁸ Voir suggestion à la note précédente.

Lorsque cela est justifié par la complexité de la question et en l'absence de danger pour la santé humaine, la Commission peut notifier à l'État membre en question que la période visée dans le présent paragraphe peut être prorogée d'une nouvelle période pouvant aller jusqu'à six mois.

7. Lorsque, en application du [paragraphe 6], un État membre est autorisé à maintenir ou à introduire des dispositions nationales dérogeant à une mesure d'harmonisation, la Commission examine immédiatement s'il est opportun de proposer une adaptation de cette mesure.

8. Lorsqu'un État membre soulève un problème particulier de santé publique dans un domaine qui a fait préalablement l'objet de mesures d'harmonisation, il en informe la Commission, qui examine immédiatement s'il y a lieu de proposer des mesures appropriées ~~au Conseil~~.

9. Par dérogation à la procédure prévue aux [articles 226 et 227], la Commission et tout État membre peuvent saisir directement la Cour de justice s'ils estiment qu'un autre État membre fait un usage abusif des pouvoirs prévus par le présent article.

10. Les mesures d'harmonisation visées ~~ci-dessus~~ **au présent article** comportent, dans les cas appropriés, une clause de sauvegarde autorisant les États membres à prendre, pour une ou plusieurs des raisons non économiques visées à [l'article 30], des ~~mesures~~ **dispositions** provisoires soumises à une procédure ~~communautaire~~ de contrôle **par l'Union**.

Clause 54 (ex-article 96)

Au cas où la Commission constate qu'une disparité ~~existant~~ entre les dispositions législatives, réglementaires ou administratives des États membres fausse les conditions de concurrence sur le marché ~~commun~~ **intérieur** et provoque, ~~de ce fait,~~ une distorsion qui doit être éliminée, elle ~~entre en consultation avec~~ **consulte** les États membres intéressés.

Si cette consultation n'aboutit pas, ~~à un accord éliminant la loi-cadre européenne~~⁵⁹ **élimine** la distorsion en cause. ~~le Conseil arrête, sur proposition de la Commission, les directives nécessaires à cette fin, en statuant à la majorité qualifiée. La Commission et le Conseil peuvent prendre~~ Toutes autres mesures utiles prévues par ~~le présent traité~~ **la Constitution peuvent être adoptées**.

Clause 55 (ex-article 97)

1. Lorsqu'il y a lieu de craindre que ~~l'établissement~~ **l'adoption** ou la modification d'une disposition législative, réglementaire ou administrative **nationale** ne provoque une distorsion au sens de [l'article ~~précédent~~ **96**], l'État membre qui veut y procéder consulte la Commission. Après avoir consulté les États membres, la Commission ~~adresse recommandation~~ **adresse** aux États intéressés **une recommandation sur** les mesures appropriées pour éviter la distorsion en cause.

⁵⁹ Passage à la codécision, conformément au mandat complémentaire du 29 avril 2003.

2. Si l'État **membre** qui veut établir ou modifier des dispositions nationales ne se conforme pas à la recommandation que la Commission lui a adressée, il ne pourra être demandé aux autres États membres, dans l'application de [l'article 96], de modifier leurs dispositions nationales en vue d'éliminer cette distorsion. Si l'État membre qui a passé outre à la recommandation de la Commission provoque une distorsion à son seul détriment, ~~les dispositions de [l'article 96] ne sont~~ **n'est** pas applicables.

A2. POLITIQUE ECONOMIQUE ET MONETAIRE

TITRE VII

LA POLITIQUE ÉCONOMIQUE ET MONÉTAIRE

**Ce titre n'est pas reproduit, conformément au mandat complémentaire
du 29 avril 2003.**

A3. POLITIQUES DANS D'AUTRES DOMAINES SPECIFIQUES

I. REGLES DE CONCURRENCE

[SECTION 1

LES RÈGLES APPLICABLES AUX ENTREPRISES]

Clause 56 (ex-article 81)

1. Sont incompatibles avec le marché ~~commun~~ **intérieur** et interdits tous accords entre entreprises, toutes décisions d'associations d'entreprises et toutes pratiques concertées, qui sont susceptibles d'affecter le commerce entre États membres et qui ont pour objet ou pour effet d'empêcher, de restreindre ou de fausser le jeu de la concurrence à l'intérieur du marché ~~commun~~ **intérieur**, et notamment ceux qui consistent à:

- a) fixer de façon directe ou indirecte les prix d'achat ou de vente ou d'autres conditions de transaction,

- b) limiter ou contrôler la production, les débouchés, le développement technique ou les investissements,
- c) répartir les marchés ou les sources d'approvisionnement,
- d) appliquer, à l'égard de partenaires commerciaux, des conditions inégales à des prestations équivalentes en leur infligeant de ce fait un désavantage dans la concurrence,
- e) subordonner la conclusion de contrats à l'acceptation, par les partenaires, de prestations supplémentaires qui, par leur nature ou selon les usages commerciaux, n'ont pas de lien avec l'objet de ces contrats.

2. Les accords ou décisions interdits en vertu du présent article sont nuls de plein droit.

3. Toutefois, les ~~dispositions~~ du paragraphe 1 ~~peuvent~~ **peut** être déclarées inapplicables:

- a) à tout accord ou catégorie d'accords entre entreprises,
- b) à toute décision ou catégorie de décisions d'associations d'entreprises et
- c) à toute pratique concertée ou catégorie de pratiques concertées

qui contribuent à améliorer la production ou la distribution des produits ou à promouvoir le progrès technique ou économique, tout en réservant aux utilisateurs une partie équitable du profit qui en résulte, et sans:

- d) imposer aux entreprises intéressées des restrictions qui ne sont pas indispensables pour atteindre ces objectifs,
- e) donner à des entreprises la possibilité, pour une partie substantielle des produits en cause, d'éliminer la concurrence.

Clause 57 (ex-article 82)

Est incompatible avec le marché ~~commun~~ **intérieur** et interdit, dans la mesure où le commerce entre États membres est susceptible d'en être affecté, le fait pour une ou plusieurs entreprises d'exploiter de façon abusive une position dominante sur le marché ~~commun~~ **intérieur** ou dans une partie substantielle de celui-ci.

Ces pratiques abusives peuvent notamment consister à:

- a) imposer de façon directe ou indirecte des prix d'achat ou de vente ou d'autres conditions de transaction non équitables;
- b) limiter la production, les débouchés ou le développement technique au préjudice des consommateurs,

- c) appliquer à l'égard de partenaires commerciaux des conditions inégales à des prestations équivalentes, en leur infligeant de ce fait un désavantage dans la concurrence,
- d) subordonner la conclusion de contrats à l'acceptation, par les partenaires, de prestations supplémentaires qui, par leur nature ou selon les usages commerciaux, n'ont pas de lien avec l'objet de ces contrats.

Clause 58 (ex-article 83)

1. **Le Conseil, sur proposition de la Commission, adopte** ~~Les règlements ou directives~~ **européens**⁶⁰ ~~utiles en vue de~~ **pour** l'application des principes figurant aux [articles 81 et 82]. ~~sont établis par le Conseil, statuant à la majorité qualifiée sur proposition de la Commission. Il statue~~ après consultation du Parlement européen.

2. Les ~~dispositions~~ règlements **européens** visés au paragraphe 1 ont pour but notamment:
- a) d'assurer le respect des interdictions visées à [l'article 81, paragraphe 1,] et à [l'article 82,] par l'institution d'amendes et d'astreintes,
 - b) de déterminer les modalités d'application de [l'article 81, paragraphe 3,] en tenant compte de la nécessité, d'une part, d'assurer une surveillance efficace et, d'autre part, de simplifier dans toute la mesure du possible le contrôle administratif,
 - c) de préciser, le cas échéant, dans les diverses branches économiques, le champ d'application des dispositions des [articles 81 et 82],
 - d) de définir le rôle respectif de la Commission et de la Cour de justice dans l'application des dispositions visées dans le présent paragraphe,
 - e) de définir les rapports entre les législations nationales, d'une part, et, d'autre part, ~~les dispositions de la présente section ainsi que eelles~~ **les règlements européens** adoptées en application du présent article.

Clause 59 (ex-article 84)

Jusqu'~~au moment de l'~~ **à la date d'**entrée en vigueur des ~~dispositions~~ **règlements européens adoptés** en application de [l'article 83], les autorités des États membres statuent sur l'admissibilité d'ententes et sur l'exploitation abusive d'une position dominante sur le marché ~~commun~~ **intérieur**, en conformité ~~du droit de leur pays avec leur droit interne~~ et les ~~dispositions des~~ [articles 81, notamment paragraphe 3, et 82].

⁶⁰ Actes non législatifs, conformément au mandat complémentaire du 29 avril 2003.

Clause 60 (ex-article 85)

1. Sans préjudice de [article 84] la Commission veille à l'application des principes fixés par les [articles 81 et 82]. Elle instruit, sur demande d'un État membre ou d'office, et en liaison avec les autorités compétentes des États membres qui lui prêtent leur assistance, les cas d'infraction présumée aux principes précités. Si elle constate qu'il y a eu infraction, elle propose les moyens propres à y mettre fin.
2. S'il n'est pas mis fin aux infractions, la Commission ~~constate l'infraction aux principes par une décision motivée~~ **adopte une décision européenne motivée constatant l'infraction aux principes**. Elle peut publier sa décision et autoriser les États membres à prendre les ~~mesures~~ **dispositions** nécessaires, dont elle définit les conditions et les modalités pour remédier à la situation.

Clause 61 (ex-article 86)

1. Les États membres, en ce qui concerne les entreprises publiques et les entreprises auxquelles ils accordent des droits spéciaux ou exclusifs, n'édicte ni ne maintiennent aucune mesure contraire aux ~~règles du présent traité~~ **dispositions de la Constitution**, notamment à celles prévues aux [articles 12 et 81 à 89] ~~inclus~~.
2. Les entreprises chargées de la gestion de services d'intérêt économique général ou présentant le caractère d'un monopole fiscal sont soumises aux ~~règles du présent traité~~ **dispositions de la Constitution**, notamment aux règles de concurrence, dans les limites où l'application de ces règles ne fait pas échec à l'accomplissement en droit ou en fait de la mission particulière qui leur a été impartie. Le développement des échanges ne doit pas être affecté dans une mesure contraire à l'intérêt de ~~la Communauté~~ **l'Union**.
3. La Commission veille à l'application ~~des dispositions~~ du présent article et ~~adresse~~ **adopte**, en tant que de besoin, les ~~directives ou règlements ou décisions européens~~ **adresses** appropriées aux ~~États membres~~.

[SECTION 2

LES AIDES ACCORDÉES PAR LES ÉTATS MEMBRES]

Clause 62 (ex-article 87)

1. Sauf dérogations prévues par ~~le présent traité~~ **la Constitution**, sont incompatibles avec le marché ~~commun~~ **intérieur**, dans la mesure où elles affectent les échanges entre États membres, les aides accordées par les États **membres** ou au moyen de ressources d'État sous quelque forme que ce soit qui faussent ou qui menacent de fausser la concurrence en favorisant certaines entreprises ou certaines productions.
2. Sont compatibles avec le marché ~~commun~~ **intérieur**:

- a) les aides à caractère social octroyées aux consommateurs individuels, à condition qu'elles soient accordées sans discrimination liée à l'origine des produits,
 - b) les aides destinées à remédier aux dommages causés par les calamités naturelles ou par d'autres événements extraordinaires,
 - [c) les aides octroyées à l'économie de certaines régions de la république fédérale d'Allemagne affectées par la division de l'Allemagne, dans la mesure où elles sont nécessaires pour compenser les désavantages économiques causés par cette division.]⁶¹
3. Peuvent être considérées comme compatibles avec le marché ~~commun~~ **intérieur**:
- a) les aides destinées à favoriser le développement économique de régions dans lesquelles le niveau de vie est anormalement bas ou dans lesquelles sévit un grave sous-emploi,
 - b) les aides destinées à promouvoir la réalisation d'un projet important d'intérêt européen commun ou à remédier à une perturbation grave de l'économie d'un État membre,
 - c) les aides destinées à faciliter le développement de certaines activités ou de certaines régions économiques, quand elles n'altèrent pas les conditions des échanges dans une mesure contraire à l'intérêt commun,
 - d) les aides destinées à promouvoir la culture et la conservation du patrimoine, quand elles n'altèrent pas les conditions des échanges et de la concurrence dans ~~la Communauté~~ **l'Union** dans une mesure contraire à l'intérêt commun,
 - e) les autres catégories d'aides déterminées par **des règlements ou des décisions ~~de~~ européens**⁶² **adoptés par le Conseil, statuant à la majorité qualifiée** sur proposition de la Commission.

Clause 63 (ex-article 88)

1. La Commission procède avec les États membres à l'examen permanent des régimes d'aides existant dans ces États. Elle propose à ceux-ci les mesures utiles exigées par le développement progressif ou le fonctionnement du marché ~~commun~~ **intérieur**.

⁶¹ La Convention estimera peut être utile d'examiner si ce paragraphe est encore d'actualité (voir aussi article 78).

⁶² Actes non législatifs, conformément au mandat complémentaire du 29 avril 2003.

2. Si, après avoir mis les intéressés en demeure de présenter leurs observations, la Commission constate qu'une aide accordée par un État **membre** ou au moyen de ressources d'État n'est pas compatible avec le marché **commun intérieur** aux termes de [l'article 87], ou que cette aide est appliquée de façon abusive, elle ~~décide~~ **adopte une décision européenne visant à ce** que l'État intéressé ~~doit~~ la supprimer ou la modifier dans le délai qu'elle détermine.

Si l'État en cause ne se conforme pas à cette décision **européenne** dans le délai imparti, la Commission ou tout autre État **membre** intéressé peut saisir directement la Cour de justice, par dérogation aux [articles 226 et 227].

Sur demande d'un État membre, le Conseil, ~~statuant à l'unanimité~~, peut ~~décider~~ **adopter à l'unanimité une décision européenne selon laquelle** qu'une aide, instituée ou à instituer par cet État, doit être considérée comme compatible avec le marché **commun intérieur**, en dérogation ~~des dispositions~~ de [l'article 87] ou des règlements **européens** prévus à [l'article 89], si des circonstances exceptionnelles justifient une telle décision. Si, à l'égard de cette aide, la Commission a ouvert la procédure prévue au présent paragraphe, premier alinéa, la demande de l'État intéressé adressée au Conseil aura pour effet de suspendre ladite procédure jusqu'à la prise de position du Conseil.

Toutefois, si le Conseil n'a pas pris position dans un délai de trois mois à compter de la demande, la Commission statue.

3. La Commission est informée **par les Etats membres**, en temps utile pour présenter ses observations, des projets tendant à instituer ou à modifier des aides. Si elle estime qu'un projet n'est pas compatible avec le marché **commun intérieur**, aux termes de [l'article 87], elle ouvre sans délai la procédure prévue au paragraphe ~~précédent~~ 2. L'État membre intéressé ne peut mettre à exécution les mesures projetées, avant que cette procédure ait abouti à une décision finale.

Clause 64 (ex-article 89)

Le Conseil, ~~statuant à la majorité qualifiée sur proposition de la Commission et après consultation du Parlement européen~~, peut ~~adopter~~ **prendre tous des** règlements **européens**⁶³ ~~utiles en vue de~~ **pour** l'application des [articles 87 et 88] et **pour** fixer notamment les conditions d'application de [l'article 88, paragraphe 3,] et les catégories d'aides qui sont dispensées de cette procédure. **Il statue après consultation du Parlement européen.**

⁶³ Actes non législatifs, conformément au mandat complémentaire du 29 avril 2003.

II. POLITIQUE SOCIALE

Clause 65 (ex-article 136)

~~La Communauté~~ **L'Union** et les États membres, conscients des droits sociaux fondamentaux, tels que ceux énoncés dans la Charte sociale européenne signée à Turin le 18 octobre 1961 et dans la Charte communautaire des droits sociaux fondamentaux des travailleurs de 1989, ont pour objectifs la promotion de l'emploi, l'amélioration des conditions de vie et de travail, permettant leur égalisation dans le progrès, une protection sociale adéquate, le dialogue social, le développement des ressources humaines permettant un niveau d'emploi élevé et durable et la lutte contre les exclusions.

À cette fin, ~~la Communauté~~ **L'Union** et les États membres ~~mettent en œuvre des mesures qui tiennent~~ **agissent en tenant** compte de la diversité des pratiques nationales, en particulier dans le domaine des relations conventionnelles, ainsi que de la nécessité de maintenir la compétitivité de l'économie de ~~la Communauté~~ **L'Union**.

Ils estiment qu'une telle évolution résultera tant du fonctionnement du marché ~~commun~~ **intérieur**, qui favorisera l'harmonisation des systèmes sociaux, que des procédures prévues par ~~le présent traité~~ **la Constitution** et du rapprochement des dispositions législatives, réglementaires et administratives.⁶⁴

Clause 66 (ex-article 137)

1. En vue de réaliser les objectifs visés à [l'article 136], ~~la Communauté~~ **L'Union** soutient et complète l'action des États membres dans les domaines suivants:

- a) l'amélioration, en particulier, du milieu de travail pour protéger la santé et la sécurité des travailleurs;
- b) les conditions de travail;
- c) la sécurité sociale et la protection sociale des travailleurs;
- d) la protection des travailleurs en cas de résiliation du contrat de travail;
- e) l'information et la consultation des travailleurs;
- f) la représentation et la défense collective des intérêts des travailleurs et des employeurs, y compris la cogestion, sous réserve du paragraphe 5;
- g) les conditions d'emploi des ressortissants des pays tiers se trouvant en séjour régulier sur le territoire de ~~la Communauté~~ **L'Union**;

⁶⁴ Cet alinéa ne semble avoir qu'une valeur déclaratoire.

- h) l'intégration des personnes exclues du marché du travail, sans préjudice de [l'article 150];
- i) l'égalité entre hommes et femmes en ce qui concerne leurs chances sur le marché du travail et le traitement dans le travail;
- j) la lutte contre l'exclusion sociale;
- k) la modernisation des systèmes de protection sociale, sans préjudice du point c).

2. À cette fin, ~~le Conseil~~ :

- a) ~~peut adopter des mesures~~ **la loi ou la loi-cadre européenne peut établir des mesures** destinées à encourager la coopération entre États membres par le biais d'initiatives visant à améliorer les connaissances, à développer les échanges d'informations et de meilleures pratiques, à promouvoir des approches novatrices et à évaluer les expériences, à l'exclusion de toute harmonisation des dispositions législatives et réglementaires des États membres;
- b) ~~peut arrêter dans les domaines visés au paragraphe 1, points a) à i), par voie de directives la loi-cadre européenne peut établir~~ des prescriptions minimales applicables progressivement, compte tenu des conditions et des réglementations techniques existant dans chacun des États membres. ~~Ces directives Cette loi-cadre européenne évitent d'imposer des contraintes administratives, financières et juridiques telles qu'elles contrarieraient la création et le développement de petites et moyennes entreprises.~~

Dans tous les cas, la loi ou la loi-cadre européenne est adoptée après consultation du Comité économique et social et du Comité des régions⁶⁵.

3. Par dérogation au paragraphe 2, dans les domaines visés au paragraphe 1, point c), la loi ou la loi-cadre européenne est adoptée par le Conseil statuant à l'unanimité, après consultation du Parlement européen, du Comité économique et social et du Comité des régions.

~~Le Conseil statue conformément à la procédure visée à l'article 251 après consultation du Comité économique et social et du Comité des régions, sauf dans les domaines visés au paragraphe 1, points c), d), f) et g), du présent article, où le Conseil statue à l'unanimité sur proposition de la Commission, après consultation du Parlement européen et desdits Comités. Le Conseil, statuant à l'unanimité sur proposition de la Commission après consultation du Parlement européen, peut décider de rendre la procédure visée à l'article 251 applicable au paragraphe 1, points d), f) et g), du présent article.⁶⁶~~

3. Un État membre peut confier aux partenaires sociaux, à leur demande conjointe, la mise en œuvre des ~~directives-lois-cadre européennes prises adoptées~~ en application du paragraphe 2.

⁶⁵ Remplacement de la consultation par la codécision pour les domaines visés à l'article 137, paragraphe 1, points d), f) et g), conformément au mandat complémentaire du 29 avril 2003

⁶⁶ L'ensemble de cet alinéa est repris ci-dessus.

Dans ce cas, il s'assure que, au plus tard à la date à laquelle une ~~directive~~**loi-cadre européenne** doit être transposée ~~conformément à l'article 249~~, les partenaires sociaux ont mis en place les dispositions nécessaires par voie d'accord, l'État membre concerné devant prendre toute disposition nécessaire lui permettant d'être à tout moment en mesure de garantir les résultats imposés par ladite ~~directive~~**loi-cadre**.

4. Les ~~dispositions arrêtées~~**lois et lois-cadre européennes adoptées** en vertu du présent article:
- a) ne portent pas atteinte à la faculté reconnue aux États membres de définir les principes fondamentaux de leur système de sécurité sociale et ne doivent pas en affecter sensiblement l'équilibre financier;
 - b) ne peuvent empêcher un État membre de maintenir ou d'établir des mesures de protection plus strictes compatibles avec ~~le présent traité~~**la Constitution**.
5. ~~Les dispositions du~~**Le présent article** ne s'appliquent ni aux rémunérations, ni au droit d'association, ni au droit de grève, ni au droit de lock-out.

Clause 67 (ex-article 138)

1. La Commission a pour tâche de promouvoir la consultation des partenaires sociaux au niveau ~~communautaire de l'Union~~ et ~~prend~~**adopte** toute mesure utile pour faciliter leur dialogue en veillant à un soutien équilibré des parties.
2. À cet effet, la Commission, avant de présenter des propositions dans le domaine de la politique sociale, consulte les partenaires sociaux sur l'orientation possible d'une action ~~communautaire de l'Union~~.
3. Si la Commission, après cette consultation, estime qu'une action ~~communautaire de l'Union~~ est souhaitable, elle consulte les partenaires sociaux sur le contenu de la proposition envisagée. Les partenaires sociaux remettent à la Commission un avis ou, le cas échéant, une recommandation.
4. À l'occasion de cette consultation, les partenaires sociaux peuvent informer la Commission de leur volonté d'engager le processus prévu à [l'article 139]. La durée de la procédure ne peut pas dépasser neuf mois, sauf prolongation décidée en commun par les partenaires sociaux concernés et la Commission.

Clause 68 (ex-article 139)

1. Le dialogue entre partenaires sociaux au niveau ~~communautaire de l'Union~~ peut conduire, si ces derniers le souhaitent, à des relations conventionnelles, y compris des accords.

2. La mise en œuvre des accords conclus au niveau ~~communautaire de l'Union~~ intervient soit selon les procédures et pratiques propres aux partenaires sociaux et aux États membres, soit, dans les matières relevant de [l'article 137], à la demande conjointe des parties signataires, par **un règlement ou** une décision européens⁶⁷ **adoptés par le** ~~du~~ Conseil sur proposition de la Commission.

~~Le Conseil statue à la majorité qualifiée, sauf~~ Lorsque l'accord en question contient une ou plusieurs dispositions relatives à l'un des domaines ~~pour lesquels l'unanimité est requise en vertu de~~ visés à l'article 137, **paragraphe 1, point c)** ~~paragraphe 2.~~ Dans ce cas, le Conseil statue à l'unanimité.

Clause 69 (ex-article 140)

En vue de réaliser les objectifs visés à [l'article 136] et sans préjudice des autres dispositions ~~du présent traité~~ de la **Constitution**, la Commission encourage la coopération entre les États membres et facilite la coordination de leur action dans tous les domaines de la politique sociale relevant du [présent chapitre], et notamment dans les matières relatives:

- a) à l'emploi;
- b) au droit du travail et aux conditions de travail;
- c) à la formation et au perfectionnement professionnels;
- d) à la sécurité sociale;
- e) à la protection contre les accidents et les maladies professionnels;
- f) à l'hygiène du travail;
- g) au droit syndical et aux négociations collectives entre employeurs et travailleurs.

À cet effet, la Commission agit en contact étroit avec les États membres, par des études, des avis et par l'organisation de consultations, tant pour les problèmes qui se posent sur le plan national que pour ceux qui intéressent les organisations internationales.

Avant d'émettre les avis prévus par le présent article, la Commission consulte le Comité économique et social.

Clause 70 (ex-article 141)

1. Chaque État membre assure l'application du principe de l'égalité des rémunérations entre travailleurs masculins et travailleurs féminins pour un même travail ou un travail de même valeur.

⁶⁷ Actes non législatifs, conformément au mandat complémentaire du 29 avril 2003.

2. Aux fins du présent article, on entend par rémunération, le salaire ou traitement ordinaire de base ou minimum, et tous autres avantages payés directement ou indirectement, en espèces ou en nature, par l'employeur au travailleur en raison de l'emploi de ce dernier.

L'égalité de rémunération, sans discrimination fondée sur le sexe, implique:

- a) que la rémunération accordée pour un même travail payé à la tâche soit établie sur la base d'une même unité de mesure;
- b) que la rémunération accordée pour un travail payé au temps soit la même pour un même poste de travail.

3. ~~Le Conseil, statuant selon la procédure visée à l'article 251 et après consultation du Comité économique et social, adopte des~~ **La loi ou la loi-cadre européenne établit les** mesures visant à assurer l'application du principe de l'égalité des chances et de l'égalité de traitement entre les hommes et les femmes en matière d'emploi et de travail, y compris le principe de l'égalité des rémunérations pour un même travail ou un travail de même valeur. **Elle est adoptée après consultation du Comité économique et social.**

4. Pour assurer concrètement une pleine égalité entre hommes et femmes dans la vie professionnelle, le principe de l'égalité de traitement n'empêche pas un État membre de maintenir ou d'adopter des mesures prévoyant des avantages spécifiques destinés à faciliter l'exercice d'une activité professionnelle par le sexe sous-représenté ou à prévenir ou compenser des désavantages dans la carrière professionnelle.

Clause 71 (ex-article 142)

Les États membres s'attachent à maintenir l'équivalence existante des régimes de congés payés⁶⁸.

Clause 72 (ex-article 143)

La Commission établit, chaque année, un rapport sur l'évolution de la réalisation des objectifs visés à [l'article 136], y compris la situation démographique dans ~~la Communauté~~ **l'Union**. Elle transmet ce rapport au Parlement européen, au Conseil et au Comité économique et social.

~~Le Parlement européen peut inviter la Commission à établir des rapports sur des problèmes particuliers concernant la situation sociale.~~⁶⁹

⁶⁸ On s'interroge sur l'opérationnalité de cette disposition.

⁶⁹ Cet alinéa est identique au second alinéa de l'article 145, et pourrait dès lors être supprimé.

Clause 73 (ex-article 144)

Le Conseil, **de sa propre initiative**, ~~après consultation du Parlement européen~~, institue⁷⁰ à la **majorité simple** un comité de la protection sociale à caractère consultatif afin de promouvoir la coopération en matière de protection sociale entre les États membres et avec la Commission. **Le Conseil statue après consultation du Parlement européen.**

Le comité a pour mission:

- a) de suivre la situation sociale et l'évolution des politiques de protection sociale dans les États membres et dans ~~la Communauté~~ **l'Union**;
- b) de faciliter les échanges d'informations, d'expériences et de bonnes pratiques entre les États membres et avec la Commission;
- c) sans préjudice de [l'article 207], de préparer des rapports, de formuler des avis ou d'entreprendre d'autres activités dans les domaines relevant de sa compétence, soit à la demande du Conseil ou de la Commission, soit de sa propre initiative.

Dans l'accomplissement de son mandat, le comité établit des contacts appropriés avec les partenaires sociaux.

Chaque État membre et la Commission nomment deux membres du comité.

Clause 74 (ex-article 145)

La Commission consacre, dans son rapport annuel au Parlement européen, un chapitre spécial à l'évolution de la situation sociale dans ~~la Communauté~~ **l'Union**.

Le Parlement européen peut inviter la Commission à établir des rapports sur des problèmes particuliers concernant la situation sociale.

[CHAPITRE 2

LE FONDS SOCIAL EUROPÉEN]

Clause 75 (ex-article 146)

Afin d'améliorer les possibilités d'emploi des travailleurs dans le marché intérieur et de contribuer ainsi au relèvement du niveau de vie, il est institué, dans le cadre ~~des dispositions ci-après~~ **du présent [chapitre]** un Fonds social européen, qui vise à promouvoir à l'intérieur de ~~la Communauté~~ **l'Union** les facilités d'emploi et la mobilité géographique et professionnelle des travailleurs, ainsi qu'à faciliter l'adaptation aux mutations industrielles et à l'évolution des systèmes de production, notamment par la formation et la reconversion professionnelles.

⁷⁰ Acte non législatif, conformément au mandat complémentaire du 29 avril 2003.

Clause 76 (ex-article 147)

~~L'administration du Fonds incombe à la Commission~~ **administre le Fonds.**

~~La Commission~~ **Elle** est assistée dans cette tâche par un comité présidé par un membre de la Commission et composé de représentants des ~~gouvernements~~ **Etats membres** et des organisations syndicales de travailleurs et d'employeurs.

Clause 77 (ex-article 148)

~~Le Conseil, statuant conformément à la procédure visée à l'article 251 et après consultation du Comité économique et social et du Comité des régions, adopte les décisions~~ **La loi ou la loi-cadre européenne établit les mesures** d'application relatives au Fonds social européen. **Elle est adoptée après consultation du Comité économique et social et du Comité des régions.**

III. COHÉSION ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

Clause 78 (ex-article 158)

Afin de promouvoir un développement harmonieux de l'ensemble de ~~la Communauté~~ **l'Union**, celle-ci développe et poursuit son action tendant au renforcement de sa cohésion économique et sociale.

En particulier, ~~la Communauté~~ **l'Union** vise à réduire l'écart entre les niveaux de développement des diverses régions et le retard des régions ou îles les moins favorisées, y compris les zones rurales.

Clause 79 (ex-article 159)

Les États membres conduisent leur politique économique et la coordonnent en vue également d'atteindre les objectifs visés à [l'article 158]. La formulation et la mise en œuvre des politiques et actions de ~~la Communauté~~ **l'Union** ainsi que la mise en œuvre du marché intérieur prennent en compte les objectifs visés à [l'article 158] et participent à leur réalisation.⁷¹ ~~La Communauté~~ **L'Union** soutient aussi cette réalisation par l'action qu'elle mène au travers des fonds à finalité structurelle (Fonds européen d'orientation et de garantie agricole, section «orientation»; Fonds social européen; Fonds européen de développement régional), de la Banque européenne d'investissement et des autres instruments financiers existants.

⁷¹ Cette disposition, d'application horizontale pour toutes les politiques, pourrait être regroupée en un seul article avec d'autres du même type (cf. footnote ad article 3(2)).

La Commission présente un rapport au Parlement européen, au Conseil, au Comité économique et social et au Comité des régions, tous les trois ans, sur les progrès accomplis dans la réalisation de la cohésion économique et sociale et sur la façon dont les divers moyens prévus au présent article y ont contribué. Ce rapport est, le cas échéant, assorti des propositions appropriées.

~~Si des actions~~ **La loi ou la loi-cadre européenne peut établir toute mesure** spécifiques s'avèrent nécessaires en dehors des fonds, et sans préjudice des mesures ~~décidées~~ **adoptées** dans le cadre des autres politiques de ~~la Communauté l'Union~~, ces actions peuvent être arrêtées par le Conseil, ~~statuant conformément à la procédure visée à l'article 251 et~~. **La loi ou la loi-cadre européenne est adoptée** après consultation du Comité économique et social et du Comité des régions.

Clause 80 (ex-article 160)

Le Fonds européen de développement régional est destiné à contribuer à la correction des principaux déséquilibres régionaux dans ~~la Communauté l'Union~~ par une participation au développement et à l'ajustement structurel des régions en retard de développement et à la reconversion des régions industrielles en déclin.

Clause 81 (ex-article 161)

Sans préjudice de [l'article 162], ~~le Conseil, statuant à l'unanimité sur proposition de la Commission, après avis conforme du Parlement européen et après consultation du Comité économique et social et du Comité des régions, définit la loi ou la loi-cadre européenne~~⁷² définit les missions, les objectifs prioritaires et l'organisation des fonds à finalité structurelle; -ce qui peut comporter le regroupement des fonds- ~~Sont également définies par le Conseil, statuant selon la même procédure~~, les règles générales applicables aux fonds, ainsi que les dispositions nécessaires pour assurer leur efficacité et la coordination des fonds entre eux et avec les autres instruments financiers existants.

Un Fonds de cohésion, créé par ~~le Conseil selon la même procédure~~ **la loi européenne**⁷³, contribue financièrement à la réalisation de projets dans le domaine de l'environnement et dans celui des réseaux transeuropéens en matière d'infrastructure des transports.

Dans tous les cas, la loi ou la loi-cadre européenne est adoptée après consultation du Comité économique et social et du Comité des régions.

⁷² Remplacement de l'avis conforme par la codécision, conformément au rapport du groupe de travail IX "Simplification" (CONV 424/02, p. 17) et au mandat complémentaire du 29 avril 2003.

⁷³ Il est suggéré de se référer uniquement à la loi européenne, car, s'agissant de la création d'un instrument financier au niveau de l'Union, l'acte juridique ne peut pas être une loi-cadre.

~~À partir du 1^{er} janvier 2007, le Conseil statue à la majorité qualifiée sur proposition de la Commission, après avis conforme du Parlement européen et après consultation du Comité économique et social et du Comité des régions, dans le cas où les perspectives financières pluriannuelles applicables à partir du 1^{er} janvier 2007 et l'accord interinstitutionnel y afférent ont été adoptés à cette date. Si tel n'est pas le cas, la procédure prévue par le présent alinéa est applicable à compter de la date de leur adoption.~~

Clause 82 (ex-article 162)

~~Les décisions La loi ou la loi-cadre européenne établit les mesures d'application relatives au Fonds européen de développement régional sont prises par le Conseil, statuant conformément à la procédure visée à l'article 251 et. Elle est adoptée~~ après consultation du Comité économique et social et du Comité des régions.

En ce qui concerne le Fonds européen d'orientation et de garantie agricole, section «orientation», et le Fonds social européen, les [articles 37 et 148] ~~demeurent~~ sont respectivement d'application.

IV. AGRICULTURE ET LA PÊCHE

Clause 83 (article 31bis)⁷⁴

L'Union met en oeuvre une politique commune de l'agriculture et de la pêche.

Par produits agricoles, on entend les produits du sol, de l'élevage et de la pêche, ainsi que les produits de première transformation qui sont en rapport direct avec ces produits. Les références à la politique agricole commune ou à l'agriculture et l'utilisation du terme "agricole" s'entendent comme visant aussi la pêche.

Clause 84 (ex-article 32)

1. Le marché ~~commun~~ **intérieur** s'étend à l'agriculture et au commerce des produits agricoles. ~~Par produits agricoles, on entend les produits du sol, de l'élevage et de la pêche, ainsi que les produits de première transformation qui sont en rapport direct avec ces produits.~~

2. Sauf dispositions contraires des [articles 33 à 38] ~~inclus~~, les règles prévues pour l'établissement du marché ~~commun~~ **intérieur** sont applicables aux produits agricoles.

⁷⁴ Texte suggéré pour donner suite au mandat complémentaire du 2 avril 2003 (adaptation du texte suite à l'insertion de la pêche dans l'intitulé du titre). L'opportunité de prévoir la dernière phrase devrait faire l'objet d'une vérification technique complémentaire.

3. Les produits **énumérés à [l'annexe I]** qui sont soumis aux ~~dispositions des~~ articles 33 à 38 ~~inclus sont énumérés à la liste qui fait l'objet de l'annexe I du présent traité~~⁷⁵.

4. Le fonctionnement et le développement du marché **commun intérieur** pour les produits agricoles doivent s'accompagner de l'établissement d'une politique agricole commune.

Clause 85 (ex-article 33)

1. La politique agricole commune a pour but:
 - a) d'accroître la productivité de l'agriculture en développant le progrès technique, en assurant le développement rationnel de la production agricole ainsi qu'un emploi optimum des facteurs de production, notamment de la main-d'œuvre,
 - b) d'assurer ainsi un niveau de vie équitable à la population agricole, notamment par le relèvement du revenu individuel de ceux qui travaillent dans l'agriculture,
 - c) de stabiliser les marchés,
 - d) de garantir la sécurité des approvisionnements,
 - e) d'assurer des prix raisonnables dans les livraisons aux consommateurs.
2. Dans l'élaboration de la politique agricole commune et des méthodes spéciales qu'elle peut impliquer, il sera tenu compte:
 - a) du caractère particulier de l'activité agricole, découlant de la structure sociale de l'agriculture et des disparités structurelles et naturelles entre les diverses régions agricoles,
 - b) de la nécessité d'opérer graduellement les ajustements opportuns,
 - c) du fait que, dans les États membres, l'agriculture constitue un secteur intimement lié à l'ensemble de l'économie.

Clause 86 (ex-article 34)

1. En vue d'atteindre les objectifs prévus à [l'article 33], il est établi une organisation commune des marchés agricoles.

Suivant les produits, cette organisation prend l'une des formes ci-après:

- a) des règles communes en matière de concurrence,

⁷⁵ Il est suggéré de supprimer ces formulations superflues, la référence à l'annexe ne pouvant se référer qu'à la Constitution.

- b) une coordination obligatoire des diverses organisations nationales de marché,
- c) une organisation européenne du marché.

2. L'organisation commune sous une des formes prévues au paragraphe 1 peut comporter toutes les mesures nécessaires pour atteindre les objectifs définis à [l'article 33], notamment des réglementations des prix, des subventions tant à la production qu'à la commercialisation des différents produits, des systèmes de stockage et de report, des mécanismes communs de stabilisation à l'importation ou à l'exportation.

Elle doit se limiter à poursuivre les objectifs énoncés à [l'article 33] et doit exclure toute discrimination entre producteurs ou consommateurs de ~~la Communauté~~ **l'Union**.

Une politique commune éventuelle des prix doit être fondée sur des critères communs et sur des méthodes de calcul uniformes.

3. Afin de permettre à l'organisation commune visée au paragraphe 1 d'atteindre ses objectifs, il peut être créé un ou plusieurs fonds d'orientation et de garantie agricole.

Clause 87 (ex-article 35)

Pour permettre d'atteindre les objectifs définis à [l'article 33], il peut notamment être prévu dans le cadre de la politique agricole commune:

- a) une coordination efficace des efforts entrepris dans les domaines de la formation professionnelle, de la recherche et de la vulgarisation agronomique, pouvant comporter des projets ou institutions financés en commun,
- b) des actions communes pour le développement de la consommation de certains produits.

Clause 88 (ex-article 36) ⁷⁶

~~Les dispositions du~~ **Le** [chapitre] relatif aux règles de concurrence ~~ne sont~~ **n'est pas** applicables à la production et au commerce des produits agricoles que dans la mesure déterminée par le Conseil dans le cadre des dispositions et conformément à la procédure prévues à [l'article 37, paragraphes 2 et 3,] compte tenu des objectifs énoncés à [l'article 33].

Le Conseil peut notamment **adopter des mesures** autorisant l'octroi d'aides:

- a) pour la protection des exploitations défavorisées par des conditions structurelles ou naturelles,

⁷⁶ Cet article devrait être revu après la détermination par la Convention des aspects législatifs et non législatifs de la politique agricole commune (voir footnote ad article 37).

- b) dans le cadre de programmes de développement économique.

Clause 89 (ex-article 37)

~~1. Afin de dégager les lignes directrices d'une politique agricole commune, la Commission convoque, dès l'entrée en vigueur du traité, une conférence des États membres pour procéder à la confrontation de leurs politiques agricoles, en établissant notamment le bilan de leurs ressources et de leurs besoins.~~

2. La Commission, ~~en tenant compte des travaux de la conférence prévue au paragraphe 1,~~ présente, après consultation du Comité économique et social ~~et dans un délai de deux ans à compter de l'entrée en vigueur du présent traité,~~ des propositions en ce qui concerne l'élaboration et la mise en œuvre de la politique agricole commune, y compris la substitution aux organisations nationales de l'une des formes d'organisation commune prévues à [l'article 34, paragraphe 1,] ainsi que la mise en œuvre des mesures ~~spécialement~~ mentionnées au [présent titre].

Ces propositions ~~doivent tenir~~ **tiennent** compte de l'interdépendance des questions agricoles évoquées au présent titre.

~~Sur proposition de la Commission et après consultation du Parlement européen, le Conseil, statuant à la majorité qualifiée arrête des règlements ou des directives, ou prend [Le Conseil, sur proposition de la Commission, adopte des lois européennes/règlements européens⁷⁷, des lois-cadre européennes, des décisions européennes, sans préjudice et des recommandations qu'il pourrait formuler. Il statue après consultation du Parlement européen.]~~

3. L'organisation commune prévue à [l'article 34, paragraphe 1,] peut être substituée aux organisations nationales du marché, dans les conditions prévues au paragraphe 2, ~~par le Conseil, statuant à la majorité qualifiée.~~⁷⁸

- a) si l'organisation commune offre aux États membres opposés à cette mesure et disposant eux-mêmes d'une organisation nationale pour la production en cause des garanties équivalentes pour l'emploi et le niveau de vie des producteurs intéressés, compte tenu du rythme des adaptations possibles et des spécialisations nécessaires, et
- b) si cette organisation assure aux échanges à l'intérieur de ~~la Communauté~~ **l'Union** des conditions analogues à celles qui existent dans un marché national.

⁷⁷ Etant donné qu'il est indiqué dans le mandat complémentaire du 29 avril 2003 qu' "il faudra préciser à un stade ultérieur quels aspects de la politique agricole doivent être considérés législatifs et lesquels doivent être considérés non législatifs", la rédaction de cette base juridique est laissée inchangée par rapport à celle figurant dans le rapport du groupe du 13 mars 2003.

⁷⁸ Cette mention est superflue puisque la procédure applicable est déjà visée par le renvoi à l'article 37(2).

4. S'il est créé une organisation commune pour certaines matières premières, sans qu'il existe encore une organisation commune pour les produits de transformation correspondants, les matières premières en cause utilisées pour les produits de transformation destinés à l'exportation vers les pays tiers peuvent être importées de l'extérieur de ~~la Communauté~~ **l'Union**.

Clause 90 (ex-article 38)

Lorsque dans un État membre un produit fait l'objet d'une organisation nationale du marché ou de toute réglementation interne d'effet équivalent affectant dans la concurrence une production similaire dans un autre État membre, une taxe compensatoire à l'entrée est appliquée par les États membres à ce produit en provenance de l'État membre où l'organisation ou la réglementation existe, à moins que cet État n'applique une taxe compensatoire à la sortie.

La Commission fixe le montant de ces taxes dans la mesure nécessaire pour rétablir l'équilibre; elle peut également autoriser le recours à d'autres mesures dont elle définit les conditions et modalités.

V. ENVIRONNEMENT

Clause 91 (ex-article 174)

1. La politique de ~~la Communauté~~ **l'Union** dans le domaine de l'environnement contribue à la poursuite des objectifs suivants:

- a) la préservation, la protection et l'amélioration de la qualité de l'environnement,
- b) la protection de la santé des personnes,
- c) l'utilisation prudente et rationnelle des ressources naturelles,
- d) la promotion, sur le plan international, de mesures destinées à faire face aux problèmes régionaux ou planétaires de l'environnement.

2. La politique de ~~la Communauté~~ **l'Union** dans le domaine de l'environnement vise un niveau de protection élevé, en tenant compte de la diversité des situations dans les différentes régions de ~~la Communauté~~ **l'Union**. Elle est fondée sur les principes de précaution et d'action préventive, sur le principe de la correction, par priorité à la source, des atteintes à l'environnement et sur le principe du pollueur-payeur.

Dans ce contexte, les mesures d'harmonisation répondant aux exigences en matière de protection de l'environnement comportent, dans les cas appropriés, une clause de sauvegarde autorisant les États membres à prendre, pour des motifs environnementaux non économiques, des ~~mesures~~ **dispositions** provisoires soumises à une procédure ~~communautaire~~ de contrôle **par l'Union**.

3. Dans l'élaboration de sa politique dans le domaine de l'environnement, ~~la Communauté~~ **l'Union** tient compte:

- a) des données scientifiques et techniques disponibles,
- b) des conditions de l'environnement dans les diverses régions de ~~la Communauté~~ **l'Union**,
- c) des avantages et des charges qui peuvent résulter de l'action ou de l'absence d'action,
- d) du développement économique et social de ~~la Communauté~~ **l'Union** dans son ensemble et du développement équilibré de ses régions.

4. Dans le cadre de leurs compétences respectives, ~~la Communauté~~ **l'Union** et les États membres coopèrent avec les pays tiers et les organisations internationales compétentes. Les modalités de la coopération de ~~la Communauté~~ **l'Union** peuvent faire l'objet d'accords entre celle-ci et les tierces parties concernées, qui sont négociés et conclus conformément à [l'article 300].

L'alinéa précédent ne préjuge pas la compétence des États membres pour négocier dans les instances internationales et conclure des accords internationaux.

Clause 92 (ex-article 175)

1. ~~Le Conseil, statuant conformément à la procédure visée à l'article 251 et après consultation du Comité économique et social et du Comité des régions, décide des~~ **La loi ou la loi-cadre européenne établit les actions à entreprendre par la Communauté en vue de pour** réaliser les objectifs visés à [l'article 174]. ~~Elle est adoptée après consultation du Comité économique et social et du Comité des régions.~~

2. Par dérogation ~~à la procédure de décision prévue au paragraphe 1 et sans préjudice de [l'article 95], le Conseil, statuant à l'unanimité sur proposition de la Commission, après consultation du Parlement européen, du Comité économique et social et du Comité des régions, arrête~~ **adopte à l'unanimité des lois ou des lois-cadre européennes établissant :**

- a) des ~~dispositions~~ **mesures** essentiellement de nature fiscale;
- b) les mesures affectant:
 - i) l'aménagement du territoire;
 - ii) la gestion quantitative des ressources hydrauliques ou touchant directement ou indirectement la disponibilité desdites ressources;
 - iii) l'affectation des sols, à l'exception de la gestion des déchets;

- c) les mesures affectant sensiblement le choix d'un État membre entre différentes sources d'énergie et la structure générale de son approvisionnement énergétique.

Une loi européenne⁷⁹ du Conseil, statuant selon les conditions prévues au premier alinéa peut définir, à l'unanimité, les questions visées au présent paragraphe au sujet desquelles des décisions doivent être prises sur lesquelles il statue à la majorité qualifiée.

Dans tous les cas, le Conseil statue après consultation du Parlement européen, du Comité économique et social et du Comité des régions.

3. Dans d'autres domaines⁸⁰, **la loi ou la loi-cadre européenne établit des programmes d'action à caractère général qui fixent les objectifs prioritaires à atteindre sont arrêtés par le Conseil, statuant conformément à la procédure visée à l'article 251 et. Elle est adoptée** après consultation du Comité économique et social et du Comité des régions.

~~Le Conseil, statuant selon les conditions prévues au paragraphe 1 ou au paragraphe 2, selon le cas, arrête les~~ Les mesures nécessaires à la mise en œuvre de ces programmes **sont adoptées conformément aux conditions prévues au paragraphe 1 ou au paragraphe 2, selon les cas.**⁸¹

4. Sans préjudice de certaines mesures ~~ayant un caractère communautaire adoptées par l'Union,~~ les États membres assurent le financement et l'exécution de la politique en matière d'environnement.

5. Sans préjudice du principe du pollueur-payeur, lorsqu'une mesure fondée sur le paragraphe 1 implique des coûts jugés disproportionnés pour les pouvoirs publics d'un État membre, ~~le Conseil cette mesure prévoit dans l'acte portant adoption de cette mesure, les dispositions appropriées sous forme sous une forme appropriée:~~

- a) des dérogations temporaires et/ou
- b) ~~d'un soutien financier du Fonds de cohésion créé conformément à l'article 161~~⁸².

Clause 93 (ex-article 176)

Les ~~mesures~~ **dispositions** de protection ~~arrêtées~~ **adoptées** en vertu de [l'article 175] ne font pas obstacle au maintien et à l'établissement, par chaque État membre, de ~~mesures~~ **dispositions** de protection renforcées. Ces ~~mesures~~ **dispositions** doivent être compatibles avec ~~le présent traité~~ la **Constitution**. Elles sont notifiées à la Commission.

⁷⁹ Cet alinéa n'est pas mentionné dans le mandat complémentaire du 29 avril 2003. Compte tenu de la portée de cet acte, il est suggéré de prévoir ici l'adoption d'une loi européenne.

⁸⁰ Ce membre de phrase pourrait être supprimé étant donné que dans la réalité le Parlement européen et le Conseil adoptent des programmes-cadre à portée générale.

⁸¹ Cet alinéa semble superflu, car il se limite à renvoyer aux procédures décisionnelles prévues aux paragraphes 1 et 2.

⁸² Cette précision est superflue, vu qu'il n'y a qu'un Fonds de cohésion.

VI. PROTECTION DES CONSOMMATEURS

Clause 94 (ex-article 153)

1. Afin de promouvoir les intérêts des consommateurs et d'assurer un niveau élevé de protection des consommateurs, ~~la Communauté~~ **L'Union** contribue à la protection de la santé, de la sécurité et des intérêts économiques des consommateurs ainsi qu'à la promotion de leur droit à l'information, à l'éducation et à s'organiser afin de préserver leurs intérêts.
2. Les exigences de la protection des consommateurs sont prises en considération dans la définition et la mise en œuvre des autres politiques et actions de ~~la Communauté~~ **L'Union**.⁸³
3. ~~La Communauté~~ **L'Union** contribue à la réalisation des objectifs visés au paragraphe 1 par:
 - a) des mesures ~~qu'elle~~ adoptées en application de [l'article 95] dans le cadre de la réalisation du marché intérieur;
 - b) des mesures qui appuient et complètent la politique menée par les États membres, et en assurent le suivi.
4. ~~Le Conseil, statuant conformément à la procédure visée à l'article 251 et après consultation du Comité économique et social, La loi ou la loi-cadre européenne arrête établit~~ les mesures visées au paragraphe 3, point b). **Elle est adoptée après consultation du Comité économique et social.**
5. Les mesures ~~arrêtées~~ **adoptées** en application du paragraphe 4 ne peuvent empêcher un État membre de maintenir ou d'établir des ~~mesures~~ **dispositions** de protection plus strictes. Ces ~~mesures~~ **dispositions** doivent être compatibles avec ~~le présent traité~~ **la Constitution**. Elles sont notifiées à la Commission.

VII. TRANSPORTS

Clause 95 (ex-article 70)

Les objectifs ~~du traité de la Constitution~~ sont poursuivis ~~par les États membres~~⁸⁴, en ce qui concerne la matière régie par le présent titre, dans le cadre d'une politique commune des transports.

⁸³ Cette disposition, d'application horizontale pour toutes les politiques, pourrait être regroupée en un seul article avec d'autres du même type (cf. footnote ad article 3(2)).

⁸⁴ S'agissant d'une compétence partagée, il est suggéré de biffer cette mention qui n'est pas reprise en tête des autres politiques. Voir aussi suggestion de fusion avec l'article 80 (ci-après).

Clause 96 (ex-article 71)

~~1. En vue de réaliser la mise~~ **La loi ou la loi-cadre européenne⁸⁵ met en œuvre de** [l'article 70], ~~et en tenant compte tenu des aspects spéciaux des transports, le Conseil, statuant conformément à la procédure visée à l'article 251 et après consultation du Comité économique et social et du Comité des régions, établit. Elle est adoptée après consultation du Comité économique et social et du Comité des régions.~~

La loi ou la loi-cadre européenne comprend:

- a) des règles communes applicables aux transports internationaux exécutés au départ ou à destination du territoire d'un État membre, ou traversant le territoire d'un ou de plusieurs États membres;
- b) les conditions d'admission de transporteurs non résidents aux transports nationaux dans un État membre;
- c) les mesures permettant d'améliorer la sécurité des transports;
- d) toutes autres ~~dispositions~~ **mesure** utiles.

~~2. Par dérogation à la procédure prévue au [paragraphe 1], les dispositions portant sur les principes du régime des transports et dont l'application serait susceptible d'affecter gravement le niveau de vie et l'emploi dans certaines régions, ainsi que l'exploitation des équipements de transport, compte tenu de la nécessité d'une adaptation au développement économique résultant de l'établissement du marché commun sont arrêtées par le Conseil, statuant à l'unanimité sur proposition de la Commission et après consultation du Parlement européen et du Comité économique et social.~~

Clause 97 (ex-article 72)

Jusqu'à l'établissement des dispositions **l'adoption de la loi ou loi-cadre européenne** visée à [l'article 71, paragraphe 1,] et sauf **adoption à l'unanimité d'une loi européenne⁸⁶** du Conseil **accordant une dérogation accord unanime**, aucun des États membres ne peut rendre moins favorables, dans leur effet direct ou indirect à l'égard des transporteurs des autres États membres par rapport aux transporteurs nationaux, les dispositions diverses régissant la matière au 1^{er} janvier 1958 ou, pour les États adhérents, à la date de leur adhésion.

⁸⁵ Remplacement de la consultation par la codécision conformément au mandat complémentaire du 29 avril 2003. De ce fait, on peut fusionner le tout en un seul paragraphe, ce qui entraîne une légère extension de la consultation obligatoire du Comité des régions qui n'est actuellement prévue que pour les cas du paragraphe 1 actuel.

⁸⁶ Il est suggéré de ne se référer qu'à la loi européenne puisque, pour des raisons de cohérence juridique, une telle dérogation ne pourrait être accordée que par une loi.

Clause 98 (ex-article 73)

Sont compatibles avec ~~le présent traité~~ **la Constitution** les aides qui répondent aux besoins de la coordination des transports ou qui correspondent au remboursement de certaines servitudes inhérentes à la notion de service public.

Clause 99 (ex-article 74)

Toute mesure dans le domaine des prix et conditions de transport, ~~prise adoptée~~ dans le cadre ~~du présent traité de la Constitution~~, doit tenir compte de la situation économique des transporteurs.

Clause 100 (ex-article 75)

1. ~~Doivent être supprimées, dans~~ **Dans** le trafic à l'intérieur de ~~la Communauté~~ **l'Union**, **sont interdites** les discriminations qui consistent en l'application par un transporteur, pour les mêmes marchandises sur les mêmes relations de trafic, de prix et conditions de transport différents en raison ~~du pays de l'Etat membre~~ d'origine ou de destination des produits transportés.
2. Le paragraphe 1 n'exclut pas que d'autres ~~mesures~~ **lois ou lois-cadre européennes** puissent être adoptées ~~par le Conseil~~ en application de [l'article 71, paragraphe 1].
3. Le Conseil, ~~statuant à la majorité qualifiée, établit~~, sur proposition de la Commission ~~et après consultation du Comité économique et social, une réglementation~~ **adopte des règlements ou décisions européens**⁸⁷ assurant la mise en œuvre ~~des dispositions~~ du paragraphe 1. **Il statue après consultation du Comité économique et social.**

Il peut notamment ~~prendre les dispositions~~ **adopter les règlements et décisions européens** nécessaires pour permettre aux institutions ~~de la Communauté~~ de veiller au respect de la règle énoncée au paragraphe 1 et pour en assurer l'entier bénéfice aux usagers.

4. La Commission, de sa propre initiative ou à la demande d'un État membre, examine les cas de discrimination visés au paragraphe 1 et, après consultation de tout État membre intéressé, ~~prend~~ **adopte**, dans le cadre ~~de la réglementation arrêtée~~ **des règlements et décisions européens** ~~conformément aux dispositions du~~ **visés au** paragraphe 3, les décisions **européennes** nécessaires.

⁸⁷ Actes non législatifs, conformément au mandat complémentaire du 29 avril 2003.

Clause 101 (ex-article 76)

1. L'application imposée par un État membre, aux transports exécutés à l'intérieur de ~~la Communauté l'Union~~, de prix et conditions comportant tout élément de soutien ou de protection dans l'intérêt d'une ou de plusieurs entreprises ou industries particulières est interdite à sauf si elle est autorisée par **une décision européenne de** la Commission.
2. La Commission, de sa propre initiative ou à la demande d'un État membre, examine les prix et conditions visés au paragraphe 1 en tenant compte, notamment, d'une part, des exigences d'une politique économique régionale appropriée, des besoins des régions sous-développées, ainsi que des problèmes des régions gravement affectées par les circonstances politiques, et, d'autre part, des effets de ces prix et conditions sur la concurrence entre les modes de transport.

Après consultation de tout État membre intéressé, elle ~~prend~~ **adopte** les décisions **européennes** nécessaires.
3. L'interdiction visée au paragraphe 1 ne ~~frappe~~ **s'applique** pas les **aux** tarifs de concurrence.

Clause 102 (ex-article 77)

Les taxes ou redevances qui, indépendamment des prix de transport, sont perçues par⁸⁸ un transporteur [au passage des frontières] ne doivent pas dépasser un niveau raisonnable, compte tenu des frais réels effectivement entraînés par ce passage.

Les États membres s'efforcent de réduire ~~progressivement~~ ces frais.

La Commission peut adresser aux États membres des recommandations en vue de l'application du présent article.

Clause 103 [(ex-article 78)⁸⁹

Les dispositions du présent titre ne font pas obstacle aux mesures prises dans la république fédérale d'Allemagne, pour autant qu'elles soient nécessaires pour compenser les désavantages économiques causés, par la division de l'Allemagne, à l'économie de certaines régions de la République fédérale affectées par cette division.]

⁸⁸ On peut s'interroger sur quel type de taxes sont ainsi perçues par le transporteur. En outre, dans un marché intérieur sans frontières internes, la mention "au passage des frontières" semble obsolète. Il faudrait examiner si cet article n'est pas obsolète.

⁸⁹ La Convention estimera peut être utile d'examiner si cet article est encore d'actualité (voir aussi article 87(2)(c)).

Clause 104 (ex-article 79)

Un comité de caractère consultatif, composé d'experts désignés par les gouvernements des États membres, est institué auprès de la Commission. Celle-ci le consulte chaque fois qu'elle le juge utile en matière de transports[, sans préjudice des attributions du Comité économique et social]⁹⁰.

Clause 105 (ex-article 80)

1. ~~Les dispositions du présent titre s'appliquent~~ aux transports par chemin de fer, par route et par voie navigable.
2. ~~Le Conseil, statuant à la majorité qualifiée, pourra décider si, dans quelle mesure et par quelle procédure des dispositions~~ **La loi ou la loi-cadre européenne peut établir les mesures** appropriées ~~pourront être prises~~ pour la navigation maritime et aérienne. **Elle est adoptée après consultation du Comité économique et social et du Comité des Régions.**

~~Les dispositions de procédure de l'article 71 s'appliquent.~~

VIII. RÉSEAUX TRANSEUROPEËNS

Clause 106 (ex-article 154)

1. En vue de contribuer à la réalisation des objectifs visés aux [articles 14 et 158] et de permettre aux citoyens de l'Union, aux opérateurs économiques, ainsi qu'aux collectivités régionales et locales, de bénéficier pleinement des avantages découlant de la mise en place d'un espace sans frontières intérieures, ~~la Communauté~~ **l'Union** contribue à l'établissement et au développement de réseaux transeuropéens dans les secteurs des infrastructures du transport, des télécommunications et de l'énergie.
2. Dans le cadre d'un système de marchés ouverts et concurrentiels, l'action de ~~la Communauté~~ **l'Union** vise à favoriser l'interconnexion et l'interopérabilité des réseaux nationaux ainsi que l'accès à ces réseaux. Elle tient compte en particulier de la nécessité de relier les régions insulaires, enclavées et périphériques aux régions centrales de ~~la Communauté~~ **l'Union**.

⁹⁰ Il est suggéré de supprimer cette phrase superflue puisqu'il est évident que la consultation de ce comité ne pourrait pas préjuger les attributions du Comité économique et social.

Clause 107 (ex-article 155)

1. Afin de réaliser les objectifs visés à [l'article 154], ~~la Communauté~~ **L'Union**:
 - a) établit un ensemble d'orientations couvrant les objectifs, les priorités ainsi que les grandes lignes des actions envisagées dans le domaine des réseaux transeuropéens; ces orientations identifient des projets d'intérêt commun;
 - b) met en œuvre toute action qui peut s'avérer nécessaire pour assurer l'interopérabilité des réseaux, en particulier dans le domaine de l'harmonisation des normes techniques;
 - c) peut soutenir des projets d'intérêt commun soutenus par les États membres et définis dans le cadre des orientations visées au ~~premier tiret~~ **point a)**, en particulier sous forme d'études de faisabilité, de garanties d'emprunt ou de bonifications d'intérêts; ~~la Communauté L'Union~~ peut également contribuer au financement, dans les États membres, de projets spécifiques en matière d'infrastructure des transports par le biais du Fonds de cohésion ~~créé conformément à l'article 161.~~

L'action de ~~la Communauté~~ **L'Union** tient compte de la viabilité économique potentielle des projets.

2. La loi ou la loi-cadre européenne établit ~~Les les~~ orientations et les autres mesures visées à l'article 155, au paragraphe 1, ~~sont arrêtées par le Conseil, statuant conformément à la procédure visée à l'article 251 et.~~ **Elle est adoptée** après consultation du Comité économique et social et du Comité des régions.

Les orientations et projets d'intérêt commun qui concernent le territoire d'un État membre requièrent l'approbation de l'État membre concerné.⁹¹

~~2-3.~~ Les États membres coordonnent entre eux, en liaison avec la Commission, les politiques menées au niveau national qui peuvent avoir un impact significatif sur la réalisation des objectifs visés à [l'article 154]. La Commission peut prendre, en étroite collaboration avec les États membres, toute initiative utile pour promouvoir cette coordination.

~~3 4~~ ~~La Communauté~~ **L'Union** peut ~~décider de~~ coopérer avec les pays tiers pour promouvoir des projets d'intérêt commun et assurer l'interopérabilité des réseaux.

Article 156

~~Les orientations et les autres mesures visées à l'article 155, paragraphe 1, sont arrêtées par le Conseil, statuant conformément à la procédure visée à l'article 251 et après consultation du Comité économique et social et du Comité des régions.~~

⁹¹ Dans un souci de simplification, le nouveau paragraphe 2, qui fournit la base juridique pour l'action de l'Union concernant les réseaux transeuropéens, reprend intégralement le texte de l'article 156; les modifications indiquées sont celles proposées au texte actuel de cet article.

Les orientations et projets d'intérêt commun qui concernent le territoire d'un État membre requièrent l'approbation de l'État membre concerné.⁹²

IX. RECHERCHE ET DÉVELOPPEMENT TECHNOLOGIQUE

Clause 108 (ex-article 163)

1. ~~La Communauté~~ **L'Union** a pour objectif de renforcer les bases scientifiques et technologiques de l'industrie de ~~la Communauté~~ **L'Union** et de favoriser le développement de sa compétitivité internationale, ainsi que de promouvoir les actions de recherche jugées nécessaires au titre d'autres chapitres de ~~présent traité de la Constitution~~.
2. À ces fins, elle encourage dans l'ensemble de ~~la Communauté~~ **L'Union** les entreprises, y compris les petites et moyennes entreprises, les centres de recherche et les universités dans leurs efforts de recherche et de développement technologique de haute qualité; elle soutient leurs efforts de coopération, en visant tout particulièrement à permettre aux entreprises d'exploiter pleinement les potentialités du marché intérieur à la faveur, notamment, de l'ouverture des marchés publics nationaux, de la définition de normes communes et de l'élimination des obstacles juridiques et fiscaux à cette coopération.
3. Toutes les actions de ~~la Communauté~~ **L'Union** au titre de ~~présent traité de la Constitution~~, y compris les actions de démonstration, dans le domaine de la recherche et du développement technologique sont décidées et mises en œuvre conformément aux ~~dispositions du~~ [présent titre].

Clause 109 (ex-article 164)

Dans la poursuite de ces objectifs, ~~la Communauté~~ **L'Union** mène les actions suivantes, qui complètent les actions entreprises dans les États membres:

- a) mise en œuvre de programmes de recherche, de développement technologique et de démonstration en promouvant la coopération avec et entre les entreprises, les centres de recherche et les universités;
- b) promotion de la coopération en matière de recherche, de développement technologique et de démonstration ~~communautaires de l'Union~~ avec les pays tiers et les organisations internationales;
- c) diffusion et valorisation des résultats des activités en matière de recherche, de développement technologique et de démonstration ~~communautaires de l'Union~~;

⁹² Cet article pourrait être supprimé; voir la note précédente.

- d) stimulation de la formation et de la mobilité des chercheurs de ~~la Communauté~~ **L'Union**.

Clause 110 (ex-article 165)

1. ~~La Communauté~~ **L'Union** et les États membres coordonnent leur action en matière de recherche et de développement technologique, afin d'assurer la cohérence réciproque des politiques nationales et de la politique ~~communautaire~~ **de l'Union**.
2. La Commission peut prendre, en étroite collaboration avec les États membres, toute initiative utile pour promouvoir la coordination visée au paragraphe 1.

Clause 111 (ex-article 166)

1. ~~Un La loi européenne~~⁹³ **établit le** programme-cadre pluriannuel, dans lequel est repris l'ensemble des actions de ~~la Communauté l'Union~~, ~~est arrêté par le Conseil, statuant conformément à la procédure visée à l'article 251. Elle est adoptée~~ après consultation du Comité économique et social.

Le programme-cadre:

- a) fixe les objectifs scientifiques et technologiques à réaliser par les actions envisagées à [l'article 164] et les priorités qui s'y attachent;
 - b) indique les grandes lignes de ces actions;
 - c) fixe le montant global maximum et les modalités de la participation financière de ~~la Communauté~~ **l'Union** au programme-cadre, ainsi que les quotes-parts respectives de chacune des actions envisagées.
2. Le programme-cadre est adapté ou complété en fonction de l'évolution des situations.
 3. Le programme-cadre est mis en œuvre au moyen de programmes spécifiques développés à l'intérieur de chacune des actions. Chaque programme spécifique précise les modalités de sa réalisation, fixe sa durée et prévoit les moyens estimés nécessaires. La somme des montants estimés nécessaires, fixés par les programmes spécifiques, ne peut pas dépasser le montant global maximum fixé pour le programme-cadre et pour chaque action.

⁹³ Il est suggéré de se référer uniquement à la loi européenne, car, s'agissant de la création d'un cadre opérationnel au niveau de l'Union, l'acte juridique ne peut pas être une loi-cadre.

4. Le Conseil **adopte** ~~statuant à la majorité qualifiée, sur proposition de la Commission et après consultation du Parlement européen et du Comité économique et social, arrête les règlements ou décisions européens~~⁹⁴ **établissant les programmes spécifiques. Il statue après consultation du Parlement européen et du Comité économique et social.**

Clause 112 (ex-article 167)⁹⁵

Pour la mise en œuvre du programme-cadre pluriannuel, ~~le Conseil~~ **la loi ou la loi-cadre européenne établit:**

- a) ~~fixe~~ les règles de participation des entreprises, des centres de recherche et des universités;
- b) ~~fixe~~ les règles applicables à la diffusion des résultats de la recherche.

La loi ou la loi-cadre européenne est adoptée après consultation du Comité économique et social.

Clause 113 (ex-article 168)

Dans la mise en œuvre du programme-cadre pluriannuel peuvent être ~~décidés~~ **adoptés** des programmes complémentaires auxquels ne participent que certains États membres qui assurent leur financement sous réserve d'une participation éventuelle de ~~la Communauté~~ **l'Union**.

~~Le Conseil arrête~~ **La loi ou la loi-cadre européenne fixe** les règles applicables aux programmes complémentaires, notamment en matière de diffusion des connaissances et d'accès d'autres États membres. **Elle est adoptée après consultation du Comité économique et social.**

L'adoption des programmes complémentaires requiert l'accord des États membres concernés.⁹⁶

Clause 114 (ex-article 169)

Dans la mise en œuvre du programme-cadre pluriannuel, ~~la Communauté peut~~ **la loi ou la loi-cadre européenne peut** prévoir, en accord avec les États membres concernés, une participation à des programmes de recherche et de développement entrepris par plusieurs États membres, y compris la participation aux structures créées pour l'exécution de ces programmes.

La loi ou la loi-cadre européenne est adoptée après consultation du Comité économique et social.

⁹⁴ Actes non législatifs, conformément au mandat complémentaire du 29 avril 2003.

⁹⁵ Dans un souci de lisibilité, les procédures décisionnelles actuellement prévues à l'article 172 CE ont été rattachées aux bases juridiques respectives (articles 167, 168, 169 et 171).

⁹⁶ Alinéa repris de l'actuel article 172, dernière phrase, CE.

Clause 115 (ex-article 170)

Dans la mise en œuvre du programme-cadre pluriannuel, ~~la Communauté~~ **l'Union** peut prévoir une coopération en matière de recherche, de développement technologique et de démonstration ~~communautaires de l'Union~~ avec des pays tiers ou des organisations internationales.

Les modalités de cette coopération peuvent faire l'objet d'accords entre ~~la Communauté~~ **l'Union** et les tierces parties concernées, qui sont négociés et conclus conformément à [l'article 300].

Clause 116 (ex-article 171)

~~La Communauté~~ **Le Conseil, sur proposition de la Commission, peut adopter des règlements ou des décisions européens⁹⁷ visant à créer des entreprises communes ou toute autre structure nécessaire à la bonne exécution des programmes de recherche, de développement technologique et de démonstration communautaires de l'Union. Il statue après consultation du Parlement européen et du Comité économique et social.**

Clause 117 (ex-article 172)⁹⁸

~~Le Conseil, statuant à la majorité qualifiée sur proposition de la Commission et après consultation du Parlement européen et du Comité économique et social, arrête les dispositions visées à l'article 171.~~

~~Le Conseil, statuant conformément à la procédure visée à l'article 251 et après consultation du Comité économique et social, arrête les dispositions visées aux articles 167, 168 et 169. L'adoption des programmes complémentaires requiert l'accord des États membres concernés.~~

Clause 118 (ex-article 173)

Au début de chaque année, la Commission présente un rapport au Parlement européen et au Conseil. Ce rapport porte notamment sur les activités menées en matière de recherche et de développement technologique et de diffusion des résultats durant l'année précédente et sur le programme de travail de l'année en cours.

⁹⁷ Actes non législatifs, conformément au mandat complémentaire du 29 avril 2003.

⁹⁸ Dans un souci de lisibilité, les dispositions de cet article ont toutes été reprises aux articles 167, 168, 169 et 171 ci-dessus.

A4. SÉCURITÉ INTÉRIEURE
ESPACE DE LIBERTÉ, DE SÉCURITÉ ET DE JUSTICE⁹⁹

TITRE IV

VISAS, ASILE, IMMIGRATION ET AUTRES POLITIQUES
LIÉES À LA LIBRE CIRCULATION DES PERSONNES

**Ce titre n'est pas reproduit, conformément au mandat complémentaire
du 29 avril 2003.**

TITRE VI

DISPOSITIONS RELATIVES À LA COOPÉRATION POLICIÈRE ET JUDICIAIRE
EN MATIÈRE PÉNALE

**Ce titre n'est pas reproduit, conformément au mandat complémentaire
du 29 avril 2003.**

⁹⁹ Cet intitulé a été modifié afin de tenir compte du dernier projet en cours d'examen par le Praesidium concernant l'espace de liberté, sécurité et justice (qui regroupe tant les dispositions relatives aux visas, asile, immigration, etc. que la coopération policière et judiciaire pénale).

A5. DOMAINES OU L'UNION PEUT DECIDER DE MENER UNE ACTION D'APPUI

I. EMPLOI¹⁰⁰

Clause 119 (ex-article 125)

Les États membres et ~~la Communauté~~**L'Union** s'attachent, conformément au présent [titre], à élaborer une stratégie coordonnée pour l'emploi et en particulier à promouvoir une main-d'œuvre qualifiée, formée et susceptible de s'adapter ainsi que des marchés du travail aptes à réagir rapidement à l'évolution de l'économie, en vue d'atteindre les objectifs énoncés à l'~~[article 2 du traité sur l'Union européenne et à l'article 2...]~~¹⁰¹**du présent traité de la Constitution.**

Clause 120 (ex-article 126)

1. Les États membres, par le biais de leurs politiques de l'emploi, contribuent à la réalisation des objectifs visés à [l'article 125] d'une manière compatible avec les grandes orientations des politiques économiques des États membres et de ~~la Communauté~~**L'Union**, adoptées en application de [l'article 99, paragraphe 2].
2. Les États membres, compte tenu des pratiques nationales liées aux responsabilités des partenaires sociaux, considèrent la promotion de l'emploi comme une question d'intérêt commun et coordonnent leur action à cet égard au sein du Conseil, conformément à [l'article 128].

Clause 121 (ex-article 127)

1. ~~La Communauté~~**L'Union** contribue à la réalisation d'un niveau d'emploi élevé en encourageant la coopération entre les États membres et en soutenant et, au besoin, en complétant leur action. Ce faisant, elle respecte pleinement les compétences des États membres en la matière.
2. L'objectif consistant à atteindre un niveau d'emploi élevé est pris en compte dans la définition et la mise en œuvre des politiques et des actions de ~~la Communauté~~**L'Union**.¹⁰²

¹⁰⁰ Le contenu de ce titre sera éventuellement à revoir en fonction des conclusions de la Convention sur le rapport du groupe de travail XI "Europe sociale" (CONV 516/03).

¹⁰¹ Insérer référence au projet d'article "objectifs de l'Union" de la partie I (article 3 CONV 528/03).

¹⁰² Cette disposition, d'application horizontale pour toutes les politiques, pourrait être regroupée en un seul article avec d'autres du même type (cf. footnote ad article 3(2)).

Clause 122 (ex-article 128)

1. Le Conseil européen examine, chaque année, la situation de l'emploi dans ~~la Communauté~~ **l'Union** et adopte des conclusions à ce sujet, sur la base d'un rapport annuel conjoint du Conseil et de la Commission.

2. Sur la base des conclusions du Conseil européen, le Conseil, ~~statuant à la majorité qualifiée sur proposition de la Commission et après consultation du Parlement européen, du Comité économique et social, du Comité des régions et du Comité de l'emploi visé à l'article 130, élabore~~ **adopte** chaque année des lignes directrices¹⁰³, dont les États membres tiennent compte dans leurs politiques de l'emploi. **Il statue après consultation du Parlement européen, du Comité économique et social, du Comité des régions et du Comité de l'emploi.**

Ces lignes directrices sont compatibles avec les grandes orientations adoptées en application de [l'article 99, paragraphe 2].

3. Chaque État membre transmet au Conseil et à la Commission un rapport annuel sur les principales ~~mesures~~ **dispositions** qu'il a prises pour mettre en œuvre sa politique de l'emploi, à la lumière des lignes directrices pour l'emploi visées au paragraphe 2.

4. Sur la base des rapports visés au paragraphe 3 et après avoir obtenu l'avis du Comité de l'emploi, le Conseil procède annuellement, à la lumière des lignes directrices pour l'emploi, à un examen de la mise en œuvre des politiques de l'emploi des États membres. Le Conseil, ~~statuant sur recommandation de la Commission, peut adopter~~¹⁰⁴, ~~sur recommandation de la Commission, peut, s'il le juge approprié à la suite de son examen, adresser des recommandations~~¹⁰⁵ **qu'il adresse** aux États membres.

5. Sur la base des résultats de cet examen, le Conseil et la Commission adressent un rapport annuel conjoint au Conseil européen concernant la situation de l'emploi dans ~~la Communauté~~ **l'Union** et la mise en œuvre des lignes directrices pour l'emploi.

Clause 123 (ex-article 129)

~~Le Conseil, statuant conformément à la procédure visée à l'article 251 et après consultation du Comité économique et social et du Comité des régions, peut~~ **La loi ou la loi-cadre européenne peut établir** ~~adopter~~ des actions d'encouragement destinées à favoriser la coopération entre les États membres et à soutenir leur action dans le domaine de l'emploi par le biais d'initiatives visant à développer les échanges d'informations et de meilleures pratiques, en fournissant des analyses comparatives et des conseils ainsi qu'en promouvant les approches novatrices et en évaluant les expériences, notamment en ayant recours aux projets pilotes. **Elle est adoptée après consultation du Comité économique et social et du Comité des régions.**

¹⁰³ Actes non législatifs, conformément au mandat complémentaire du 29 avril 2003.

¹⁰⁴ Il est à noter que l'exigence actuelle des voix favorables au sein du Conseil d'au moins dix États membres imposée par l'article 205, paragraphe 2, 2ème alinéa, second tiret, CE est supprimée dans le projet d'article "Conseil des Ministres" (article 17ter CONV 691/03).

¹⁰⁵ Actes non législatifs, conformément au mandat complémentaire du 29 avril 2003.

~~Ces mesures~~ **La loi ou la loi-cadre européenne** ne comportent pas d'harmonisation des dispositions législatives et réglementaires des États membres.

Clause 124 (ex-article 130)

Le Conseil, ~~après consultation du Parlement européen~~, **de sa propre initiative**, institue¹⁰⁶ à la **majorité simple** un Comité de l'emploi à caractère consultatif afin de promouvoir la coordination, entre les États membres, des politiques en matière d'emploi et de marché du travail. **Il statue après consultation du Parlement européen.**

Le comité a pour mission:

- a) de suivre l'évolution de la situation de l'emploi et des politiques de l'emploi dans les États membres et dans ~~la Communauté~~ **l'Union**;
- b) sans préjudice de [l'article 207], de formuler des avis, soit à la demande du Conseil ou de la Commission, soit de sa propre initiative, et de contribuer à la préparation des délibérations du Conseil visées à [l'article 128].

Dans l'accomplissement de son mandat, le comité consulte les partenaires sociaux.

Chaque État membre et la Commission nomment deux membres du comité.

II. SANTÉ PUBLIQUE¹⁰⁷

Clause 125 (ex-article 152)¹⁰⁸

1. Un niveau élevé de protection de la santé humaine est assuré dans la définition et la mise en œuvre de toutes les politiques et actions de ~~la Communauté~~ **l'Union**.¹⁰⁹

¹⁰⁶ Acte non législatif, conformément au mandat complémentaire du 29 avril 2003.

¹⁰⁷ La place de ce chapitre sur la santé publique ici, sous "A5" qui regroupe les domaines d'action d'appui, suit l'indication donnée dans le projet de structure du traité constitutionnel du 28 octobre 2002 (CONV 369/02) et pas l'indication donnée dans le projet d'article "compétences partagées" de la partie I (CONV 528/03) qui insère la santé publique comme compétence partagée).

¹⁰⁸ Le groupe de travail XI "Europe sociale" a proposé que la portée de cet article soit étendue pour "couvrir des thèmes tels que les risques transfrontières graves, les maladies transmissibles, le bioterrorisme et les accords de l'OMS" (CONV 516/03, point 35).

¹⁰⁹ Cette disposition, d'application horizontale pour toutes les politiques, pourrait être regroupée en un seul article avec d'autres du même type (cf. footnote ad article 3(2)).

L'action de ~~la Communauté~~ **L'Union**, qui complète les politiques nationales, porte sur l'amélioration de la santé publique et la prévention des maladies et des affections humaines et des causes de danger pour la santé humaine. Cette action comprend également la lutte contre les grands fléaux, en favorisant la recherche sur leurs causes, leur transmission et leur prévention ainsi que l'information et l'éducation en matière de santé.

~~La Communauté~~ **L'Union** complète l'action menée par les États membres en vue de réduire les effets nocifs de la drogue sur la santé, y compris par l'information et la prévention.

2. ~~La Communauté~~ **L'Union** encourage la coopération entre les États membres dans les domaines visés au présent article et, si nécessaire, elle appuie leur action.

Les États membres coordonnent entre eux, en liaison avec la Commission, leurs politiques et programmes dans les domaines visés au paragraphe 1. La Commission peut prendre, en contact étroit avec les États membres, toute initiative utile pour promouvoir cette coordination.

3. ~~La Communauté~~ **L'Union** et les États membres favorisent la coopération avec les pays tiers et les organisations internationales compétentes en matière de santé publique.

4. ~~Le Conseil, statuant conformément à la procédure visée à l'article 251, et après consultation du Comité économique et social et du Comité des régions~~ **La loi ou la loi-cadre européenne** contribue à la réalisation des objectifs visés au présent article en ~~adoptant~~ **établissant**:

- a) des mesures fixant des normes élevées de qualité et de sécurité des organes et substances d'origine humaine, du sang et des dérivés du sang; ces mesures ne peuvent empêcher un État membre de maintenir ou d'établir des mesures de protection plus strictes;
- b) par dérogation à [l'article 37], des mesures dans les domaines vétérinaire et phytosanitaire ayant directement pour objectif la protection de la santé publique;
- c) ~~des actions~~ **mesures** d'encouragement visant à protéger et à améliorer la santé humaine, à l'exclusion de toute harmonisation des dispositions législatives et réglementaires des États membres.

La loi ou la loi-cadre européenne est adoptée après consultation du Comité économique et social et du Comité des régions.

Aux fins énoncées dans le présent article, le Conseil, statuant à la majorité qualifiée sur proposition de la Commission, peut également adopter des recommandations ~~aux fins énoncées dans le présent article.~~

5. L'action de ~~la Communauté~~ **L'Union** dans le domaine de la santé publique respecte pleinement les responsabilités des États membres en matière d'organisation et de fourniture de services de santé et de soins médicaux. En particulier, les mesures visées au paragraphe 4, point a), ne portent pas atteinte aux dispositions nationales relatives aux dons d'organes et de sang ou à leur utilisation à des fins médicales.

III. INDUSTRIE

Clause 126 (ex-article 157)

1. ~~La Communauté~~ **L'Union** et les États membres veillent à ce que les conditions nécessaires à la compétitivité de l'industrie de ~~la Communauté~~ **L'Union** soient assurées.

À cette fin, conformément à un système de marchés ouverts et concurrentiels, leur action vise à:

- a) accélérer l'adaptation de l'industrie aux changements structurels;
- b) encourager un environnement favorable à l'initiative et au développement des entreprises de l'ensemble de ~~la Communauté~~ **L'Union**, et notamment des petites et moyennes entreprises;
- c) encourager un environnement favorable à la coopération entre entreprises;
- d) favoriser une meilleure exploitation du potentiel industriel des politiques d'innovation, de recherche et de développement technologique.

2. Les États membres se consultent mutuellement en liaison avec la Commission et, pour autant que de besoin, coordonnent leurs actions. La Commission peut prendre toute initiative utile pour promouvoir cette coordination.

3. ~~La Communauté~~ **L'Union** contribue à la réalisation des objectifs visés au paragraphe 1 au travers des politiques et actions qu'elle mène au titre d'autres dispositions ~~du présent traité de la Constitution~~¹¹⁰. ~~Le Conseil, statuant conformément à la procédure visée à l'article 251 et après consultation du Comité économique et social, La loi ou la loi-cadre européenne peut décider établir~~ des mesures spécifiques destinées à appuyer les actions menées dans les États membres afin de réaliser les objectifs visés au paragraphe 1. **Elle est adoptée après consultation du Comité économique et social.**

Le présent titre ne constitue pas une base pour l'introduction, par ~~la Communauté~~ **L'Union**, de quelque mesure que ce soit pouvant entraîner des distorsions de concurrence ou comportant des dispositions fiscales ou relatives aux droits et intérêts des travailleurs salariés.

¹¹⁰ Cette disposition, d'application horizontale pour toutes les politiques, pourrait être regroupée en un seul article avec d'autres du même type (cf. footnote ad article 3(2)).

IV. CULTURE

Clause 127 (ex-article 151)

1. ~~La Communauté~~ **L'Union** contribue à l'épanouissement des cultures des États membres dans le respect de leur diversité nationale et régionale, tout en mettant en évidence l'héritage culturel commun.
2. L'action de ~~la Communauté~~ **L'Union** vise à encourager la coopération entre États membres et, si nécessaire, à appuyer et compléter leur action dans les domaines suivants:
 - a) l'amélioration de la connaissance et de la diffusion de la culture et de l'histoire des peuples européens,
 - b) la conservation et la sauvegarde du patrimoine culturel d'importance européenne,
 - c) les échanges culturels non commerciaux,
 - d) la création artistique et littéraire, y compris dans le secteur de l'audiovisuel.
3. ~~La Communauté~~ **L'Union** et les États membres favorisent la coopération avec les pays tiers et les organisations internationales compétentes dans le domaine de la culture, et en particulier avec le Conseil de l'Europe.
4. ~~La Communauté~~ **L'Union** tient compte des aspects culturels dans son action au titre d'autres dispositions ~~du présent traité~~ **de la Constitution**, afin notamment de respecter et de promouvoir la diversité de ses cultures.¹¹¹
5. Pour contribuer à la réalisation des objectifs visés au présent article, ~~le Conseil adopte:~~
 - a) ~~statuant conformément à la procédure visée à l'article 251 et après consultation du Comité des régions, la loi ou la loi-cadre européenne~~¹¹² **établit** les actions d'encouragement, à l'exclusion de toute harmonisation des dispositions législatives et réglementaires des États membres. ~~Le Conseil statue à l'unanimité tout au long de la procédure visée à l'article 251;~~ **Elle est adoptée après consultation du Comité des régions;**
 - b) **le Conseil, statuant à l'unanimité** sur proposition de la Commission, **adopte** des recommandations¹¹³.

¹¹¹ Cette disposition, d'application horizontale pour toutes les politiques, pourrait être regroupée en un seul article avec d'autres du même type (cf. footnote ad article 3(2)).

¹¹² Passage du vote à l'unanimité au vote à la majorité qualifiée, conformément au mandat complémentaire du 29 avril 2003.

¹¹³ Passage du vote à l'unanimité au vote à la majorité qualifiée, conformément au mandat complémentaire du 29 avril 2003.

V. ÉDUCATION, FORMATION PROFESSIONNELLE, JEUNESSE

Clause 128 (ex-article 149)

1. ~~La Communauté~~ **L'Union** contribue au développement d'une éducation de qualité en encourageant la coopération entre États membres et, si nécessaire, en appuyant et en complétant leur action tout en respectant pleinement la responsabilité des États membres pour le contenu de l'enseignement et l'organisation du système éducatif ainsi que leur diversité culturelle et linguistique.
2. L'action de ~~la Communauté~~ **L'Union** vise:
 - a) à développer la dimension européenne dans l'éducation, notamment par l'apprentissage et la diffusion des langues des États membres;
 - b) à favoriser la mobilité des étudiants et des enseignants, y compris en encourageant la reconnaissance académique des diplômes et des périodes d'études;
 - c) à promouvoir la coopération entre les établissements d'enseignement;
 - d) à développer l'échange d'informations et d'expériences sur les questions communes aux systèmes d'éducation des États membres;
 - e) à favoriser le développement des échanges de jeunes et d'animateurs socio-éducatifs;
 - f) à encourager le développement de l'éducation à distance.
3. ~~La Communauté~~ **L'Union** et les États membres favorisent la coopération avec les pays tiers et les organisations internationales compétentes en matière d'éducation, et en particulier avec le Conseil de l'Europe.
4. Pour contribuer à la réalisation des objectifs visés au présent article,
 - a) ~~le Conseil adopte, statuant conformément à la procédure visée à l'article 251 et après consultation du Comité économique et social et du Comité des régions, la loi ou la loi-cadre européenne établit~~ des actions d'encouragement, à l'exclusion de toute harmonisation des dispositions législatives et réglementaires des États membres; **Elle est adoptée après consultation du Comité économique et social et du Comité des régions.**
 - b) ~~le Conseil, statuant à la majorité qualifiée sur proposition de la Commission,~~ **adopte** des recommandations.

Clause 129 (ex-article 150)

1. ~~La Communauté~~ **L'Union** met en œuvre une politique de formation professionnelle, qui appuie et complète les actions des États membres, tout en respectant pleinement la responsabilité des États membres pour le contenu et l'organisation de la formation professionnelle.
2. L'action de ~~la Communauté~~ **L'Union** vise:
 - a) à faciliter l'adaptation aux mutations industrielles, notamment par la formation et la reconversion professionnelle;
 - b) à améliorer la formation professionnelle initiale et la formation continue afin de faciliter l'insertion et la réinsertion professionnelle sur le marché du travail;
 - c) à faciliter l'accès à la formation professionnelle et à favoriser la mobilité des formateurs et des personnes en formation, et notamment des jeunes;
 - d) à stimuler la coopération en matière de formation entre établissements d'enseignement ou de formation professionnelle et entreprises;
 - e) à développer l'échange d'informations et d'expériences sur les questions communes aux systèmes de formation des États membres.
3. ~~La Communauté~~ **L'Union** et les États membres favorisent la coopération avec les pays tiers et les organisations internationales compétentes en matière de formation professionnelle.
4. ~~Le Conseil, statuant conformément à la procédure visée à l'article 251 et après consultation du Comité économique et social et du Comité des régions, adopte~~ **La loi ou la loi-cadre européenne contribue pour contribuer** à la réalisation des objectifs visés au présent article, à l'exclusion de toute harmonisation des dispositions législatives et réglementaires des États membres. **Elle est adoptée après consultation du Comité économique et social et du Comité des régions.**

[QUATRIÈME PARTIE]

Clause 130 (ex-article 182)

~~Les États membres conviennent d'associer à la Communauté~~ pays et territoires non européens entretenant avec le Danemark, la France, les Pays-Bas et le Royaume-Uni des relations particulières **sont associées à l'Union**. Ces pays et territoires, ci-après dénommés «pays et territoires», sont énumérés à ~~la liste qui fait l'objet de [l'annexe II] du présent traité.~~

Le but de l'association est la promotion du développement économique et social des pays et territoires, et l'établissement de relations économiques étroites entre eux et ~~la Communauté~~ **l'Union** dans son ensemble.

Conformément aux principes énoncés ~~dans le préambule du présent traité...~~¹¹⁵, l'association doit en premier lieu permettre de favoriser les intérêts des habitants de ces pays et territoires et leur prospérité, de manière à les conduire au développement économique, social et culturel qu'ils attendent.

Clause 131 (ex-article 183)

L'association poursuit les objectifs ci-après.

- 1) Les États membres appliquent à leurs échanges commerciaux avec les pays et territoires le régime qu'ils s'accordent entre eux en vertu ~~du présent traité~~ **de la Constitution**.
- 2) Chaque pays ou territoire applique à ses échanges commerciaux avec les États membres et les autres pays et territoires le régime qu'il applique à l'État européen avec lequel il entretient des relations particulières.
- 3) Les États membres contribuent aux investissements que demande le développement progressif de ces pays et territoires.
- 4) Pour les investissements financés par ~~la Communauté~~ **l'Union**, la participation aux adjudications et fournitures est ouverte, à égalité de conditions, à toutes les personnes physiques et morales ressortissantes des États membres et des pays et territoires.

¹¹⁴ Texte placé ici pour donner suite au mandat complémentaire du 2 avril 2003.

¹¹⁵ Il conviendrait de reprendre les principes en question, qui figurent actuellement au préambule du traité CE. Ils devraient être repris dans la Constitution et, le cas échéant, dans cette disposition.

- 5) Dans les relations entre les États membres et les pays et territoires, le droit d'établissement des ressortissants et sociétés est réglé conformément aux dispositions et par application des procédures prévues au [chapitre] relatif au droit d'établissement et sur une base non discriminatoire, sous réserve des ~~dispositions~~ **mesures** particulières ~~prises~~ **adoptées** en vertu de [l'article 187].

Clause 132 (ex-article 184)

1. Les importations originaires des pays et territoires bénéficient à leur entrée dans les États membres de l'interdiction des droits de douane ~~qui intervient entre les États membres conformément aux dispositions du présent traité~~ **prévues par la Constitution**.
2. À l'entrée dans chaque pays et territoire, les droits de douane frappant les importations des États membres et des autres pays et territoires sont interdits conformément ~~aux dispositions de~~ à [l'article 25].
3. Toutefois, les pays et territoires peuvent percevoir des droits de douane qui répondent aux nécessités de leur développement et aux besoins de leur industrialisation ou qui, de caractère fiscal, ont pour but d'alimenter leur budget.

Les droits visés ~~à l'~~ **au premier** alinéa ~~ci-dessus~~ ne peuvent excéder ceux qui frappent les importations des produits en provenance de l'État membre avec lequel chaque pays ou territoire entretient des relations particulières.

4. Le paragraphe 2 n'est pas applicable aux pays et territoires qui, en raison des obligations internationales particulières auxquelles ils sont soumis, appliquent déjà un tarif douanier non discriminatoire.
5. L'établissement ou la modification de droits de douane frappant les marchandises importées dans les pays et territoires ne doit pas donner lieu, en droit ou en fait, à une discrimination directe ou indirecte entre les importations en provenance des divers États membres.

Clause 133 (ex-article 185)

Si le niveau des droits applicables aux marchandises en provenance d'un pays tiers à l'entrée dans un pays ou territoire est, compte tenu de l'application ~~des dispositions~~ de [l'article 184, paragraphe 1], de nature à provoquer des détournements de trafic au détriment d'un des États membres, celui-ci peut demander à la Commission de proposer aux autres États membres **de prendre les mesures dispositions** nécessaires pour remédier à cette situation.

Clause 134 (ex-article 186)¹¹⁶

• **Option A - Passage sous le régime de l'article 187 TCE**

Sous réserve des dispositions qui régissent la santé publique, la sécurité publique et l'ordre public, la liberté de circulation des travailleurs des pays et territoires dans les États membres et des travailleurs des États membres dans les pays et territoires ~~sera réglée par des conventions ultérieures qui requièrent l'unanimité des États membres~~ **est régie par des mesures adoptées conformément à l'article 187.**

Option B - Alignement du traitement des travailleurs sur celui prévu par l'article 183(5) TCE pour les indépendants

Sous réserve des dispositions qui régissent la santé publique, la sécurité publique et l'ordre public, la liberté de circulation des travailleurs des pays et territoires dans les États membres et des travailleurs des États membres dans les pays et territoires ~~sera réglée par des conventions ultérieures qui requièrent l'unanimité des États membres~~ **est régie conformément aux dispositions et par application des procédures prévues au [chapitre] relatif à la libre circulation des travailleurs et sur une base non discriminatoire, sous réserve des mesures particulières adoptées en vertu de [l'article 187].**

Clause 135 (ex-article 187)

Le Conseil, ~~statuant à l'unanimité, établit~~ **de sa propre initiative/sans proposition de la Commission¹¹⁷, adopte à l'unanimité**, à partir des réalisations acquises dans le cadre de l'association entre les pays et territoires et ~~la Communauté~~ **l'Union** et sur la base des principes inscrits ~~dans le présent traité.~~¹¹⁸, ~~les dispositions-mesures¹¹⁹ relatives aux modalités et à la~~ **procédure de l'association entre les pays et territoires et la Communauté l'Union.**

Clause 136 (ex-article 188)

~~Les dispositions des articles 182 à 187 sont applicables au Groenland sous réserve des dispositions spécifiques pour le Groenland figurant dans le protocole sur le régime particulier applicable au Groenland, annexé au présent traité.~~

¹¹⁶ Textes alternatifs suggérés pour donner suite au mandat complémentaire du 2 avril 2003 (suppression de l'instrument de la convention entre États membres).

¹¹⁷ Les experts du Service juridique du Conseil considèrent qu'ici la formule "*sans proposition de la Commission*" devrait être retenue (voir explication au point 9 des considérations générales en début de ce rapport). En tout état de cause, on notera qu'en pratique le Conseil agit en général sur proposition de la Commission. La Convention estimera peut être utile d'examiner si, s'agissant de domaines communautaires et compte tenu de la pratique, les mesures ne devraient pas être adoptées sur proposition de la Commission.

¹¹⁸ Voir footnote ad l'article 182, alinéa 3, CE, ci-dessus.

¹¹⁹ Le mandat complémentaire du 29 avril 2003 ne détermine pas les actes juridiques à utiliser dans ce paragraphe.

B. L'ACTION EXTÉRIEURE

**Ce titre n'est pas reproduit, conformément au mandat complémentaire
du 29 avril 2003.¹²⁰**

C. DÉFENSE¹²¹

**Ce titre n'est pas reproduit, conformément au mandat complémentaire
du 29 avril 2003.¹²²**

D. LE FONCTIONNEMENT DE L'UNION

**Ce titre n'est pas reproduit, conformément au mandat complémentaire
du 29 avril 2003.**

¹²⁰ Dans les dispositions qui reprendront le titre V du traité UE (Dispositions concernant une politique étrangère et de sécurité commune), il conviendrait de prévoir une formulation spécifique pour tenir compte de l'instauration de la règle générale du vote à la majorité qualifiée prévue dans le projet d'article "Conseil des Ministres" (article 17(3) CONV 691/03) et de celle de l'adoption des actes sur proposition de la Commission, si la Convention ne souhaite pas que ces règles s'appliquent automatiquement aux actes adoptés dans le cadre de cette politique.

¹²¹ Ce titre a été laissé vide pour les raisons indiquées à la footnote ad chapitre B.IV (politique étrangère et de sécurité commune).

¹²² Voir footnote ad l'action extérieure.

VOLUME II

AVANT-PROJET DE TRAITÉ CONSTITUTIONNEL

Suggestions d'adaptations techniques des dispositions des traités CE et UE

suite aux mandats complémentaires du 2 et du 29 avril 2003

* * *

Ce volume doit être lu à la lumière de la note de couverture du volume I.

Partie A

Dispositions du traité instituant la Communauté européenne

Table des matières

	page
Première partie Les principes	108
Deuxième partie La citoyenneté de l'Union	114
Troisième partie Les politiques de la Communauté l'Union	117
TITRE I La libre circulation des marchandises	117
Chapitre 1 L'union douanière	118
Chapitre 2 L'interdiction des restrictions quantitatives entre États membres	119
TITRE II L'agriculture et la pêche	120
TITRE III La libre circulation des personnes, des services et des capitaux	123
Chapitre 1 Les travailleurs	123
Chapitre 2 Le droit d'établissement	125
Chapitre 3 Les services	128
Chapitre 4 Les capitaux et les paiements	131
TITRE IV Visas, asile, immigration et autres politiques liées à la libre circulation des personnes (<i>non reproduit</i>)	133
TITRE V Les transports	133
TITRE VI Les règles communes sur la concurrence, la fiscalité et le rapprochement des législations	137

Chapitre 1	Les règles de concurrence	137
Section 1	Les règles applicables aux entreprises	137
Section 2	Les aides accordées par les États membres	140
Chapitre 2	Dispositions fiscales	142
Chapitre 3	Le rapprochement des législations	143
TITRE VII	La politique économique et monétaire (<i>non reproduit</i>)	145
TITRE VIII	L'emploi	145
TITRE IX	La politique commerciale commune (<i>non reproduit</i>)	148
TITRE X	La coopération douanière	148
TITRE XI	Politique sociale, éducation, formation professionnelle et jeunesse	148
Chapitre 1	Dispositions sociales	148
Chapitre 2	Le Fonds social européen	154
Chapitre 3	Éducation, formation professionnelle et jeunesse	154
TITRE XII	Culture	156
TITRE XIII	Santé publique	157
TITRE XIV	Protection des consommateurs	158
TITRE XV	Réseaux transeuropéens	159

TITRE XVI	Industrie	160
TITRE XVII	Cohésion économique et sociale	161
TITRE XVIII	Recherche et développement technologique	163
TITRE XIX	Environnement	167
TITRE XX	Coopération au développement <i>(non reproduit)</i>	169
TITRE XXI	Coopération économique, financière et technique avec les pays tiers <i>(non reproduit)</i>	169
Quatrième partie	L'association des pays et territoires d'outre-mer	170
Cinquième partie	Les institutions de la Communauté l'Union <i>(non reproduit)</i>	173
Sixième partie	Dispositions générales et finales <i>(non reproduit)</i>	173

* * *

PREMIERE PARTIE

LES PRINCIPES

Article premier¹

~~Par le présent traité, les HAUTES PARTIES CONTRACTANTES instituent entre Elles une COMMUNAUTE EUROPÉENNE.~~

Article 2

~~La Communauté a pour mission, par l'établissement d'un marché commun, d'une Union économique et monétaire et par la mise en œuvre des politiques ou des actions communes visées aux articles 3 et 4, de promouvoir dans l'ensemble de la Communauté un développement harmonieux, équilibré et durable des activités économiques, un niveau d'emploi et de protection sociale élevé, l'égalité entre les hommes et les femmes, une croissance durable et non inflationniste, un haut degré de compétitivité et de convergence des performances économiques, un niveau élevé de protection et d'amélioration de la qualité de l'environnement, le relèvement du niveau et de la qualité de vie, la cohésion économique et sociale et la solidarité entre les États membres.~~

Article 3

~~1. Aux fins énoncées à l'article 2, l'action de la Communauté comporte, dans les conditions et selon les rythmes prévus par le présent traité:~~

- ~~a) l'interdiction, entre les États membres, des droits de douane et des restrictions quantitatives à l'entrée et à la sortie des marchandises, ainsi que de toutes autres mesures d'effet équivalent,~~
- ~~b) une politique commerciale commune,~~
- ~~c) un marché intérieur caractérisé par l'abolition, entre les États membres, des obstacles à la libre circulation des marchandises, des personnes, des services et des capitaux,~~
- ~~d) des mesures relatives à l'entrée et à la circulation des personnes conformément au titre IV,~~
- ~~e) une politique commune dans les domaines de l'agriculture et de la pêche,~~
- ~~f) une politique commune dans le domaine des transports,~~
- ~~g) un régime assurant que la concurrence n'est pas faussée dans le marché intérieur,~~

¹ Les articles 1, 2 et 3(1) sont supprimés et remplacés par des projets d'article (établissement, valeurs et objectifs de l'Union) de la partie I (articles 1, 2 et 3 CONV 528/03).

- h) — ~~le rapprochement des législations nationales dans la mesure nécessaire au fonctionnement du marché commun,~~
- i) — ~~la promotion d'une coordination entre les politiques de l'emploi des États membres en vue de renforcer leur efficacité par l'élaboration d'une stratégie coordonnée pour l'emploi;~~
- j) — ~~une politique dans le domaine social comprenant un Fonds social européen,~~
- k) — ~~le renforcement de la cohésion économique et sociale,~~
- l) — ~~une politique dans le domaine de l'environnement,~~
- m) — ~~le renforcement de la compétitivité de l'industrie de la Communauté,~~
- n) — ~~la promotion de la recherche et du développement technologique,~~
- o) — ~~l'encouragement à l'établissement et au développement de réseaux transeuropéens,~~
- p) — ~~une contribution à la réalisation d'un niveau élevé de protection de la santé,~~
- q) — ~~une contribution à une éducation et à une formation de qualité ainsi qu'à l'épanouissement des cultures des États membres,~~
- r) — ~~une politique dans le domaine de la coopération au développement,~~
- s) — ~~l'association des pays et territoires d'outre-mer, en vue d'accroître les échanges et de poursuivre en commun l'effort de développement économique et social,~~
- t) — ~~une contribution au renforcement de la protection des consommateurs,~~
- u) — ~~des mesures dans les domaines de l'énergie, de la protection civile et du tourisme.~~

2. Pour toutes les actions visées ~~au présent article~~ **par la présente Partie**, la Communauté **l'Union** cherche à éliminer les inégalités, et à promouvoir l'égalité, entre les hommes et les femmes.²

² Ce paragraphe, d'application horizontale pour toutes les politiques, pourrait être regroupé en un seul article avec l'article 6 (environnement), voire même avec les autres dispositions de ce type éparses dans les chapitres, par exemple sous un intitulé "dispositions communes". On notera en outre que la mention de "la présente partie", dans la mesure où celle-ci contiendrait des matières relevant actuellement des deuxième et troisième piliers, élargirait le champ d'application de ce (ou de ces) paragraphe(s) "horizontal(aux)".

Article 4³

1. Aux fins énoncées à l'article 2, l'action des États membres et de ~~la Communauté l'Union~~ comporte, dans les conditions et selon les rythmes prévus par ~~le présent traité la Constitution~~, l'instauration d'une politique économique fondée sur l'étroite coordination des politiques économiques des États membres, sur le marché intérieur et sur la définition d'objectifs communs, et conduite conformément au respect du principe d'une économie de marché ouverte où la concurrence est libre.
2. Parallèlement, dans les conditions et selon les rythmes et les procédures **prévues** par ~~le présent traité la Constitution~~, cette action comporte ~~la fixation irrévocable des taux de change conduisant à l'instauration d'une monnaie unique, l'Écu l'euro~~, ainsi que la définition et la conduite d'une politique monétaire et d'une politique de change uniques dont l'objectif principal est de maintenir la stabilité des prix et, sans préjudice de cet objectif, de soutenir les politiques économiques générales dans ~~la Communauté l'Union~~, conformément au principe d'une économie de marché ouverte où la concurrence est libre.
3. Cette action des États membres et de ~~la Communauté l'Union~~ implique le respect des principes directeurs suivants: prix stables, finances publiques et conditions monétaires saines et balance des paiements stable.

Article 5⁴

~~La Communauté agit dans les limites des compétences qui lui sont conférées et des objectifs qui lui sont assignés par le présent traité.~~

~~Dans les domaines qui ne relèvent pas de sa compétence exclusive, la Communauté n'intervient, conformément au principe de subsidiarité, que si et dans la mesure où les objectifs de l'action envisagée ne peuvent pas être réalisés de manière suffisante par les États membres et peuvent donc, en raison des dimensions ou des effets de l'action envisagée, être mieux réalisés au niveau communautaire.~~

~~L'action de la Communauté n'excède pas ce qui est nécessaire pour atteindre les objectifs du présent traité.~~

Article 6⁵

Les exigences de la protection de l'environnement doivent être intégrées dans la définition et la mise en œuvre des politiques et actions de ~~la Communauté l'Union~~ visées à l'article 3 **par la présente Partie**, en particulier afin de promouvoir le développement durable.

³ Cet article sera transféré au début du titre sur la politique économique et monétaire.

⁴ L'article 5 est supprimé et remplacé par le projet d'article "principes fondamentaux" de la partie I (article 8 CONV 528/03).

⁵ Cet article, d'application horizontale pour toutes les politiques, pourrait être regroupé en un seul article avec d'autres du même type (cf. footnote ad article 3(2)). Même remarque que dans ladite footnote concernant l'usage des termes "la présente partie".

Article 7⁶

1. La réalisation des tâches confiées à la Communauté est assurée par:

- un PARLEMENT EUROPÉEN,*
- un CONSEIL,*
- une COMMISSION,*
- une COUR DE JUSTICE,*
- une COUR DES COMPTES.*

Chaque institution agit dans les limites des attributions qui lui sont conférées par le présent traité.

2. Le Conseil et la Commission sont assistés d'un Comité économique et social et d'un Comité des régions exerçant des fonctions consultatives.

Article 8⁷

Il est institué, selon les procédures prévues par le présent traité, un Système européen de banques centrales, ci-après dénommé «SEBC», et une Banque centrale européenne, ci-après dénommée «BCE»; ils agissent dans les limites des pouvoirs qui leur sont conférés par le présent traité et les statuts du SEBC et de la BCE, ci-après dénommés «statuts du SEBC», qui lui sont annexés.

Article 9

Il est institué une Banque européenne d'investissement qui agit dans les limites des attributions qui lui sont conférées par le présent traité et les statuts qui lui sont annexés.

Article 10

Les États membres prennent toutes mesures générales ou particulières propres à assurer l'exécution des obligations découlant du présent traité ou résultant des actes des institutions de la Communauté. Ils facilitent à celle-ci l'accomplissement de sa mission.

Ils s'abstiennent de toutes mesures susceptibles de mettre en péril la réalisation des buts du présent traité.

⁶ Les articles 7 à 11A sont ou seront couverts par la partie I.

⁷ Lorsqu'il sera rédigé dans la partie I de la Constitution, cet article ne contiendra pas d'abréviations ("BCE" et "SEBC") mais la dénomination complète des organes concernés ("Banque centrale européenne" et "Système européen de banques centrales"). En outre, lors du toilettage final des textes il conviendra d'inclure ici une référence au fait que le statut du SEBC est contenu dans le protocole sur les statuts du SEBC et de la BCE, ce qui permettra de supprimer cette précision à l'article 107 paragraphe 4.

Article 11

1. Les États membres qui se proposent d'instaurer entre eux une coopération renforcée dans l'un des domaines visés par le présent traité adressent une demande à la Commission, qui peut soumettre au Conseil une proposition en ce sens. Si elle ne soumet pas de proposition, la Commission en communique les raisons aux États membres concernés.

2. L'autorisation de procéder à une coopération renforcée visée au paragraphe 1 est accordée, dans le respect des articles 43 à 45 du traité sur l'Union européenne, par le Conseil, statuant à la majorité qualifiée sur proposition de la Commission et après consultation du Parlement européen. Lorsque la coopération renforcée vise un domaine qui relève de la procédure visée à l'article 251 du présent traité, l'avis conforme du Parlement européen est requis.

Un membre du Conseil peut demander que le Conseil européen soit saisi. Après cette évocation, le Conseil peut statuer conformément au premier alinéa du présent paragraphe.

3. Les actes et décisions nécessaires à la mise en œuvre des actions de coopération renforcée sont soumis à toutes les dispositions pertinentes du présent traité, sauf dispositions contraires du présent article et des articles 43 à 45 du traité sur l'Union européenne.

Article 11 A

Tout État membre qui souhaite participer à une coopération renforcée instaurée en vertu de l'article 11 notifie son intention au Conseil et à la Commission, qui transmet un avis au Conseil dans un délai de trois mois à compter de la date de la réception de la notification. Dans un délai de quatre mois à compter de la date de réception de la notification, la Commission statue à son sujet, ainsi que sur d'éventuelles dispositions particulières qu'elle peut juger nécessaires.

Article 12

~~Dans le domaine d'application du présent traité, et sans préjudice des dispositions particulières qu'il prévoit, est interdite toute discrimination exercée en raison de la nationalité.~~

Le Conseil, statuant conformément à la procédure visée à l'article 251, peut prendre toute réglementation en vue de **La loi ou la loi-cadre européenne règle l'interdiction de ces des discriminations en raison de la nationalité telle que visée à [l'article (...)]⁸.**

Article 13

1. Sans préjudice des autres dispositions ~~du présent traité~~ **de la Constitution** et dans les limites des compétences que ~~eelui-ci~~ **celle-ci** confère à ~~la Communauté l'Union, le Conseil, statuant à l'unanimité sur proposition de la Commission et après consultation du Parlement européen, peut prendre une loi ou une loi-cadre européenne~~ **du Conseil peut établir** les mesures nécessaires ~~pour en vue de~~ combattre toute discrimination fondée sur le sexe, la race ou l'origine ethnique, la religion ou les convictions, un handicap, l'âge ou l'orientation sexuelle. **Le Conseil statue à l'unanimité après consultation du Parlement européen.**

⁸ Insérer référence au projet d'article "non-discrimination en raison de la nationalité" de la partie I (article 6 CONV 528/03).

2. Par dérogation au paragraphe 1, ~~lorsque le Conseil adopte des la loi ou la loi-cadre européenne établit des~~ mesures d'encouragement ~~communautaires de l'Union, à l'exclusion de toute harmonisation des dispositions législatives et réglementaires des États membres,~~ pour appuyer les actions des États membres prises en vue de contribuer à la réalisation des objectifs visés au paragraphe 1, à l'exclusion de toute harmonisation des dispositions législatives et réglementaires des États membres., ~~il statue conformément à la procédure visée à l'article 251.~~

Article 14⁹

1. ~~La Communauté arrête~~ **L'Union adopte** les mesures destinées à établir ~~progressivement~~ le marché intérieur ~~au cours d'une période expirant le 31 décembre 1992, conformément aux dispositions du~~ **au présent article, des aux** [articles 15 et 26], ~~de à~~ [l'article 47, paragraphe 2,] ~~et des~~ **aux** [articles 49, 80, 93 et 95] et sans préjudice des autres dispositions ~~du présent traité de la Constitution.~~

2. Le marché intérieur comporte un espace sans frontières intérieures dans lequel la libre circulation des marchandises, des personnes, des services et des capitaux est assurée selon les dispositions ~~du présent traité de la Constitution.~~

3. Le Conseil, ~~statuant à la majorité qualifiée~~ sur proposition de la Commission, **définit adopte les règlements ou décisions européens¹⁰ qui définissent** les orientations et conditions nécessaires pour assurer un progrès équilibré dans l'ensemble des secteurs concernés.¹¹

Article 15¹²

Lors de la formulation de ses propositions en vue de la réalisation des objectifs énoncés à [l'article 14], la Commission tient compte de l'ampleur de l'effort que certaines économies présentant des différences de développement devront supporter ~~au cours de la période d'~~ **pour** l'établissement du marché intérieur et elle peut proposer les ~~dispositions~~ **mesures** appropriées.

Si ces ~~dispositions~~ **mesures** prennent la forme de dérogations, elles doivent avoir un caractère temporaire et apporter le moins de perturbations possible au fonctionnement du marché ~~commun~~ **intérieur.**

⁹ Les articles 14 et 15 seront transférés au début d'un nouveau titre ou chapitre "marché intérieur".

¹⁰ Actes non législatifs, conformément au mandat complémentaire du 29 avril 2003. Vu le champ de ce paragraphe, il est suggéré de considérer s'il ne conviendrait pas de prévoir plutôt des actes législatifs.

¹¹ Il semble que ce paragraphe n'ait jamais été utilisé. Faudrait-il le supprimer ?

¹² La référence à la période d'établissement du marché intérieur a été supprimée. Cependant, la suppression de cette référence pourrait entraîner ici une pérennisation des possibilités de dérogations prévues à l'article 15 et qui ne pouvaient s'appliquer que pendant la période en question.

Article 16

Sans préjudice des [articles 73, 86 et 87], et eu égard à la place qu'occupent les services d'intérêt économique général ~~parmi les valeurs communes de l'Union~~ **en tant que services auxquels tous dans l'Union attribuent une valeur**¹³ ainsi qu'au rôle qu'ils jouent dans la promotion de sa cohésion sociale et territoriale ~~de l'Union, la Communauté l'Union~~ et ses États membres, chacun dans les limites de leurs compétences respectives et dans les limites du champ d'application ~~du présent traité de la Constitution~~, veillent à ce que ces services fonctionnent sur la base de principes et dans des conditions qui leur permettent d'accomplir leurs missions.

DEUXIÈME PARTIE

LA CITOYENNETÉ DE L'UNION

Article 17¹⁴

~~1. — Il est institué une citoyenneté de l'Union. Est citoyen de l'Union toute personne ayant la nationalité d'un État membre. La citoyenneté de l'Union complète la citoyenneté nationale et ne la remplace pas.~~

~~2. — Les citoyens de l'Union jouissent des droits et sont soumis aux devoirs prévus par le présent traité.~~

Article 18

~~1. — Tout citoyen de l'Union a le droit de circuler et de séjourner librement sur le territoire des États membres, sous réserve des limitations et conditions prévues par le présent traité et par les dispositions prises pour son application.~~¹⁵

2. Si une action de ~~la Communauté l'Union~~ apparaît nécessaire pour atteindre ~~et l'objectif, visé à l'article (...)]~~¹⁶, **du droit de libre circulation et de libre séjour pour tout citoyen de l'Union**, et sauf si ~~le présent traité la Constitution~~ a prévu des pouvoirs d'action à cet effet, ~~le Conseil peut arrêter des dispositions la loi ou la loi-cadre européenne peut~~ visant à faciliter l'exercice des droits visés au paragraphe 1 **de ce droit**. ~~Il statue conformément à la procédure visée à l'article 251.~~

¹³ Formule prévue par le mandat complémentaire du 2 avril 2003.

¹⁴ L'article 17 est supprimé et remplacé par le projet d'article "citoyenneté" de la partie I (article 7(1) CONV 528/03).

¹⁵ L'article 18(1) est supprimé et remplacé par le projet d'article "citoyenneté" de la partie I (article 7(2), 1er tiret CONV 528/03).

¹⁶ Insérer référence au projet d'article "citoyenneté" de la partie I (article 7(2), 1er tiret CONV 528/03).

3. Le [paragraphe 2] ne s'applique pas aux ~~dispositions~~ **mesures** concernant les passeports, les cartes d'identité, les titres de séjour ou tout autre document assimilé, ni aux dispositions concernant la sécurité sociale ou la protection sociale.¹⁷

Article 19¹⁸

1. — ~~Tout citoyen de l'Union résidant dans un État membre dont il n'est pas ressortissant a le droit de vote et d'éligibilité aux élections municipales dans l'État membre où il réside, dans les mêmes conditions que les ressortissants de cet État. Ce droit¹⁹ sera exercé sous réserve des modalités arrêtées par le Conseil, statuant à l'unanimité sur proposition de la Commission et après consultation du Parlement européen; ces modalités peuvent prévoir des dispositions dérogatoires lorsque des problèmes spécifiques à un État membre le justifient.~~

2. — ~~Sans préjudice des dispositions de [l'article 190, paragraphe 4], et des dispositions prises pour son application, tout citoyen de l'Union résidant dans un État membre dont il n'est pas ressortissant a le droit de vote et d'éligibilité aux élections au Parlement européen dans l'État membre où il réside, dans les mêmes conditions que les ressortissants de cet État. Ce droit sera exercé sous réserve des modalités, arrêtées par le Conseil, statuant à l'unanimité sur proposition de la Commission et après consultation du Parlement européen; Une loi ou une loi-cadre européenne du Conseil établit les modalités d'exercice du droit, visé à [l'article (...)]²⁰, pour tout citoyen de l'Union de vote et d'éligibilité aux élections municipales et aux élections au Parlement européen dans l'État membre où il réside. Le Conseil statue à l'unanimité après consultation du Parlement européen. Ces modalités peuvent prévoir des dispositions dérogatoires lorsque des problèmes spécifiques à un État membre le justifient.~~

Les droit de vote et d'éligibilité aux élections au Parlement européen s'exerce sans préjudice de [l'article 190, paragraphe 4,] et des mesures adoptées pour son application.

¹⁷ Il est suggéré d'élucider si ce paragraphe vise à exclure toute compétence au titre de cet article dans les domaines énumérés ou s'il s'agissait d'exclure la codécision ou la seule majorité qualifiée au Conseil. Dans le deuxième cas, il conviendrait que la Convention examine l'opportunité d'introduire une base juridique spécifique pour les mesures visées au paragraphe 3.

¹⁸ Texte fusionnant les paragraphes 1 et 2 et conservant une référence à l'article 190(4), lequel vise la procédure électorale uniforme pour les membres du Parlement européen, qui sera couverte par la partie I. Cette disposition vise le droit (de vote/éligibilité aux élections européennes) et non pas la procédure pour adopter les dispositions pour l'exercice de ce droit (prévue ici). Or, le projet d'article "citoyenneté" de la partie I (article 7(2), 2ème tiret CONV 528/03), qui contient ce droit, ne se réfère plus à l'article 190. Comme proposé ici, il convient donc de faire de la référence à l'article 190 une phrase séparée spécifiant qu'elle ne s'applique qu'au droit de vote et d'éligibilité.

¹⁹ La première phrase des paragraphes 1 et 2 de l'article 19 est supprimée et remplacée par le projet d'article "citoyenneté" de la partie I (article 7(2), 2ème tiret CONV 528/03).

²⁰ Insérer référence à l'article "droit de vote/éligibilité élections municipales et PE" de la partie I (article 7(2) CONV 528/03).

Article 20²¹

~~Tout citoyen de l'Union bénéficie, sur le territoire d'un pays tiers où l'État membre dont il est ressortissant n'est pas représenté, de la protection de la part des autorités diplomatiques et consulaires de tout État membre, dans les mêmes conditions que les nationaux de cet État. Les États membres établissent entre eux les règles~~ **prennent les dispositions** nécessaires et ~~engagent les négociations internationales requises en vue pour~~ **d'assurer cette la protection diplomatique et consulaire des citoyens de l'Union dans les Etats tiers, telle que visée à [l'article (...)].**²²

La/une loi ou la/une loi-cadre [...la Convention déterminera si l'acte devrait être adopté en codécision ou par le Conseil seul et selon quelle règle de vote...] peut établir les mesures nécessaires pour faciliter cette protection.

Article 21²³

~~Tout citoyen de l'Union a le droit de pétition devant le Parlement européen conformément aux dispositions de l'article 194.~~

~~Tout citoyen de l'Union peut s'adresser au médiateur institué conformément aux dispositions de l'article 195.~~

Les langues dans lesquelles tout citoyen de l'Union peut écrire à toute aux institutions ou organes en vertu de [l'article (...)]²⁴, et recevoir une réponse dans la même langue, sont celles énumérées à [l'article 314] visé au présent article ou à l'article 7 dans l'une des langues visées à l'article 314 et recevoir une réponse rédigée dans la même langue. Les institutions et organes visés par le présent article sont ceux énumérés à [l'article ...], ainsi que le médiateur.²⁵

Article 22

La Commission fait rapport au Parlement européen, au Conseil et au Comité économique et social tous les trois ans sur l'application des dispositions de [l'article (...)]²⁶ et de la [présente partie]. Ce rapport tient compte du développement de l'Union.

²¹ La première phrase de l'article 20 est supprimée et remplacée par le projet d'article "citoyenneté" de la partie I (article 7(2), 3ème tiret CONV 528/03). Texte suggéré pour donner suite au mandat complémentaire du 2 avril 2003 (suppression de l'instrument de la convention entre Etats membres).

²² Insérer référence au projet d'article "citoyenneté" de la partie I (article 7(2), 3ème tiret CONV 528/03).

²³ Les deux premiers alinéas qui ne sont pas opérationnels et ne font que renvoyer aux articles 194 et 195 doivent être supprimés dès lors que le droit qu'ils prévoient est énoncé au projet d'article "citoyenneté" de la partie I (article 7(2), dernier tiret CONV 528/03).

²⁴ Insérer référence au projet d'article "citoyenneté" de la partie I (article 7(2), dernier tiret CONV 528/03).

²⁵ Insérer référence au projet d'article de la partie I qui contiendra le liste des institutions et des deux organes consultatifs (Comité économique et social et Comité des régions).

²⁶ Insérer référence au projet d'article "citoyenneté" de la partie I (article 7(2) CONV 528/03).

Sur cette base, et sans préjudice des autres dispositions ~~du présent traité de la Constitution~~, le Conseil, ~~statuant à l'unanimité sur proposition de la Commission et après consultation du Parlement européen, peut arrêter des dispositions~~ **une loi ou une loi-cadre européenne du Conseil complète** ~~tendant à compléter les droits prévus à la présente partie [l'article (...)]²⁷~~, ~~dispositions loi ou loi-cadre~~ dont il recommandera l'adoption par les États membres conformément à leurs règles constitutionnelles respectives. **Le Conseil statue à l'unanimité après approbation du Parlement européen**²⁸.

TROISIÈME PARTIE

LES POLITIQUES DE LA COMMUNAUTÉ L'UNION

TITRE I

LA LIBRE CIRCULATION DES MARCHANDISES

Article 23

1. ~~La Communauté L'Union est fondée sur~~ **comprend** une union douanière qui s'étend à l'ensemble des échanges de marchandises et qui comporte l'interdiction, entre les États membres, des droits de douane à l'importation et à l'exportation et de toutes taxes d'effet équivalent, ainsi que l'adoption d'un tarif douanier commun dans leurs relations avec les pays tiers.
2. ~~Les dispositions de [L'article 25] et du [le chapitre 2] du [présent titre]~~ s'appliquent aux produits qui sont originaires des États membres, ainsi qu'aux produits en provenance de pays tiers qui se trouvent en libre pratique dans les États membres.

Article 24

Sont considérés comme étant en libre pratique dans un État membre les produits en provenance de pays tiers pour lesquels les formalités d'importation ont été accomplies et les droits de douane et taxes d'effet équivalent exigibles ont été perçus dans cet État membre, et qui n'ont pas bénéficié d'une ristourne totale ou partielle de ces droits et taxes.

²⁷ Insérer référence au projet d'article "citoyenneté" de la partie I (article 7(2) CONV 528/03).

²⁸ Remplacement de la consultation par l'approbation du Parlement, conformément au mandat complémentaire du 29 avril 2003.

CHAPITRE 1

L'UNION DOUANIÈRE

Article 25

Les droits de douane à l'importation et à l'exportation ou taxes d'effet équivalent sont interdits entre les États membres. Cette interdiction s'applique également aux droits de douane à caractère fiscal.

Article 26

~~Les droits du tarif douanier commun sont fixés par le Conseil statuant à la majorité qualifiée, sur proposition de la Commission.~~ **Le Conseil, sur proposition de la Commission, adopte les règlements ou décisions européens qui fixent les droits du tarif douanier commun.**²⁹

Article 27

Dans l'exercice des missions qui lui sont confiées au titre du [présent chapitre], la Commission s'inspire:

- a) de la nécessité de promouvoir les échanges commerciaux entre les États membres et les pays tiers,
- b) de l'évolution des conditions de concurrence à l'intérieur de ~~la Communauté~~ **l'Union**, dans la mesure où cette évolution aura pour effet d'accroître la force compétitive des entreprises,
- c) des nécessités d'approvisionnement de ~~la Communauté~~ **l'Union** en matières premières et demi-produits, tout en veillant à ne pas fausser entre les États membres les conditions de concurrence sur les produits finis,
- d) de la nécessité d'éviter des troubles sérieux dans la vie économique des États membres et d'assurer un développement rationnel de la production et une expansion de la consommation dans ~~la Communauté~~ **l'Union**.

²⁹ Actes non législatifs, conformément au mandat complémentaire du 29 avril 2003.

CHAPITRE 2

L'INTERDICTION DES RESTRICTIONS QUANTITATIVES ENTRE LES ÉTATS MEMBRES

Article 28³⁰

Les restrictions quantitatives **tant** à l'importation **qu'à l'exportation** ainsi que toutes mesures d'effet équivalent, sont interdites entre les États membres.

~~Article 29~~

~~Les restrictions quantitatives à l'exportation, ainsi que toutes mesures d'effet équivalent, sont interdites entre les États membres.~~

Article 30

~~Les dispositions des [L'articles 28] et 29 ne font fait~~ pas obstacle aux interdictions ou restrictions d'importation, d'exportation ou de transit, justifiées par des raisons de moralité publique, d'ordre public, de sécurité publique, de protection de la santé et de la vie des personnes et des animaux ou de préservation des végétaux, de protection des trésors nationaux ayant une valeur artistique, historique ou archéologique ou de protection de la propriété industrielle et commerciale. Toutefois, ces interdictions ou restrictions ne doivent constituer ni un moyen de discrimination arbitraire ni une restriction déguisée dans le commerce entre les États membres.

Article 31

1. Les États membres aménagent les monopoles nationaux présentant un caractère commercial, de telle façon que soit assurée, dans les conditions d'approvisionnement et de débouchés, l'exclusion de toute discrimination entre les ressortissants des États membres.

~~Les dispositions du~~ présent article s'appliquent à tout organisme par lequel un État membre, de jure ou de facto, contrôle, dirige ou influence sensiblement, directement ou indirectement, les importations ou les exportations entre les États membres. ~~Ces dispositions II~~ s'appliquent également aux monopoles d'État délégués.

2. Les États membres s'abstiennent de toute mesure nouvelle contraire aux principes énoncés au [paragraphe 1] ou qui restreint la portée des articles relatifs à l'interdiction des droits de douane et des restrictions quantitatives entre les États membres.

3. Dans le cas d'un monopole à caractère commercial comportant une réglementation destinée à faciliter l'écoulement ou la valorisation de produits agricoles, il convient d'assurer, dans l'application ~~des règles~~ du présent article, des garanties équivalentes pour l'emploi et le niveau de vie des producteurs intéressés.

³⁰ Il est suggéré de fusionner cet article avec l'article 29.

TITRE II

L'AGRICULTURE ET LA PÊCHE

Article 31bis³¹

L'Union met en oeuvre une politique commune de l'agriculture et de la pêche.

Par produits agricoles, on entend les produits du sol, de l'élevage et de la pêche, ainsi que les produits de première transformation qui sont en rapport direct avec ces produits. Les références à la politique agricole commune ou à l'agriculture et l'utilisation du terme "agricole" s'entendent comme visant aussi la pêche.

Article 32

1. Le marché ~~commun~~ **intérieur** s'étend à l'agriculture et au commerce des produits agricoles. ~~Par produits agricoles, on entend les produits du sol, de l'élevage et de la pêche, ainsi que les produits de première transformation qui sont en rapport direct avec ces produits.~~
2. Sauf dispositions contraires des [articles 33 à 38] ~~inclus~~, les règles prévues pour l'établissement du marché ~~commun~~ **intérieur** sont applicables aux produits agricoles.
3. Les produits **énumérés à [l'annexe I]** ~~qui sont soumis aux dispositions des [articles 33 à 38] inclus sont énumérés à la liste qui fait l'objet de l'annexe I du présent traité³².~~
4. Le fonctionnement et le développement du marché ~~commun~~ **intérieur** pour les produits agricoles doivent s'accompagner de l'établissement d'une politique agricole commune.

Article 33

1. La politique agricole commune a pour but:
 - a) d'accroître la productivité de l'agriculture en développant le progrès technique, en assurant le développement rationnel de la production agricole ainsi qu'un emploi optimum des facteurs de production, notamment de la main-d'œuvre,
 - b) d'assurer ainsi un niveau de vie équitable à la population agricole, notamment par le relèvement du revenu individuel de ceux qui travaillent dans l'agriculture,
 - c) de stabiliser les marchés,

³¹ Texte suggéré pour donner suite au mandat complémentaire du 2 avril 2003 (adaptation du texte suite à l'insertion de la pêche dans l'intitulé du titre). L'opportunité de prévoir la dernière phrase devrait faire l'objet d'une vérification technique complémentaire.

³² Il est suggéré de supprimer ces formulations superflues, la référence à l'annexe ne pouvant se référer qu'à la Constitution.

- d) de garantir la sécurité des approvisionnements,
 - e) d'assurer des prix raisonnables dans les livraisons aux consommateurs.
2. Dans l'élaboration de la politique agricole commune et des méthodes spéciales qu'elle peut impliquer, il sera tenu compte:
- a) du caractère particulier de l'activité agricole, découlant de la structure sociale de l'agriculture et des disparités structurelles et naturelles entre les diverses régions agricoles,
 - b) de la nécessité d'opérer graduellement les ajustements opportuns,
 - c) du fait que, dans les États membres, l'agriculture constitue un secteur intimement lié à l'ensemble de l'économie.

Article 34

1. En vue d'atteindre les objectifs prévus à [l'article 33], il est établi une organisation commune des marchés agricoles.

Suivant les produits, cette organisation prend l'une des formes ci-après:

- a) des règles communes en matière de concurrence,
 - b) une coordination obligatoire des diverses organisations nationales de marché,
 - c) une organisation européenne du marché.
2. L'organisation commune sous une des formes prévues au paragraphe 1 peut comporter toutes les mesures nécessaires pour atteindre les objectifs définis à [l'article 33], notamment des réglementations des prix, des subventions tant à la production qu'à la commercialisation des différents produits, des systèmes de stockage et de report, des mécanismes communs de stabilisation à l'importation ou à l'exportation.

Elle doit se limiter à poursuivre les objectifs énoncés à [l'article 33] et doit exclure toute discrimination entre producteurs ou consommateurs de la Communauté l'Union.

Une politique commune éventuelle des prix doit être fondée sur des critères communs et sur des méthodes de calcul uniformes.

3. Afin de permettre à l'organisation commune visée au paragraphe 1 d'atteindre ses objectifs, il peut être créé un ou plusieurs fonds d'orientation et de garantie agricole.

Article 35

Pour permettre d'atteindre les objectifs définis à [l'article 33], il peut notamment être prévu dans le cadre de la politique agricole commune:

- a) une coordination efficace des efforts entrepris dans les domaines de la formation professionnelle, de la recherche et de la vulgarisation agronomique, pouvant comporter des projets ou institutions financés en commun,
- b) des actions communes pour le développement de la consommation de certains produits.

Article 36³³

~~Les dispositions du~~ Le [chapitre] relatif aux règles de concurrence ~~ne sont~~ **n'est pas** applicables à la production et au commerce des produits agricoles que dans la mesure déterminée par le Conseil dans le cadre des dispositions et conformément à la procédure prévues à [l'article 37, paragraphes 2 et 3,] compte tenu des objectifs énoncés à [l'article 33].

Le Conseil peut notamment **adopter des mesures** autorisant l'octroi d'aides:

- a) pour la protection des exploitations défavorisées par des conditions structurelles ou naturelles,
- b) dans le cadre de programmes de développement économique.

Article 37

~~1. — Afin de dégager les lignes directrices d'une politique agricole commune, la Commission convoque, dès l'entrée en vigueur du traité, une conférence des États membres pour procéder à la confrontation de leurs politiques agricoles, en établissant notamment le bilan de leurs ressources et de leurs besoins.~~

2. La Commission, ~~en tenant compte des travaux de la conférence prévue au paragraphe 1,~~ présente, après consultation du Comité économique et social ~~et dans un délai de deux ans à compter de l'entrée en vigueur du présent traité,~~ des propositions en ce qui concerne l'élaboration et la mise en œuvre de la politique agricole commune, y compris la substitution aux organisations nationales de l'une des formes d'organisation commune prévues à [l'article 34, paragraphe 1,] ainsi que la mise en œuvre des mesures ~~spécialement~~ mentionnées au [présent titre].

Ces propositions ~~doivent tenir~~ **tiennent** compte de l'interdépendance des questions agricoles évoquées au présent titre.

~~Sur proposition de la Commission et après consultation du Parlement européen, le Conseil, statuant à la majorité qualifiée arrête des règlements ou des directives, ou prend [Le Conseil, sur proposition de la Commission, adopte des lois européennes/règlements européens, des lois-cadre européennes, des décisions européennes, sans préjudice et des recommandations qu'il pourrait formuler. Il statue après consultation du Parlement européen.]~~³⁴

³³ Cet article devrait être revu après la détermination par la Convention des aspects législatifs et non législatifs de la politique agricole commune (voir footnote ad article 37).

³⁴ Etant donné qu'il est indiqué dans le mandat complémentaire du 29 avril 2003 qu' "il faudra préciser à un stade ultérieur quels aspects de la politique agricole doivent être considérés législatifs et lesquels doivent être considérés non législatifs", la rédaction de cette base juridique est laissée inchangée par rapport à celle figurant dans le rapport du groupe du 13 mars 2003.

3. L'organisation commune prévue à [l'article 34, paragraphe 1,] peut être substituée aux organisations nationales du marché, dans les conditions prévues au paragraphe 2, ~~par le Conseil, statuant à la majorité qualifiée.~~³⁵

- a) si l'organisation commune offre aux États membres opposés à cette mesure et disposant eux-mêmes d'une organisation nationale pour la production en cause des garanties équivalentes pour l'emploi et le niveau de vie des producteurs intéressés, compte tenu du rythme des adaptations possibles et des spécialisations nécessaires, et
- b) si cette organisation assure aux échanges à l'intérieur de ~~la Communauté~~ **l'Union** des conditions analogues à celles qui existent dans un marché national.

4. S'il est créé une organisation commune pour certaines matières premières, sans qu'il existe encore une organisation commune pour les produits de transformation correspondants, les matières premières en cause utilisées pour les produits de transformation destinés à l'exportation vers les pays tiers peuvent être importées de l'extérieur de ~~la Communauté~~ **l'Union**.

Article 38

Lorsque dans un État membre un produit fait l'objet d'une organisation nationale du marché ou de toute réglementation interne d'effet équivalent affectant dans la concurrence une production similaire dans un autre État membre, une taxe compensatoire à l'entrée est appliquée par les États membres à ce produit en provenance de l'État membre où l'organisation ou la réglementation existe, à moins que cet État n'applique une taxe compensatoire à la sortie.

La Commission fixe le montant de ces taxes dans la mesure nécessaire pour rétablir l'équilibre; elle peut également autoriser le recours à d'autres mesures dont elle définit les conditions et modalités.

TITRE III

LA LIBRE CIRCULATION DES PERSONNES, DES SERVICES ET DES CAPITAUX

CHAPITRE 1

LES TRAVAILLEURS

Article 39

1. ~~La libre circulation des travailleurs est assurée~~ **Les travailleurs ont le droit de circuler librement** à l'intérieur de ~~la Communauté~~ **l'Union**.³⁶

³⁵ Cette mention est superflue puisque la procédure applicable est déjà visée par le renvoi à l'article 37(2).

³⁶ Cette formulation est plus directe, plus claire et ne change rien en substance.

2. ~~Elle implique l'abolition de~~ Toute discrimination, fondée sur la nationalité, entre les travailleurs des États membres, en ce qui concerne l'emploi, la rémunération et les autres conditions de travail **est interdite**.³⁷

3. ~~Elle comporte~~ **Les travailleurs ont**³⁸ le droit, sous réserve des limitations justifiées par des raisons d'ordre public, de sécurité publique et de santé publique:

- a) de répondre à des emplois effectivement offerts,
- b) de se déplacer à cet effet librement sur le territoire des États membres,
- c) de séjourner dans un des États membres afin d'y exercer un emploi conformément aux dispositions législatives, réglementaires et administratives régissant l'emploi des travailleurs nationaux,
- d) de demeurer, dans des conditions qui ~~feront font~~ l'objet de règlements **européens** d'application établis **adoptés** par la Commission, sur le territoire d'un État membre, après y avoir occupé un emploi.

4. Les ~~dispositions du~~ présent article ~~ne sont n'est~~ pas applicables aux emplois dans l'administration publique.

Article 40

~~Le Conseil, statuant conformément à la procédure visée à l'article 251 et après consultation du Comité économique et social, arrête, par voie de directives ou de règlements, les mesures nécessaires en vue de réaliser~~ **La loi ou la loi-cadre européenne établit les mesures nécessaires pour réaliser** la libre circulation des travailleurs, telle qu'elle est définie à [l'article 39]. **Elle est adoptée après consultation du Comité économique et social.**

La loi ou la loi-cadre européenne vise notamment à:

- a) ~~en assurant~~ **assurer** une collaboration étroite entre les administrations nationales du travail,
- b) ~~en éliminant~~ **éliminer**, celles des procédures et pratiques administratives, ainsi que les délais d'accès aux emplois disponibles découlant soit de la législation interne, soit d'accords antérieurement conclus entre les États membres, dont le maintien ferait obstacle à la libération des mouvements des travailleurs,
- c) ~~en éliminant~~ **éliminer** tous les délais et autres restrictions, prévus soit par les législations internes, soit par des accords antérieurement conclus entre les États membres, qui imposent aux travailleurs des autres États membres d'autres conditions qu'aux travailleurs nationaux pour le libre choix d'un emploi,
- d) ~~en établissant~~ **établir** des mécanismes propres à mettre en contact les offres et les demandes d'emploi et à en faciliter l'équilibre dans des conditions qui écartent des risques graves pour le niveau de vie et d'emploi dans les diverses régions et industries.

³⁷ Cette formulation est plus directe, plus claire et ne change rien en substance.

³⁸ Cette formulation est plus directe, plus claire et ne change rien en substance.

Article 41

Les États membres favorisent, dans le cadre d'un programme commun, l'échange de jeunes travailleurs.³⁹

Article 42

~~Le Conseil, statuant conformément à la procédure visée à l'article 251, adopte, d~~Dans le domaine de la sécurité sociale, ~~les mesures nécessaires pour la loi ou la loi-cadre européenne établit les~~ **mesures nécessaires pour l'établissement de réaliser** la libre circulation des travailleurs⁴⁰, en instituant notamment un système permettant d'assurer aux travailleurs migrants et à leurs ayants droit:

- a) la totalisation, pour l'ouverture et le maintien du droit aux prestations, ainsi que pour le calcul de celles-ci, de toutes périodes prises en considération par les différentes législations nationales;
- b) le paiement des prestations aux personnes résidant sur les territoires des États membres.

~~Le Conseil statue à l'unanimité tout au long de la procédure visée à l'article 251.~~⁴¹

CHAPITRE 2

LE DROIT D'ÉTABLISSEMENT

Article 43

Dans le cadre ~~des dispositions ci-après~~ **du [présent chapitre]**, les restrictions à la liberté d'établissement des ressortissants d'un État membre dans le territoire d'un autre État membre sont interdites. Cette interdiction s'étend également aux restrictions à la création d'agences, de succursales ou de filiales, par les ressortissants d'un État membre établis sur le territoire d'un État membre.

³⁹ Il est suggéré d'examiner s'il serait utile de "moderniser" cette disposition en prévoyant une compétence de l'Union dont la nature serait à définir.

⁴⁰ Cette base juridique ne permet l'adoption de mesures que pour les "travailleurs", c'est-à-dire pour les salariés. L'extension du règlement "sécurité sociale" pour les non-salariés a été faite sur la base de l'article 308 TCE. Si la Convention souhaitait limiter les cas de recours à l'article 308, elle pourrait examiner s'il serait approprié de prévoir, dans le chapitre "établissement" qui s'applique aux non-salariés, une base juridique spécifique couvrant ce sujet.

⁴¹ Suppression de l'unanimité au Conseil (cf. rapport du groupe de travail IX "Simplification", page 14 et mandat complémentaire du 29 avril 2003).

~~La liberté d'établissement comporte l'accès~~ **Les ressortissants d'un État membre ont le droit, dans le territoire d'un autre État membre, d'accéder** aux activités non salariées et ~~leur exercice de les exercer~~, ainsi que ~~la constitution et la gestion d'entreprises~~ **de constituer et de gérer des entreprises**, et notamment des sociétés au sens de [l'article 48, deuxième alinéa,] dans les conditions définies par la législation ~~du pays de l'Etat membre~~ d'établissement pour ses propres ressortissants, sous réserve des dispositions du [chapitre] relatif aux capitaux.⁴²

Article 44

1. **La loi-cadre européenne établit les mesures** ~~Pour~~**pour** réaliser la liberté d'établissement dans une activité déterminée, ~~le Conseil, agissant conformément à la procédure visée à l'article 251 et après consultation du Comité économique et social, statue par voie de directives. Elle est adoptée après consultation du Comité économique et social.~~
2. Le **Parlement européen, le Conseil** et la Commission exercent les fonctions qui leur sont dévolues par ~~les dispositions ci-dessus~~ **le paragraphe 1**, notamment:
 - a) en traitant, en général, par priorité des activités où la liberté d'établissement constitue une contribution particulièrement utile au développement de la production et des échanges,
 - b) en assurant une collaboration étroite entre les administrations nationales compétentes en vue de connaître les situations particulières à l'intérieur de ~~la Communauté~~ **l'Union** des diverses activités intéressées,
 - c) en éliminant celles des procédures et pratiques administratives découlant soit de la législation interne, soit d'accords antérieurement conclus entre les États membres, dont le maintien ferait obstacle à la liberté d'établissement,
 - d) en veillant à ce que les travailleurs salariés d'un des États membres, employés sur le territoire d'un autre État membre, puissent demeurer sur ce territoire pour y entreprendre une activité non salariée lorsqu'ils satisfont aux conditions auxquelles ils devraient satisfaire s'ils venaient dans cet État au moment où ils veulent accéder à cette activité,
 - e) en rendant possibles l'acquisition et l'exploitation de propriétés foncières situées sur le territoire d'un État membre par un ressortissant d'un autre État membre, dans la mesure où il n'est pas porté atteinte aux principes établis à [l'article 33, paragraphe 2],
 - f) en appliquant la suppression progressive des restrictions à la liberté d'établissement, dans chaque branche d'activité considérée, d'une part, aux conditions de création, sur le territoire d'un État membre, d'agences, de succursales ou de filiales et, d'autre part, aux conditions d'entrée du personnel du principal établissement dans les organes de gestion ou de surveillance de celles-ci,
 - g) en coordonnant, dans la mesure nécessaire et en vue de les rendre équivalentes, les garanties qui sont exigées, dans les États membres, des sociétés au sens de [l'article 48, deuxième alinéa,] pour protéger les intérêts tant des associés que des tiers,

⁴² Cette formulation est plus directe, plus claire et ne change rien en substance (cf. aussi article 39 sur les travailleurs).

- h) en s'assurant que les conditions d'établissement ne sont pas faussées par des aides accordées par les États membres.

Article 45

~~Sont exceptées de l'application des dispositions du~~ Le présent chapitre **ne s'applique pas**, en ce qui concerne l'État membre intéressé, ~~les~~ **aux** activités participant dans cet État, même à titre occasionnel, à l'exercice de l'autorité publique.⁴³

~~Le Conseil, statuant à la majorité qualifiée sur proposition de la Commission,~~ **La loi ou la loi-cadre européenne**⁴⁴ peut excepter certaines activités de l'application des dispositions du présent chapitre.

Article 46

1. ~~Les prescriptions du [présent chapitre] et les mesures prises~~ **adoptées** en vertu de ~~eelles-ci~~ **celui-ci** ne préjugent pas l'applicabilité des dispositions législatives, réglementaires et administratives **des États membres** prévoyant un régime spécial pour les ressortissants étrangers, et justifiées par des raisons d'ordre public, de sécurité publique et de santé publique.

2. ~~Le Conseil, statuant conformément à la procédure visée à l'article 251, arrête des directives pour~~ **La loi-cadre européenne** ~~la coordination des~~ **coordonne les** dispositions ~~précitées nationales~~ visées au paragraphe 1.

Article 47⁴⁵

2. ~~Afin de faciliter~~ **La loi-cadre européenne facilite** l'accès aux activités non salariées et leur exercice, ~~le Conseil, statuant conformément à la procédure visée à l'article 251, arrête des directives. Elle vise à:~~

- a) la reconnaissance mutuelle des diplômes, certificats et autres titres;
- b) la coordination des dispositions législatives, réglementaires et administratives des États membres concernant l'accès aux activités non salariées et à l'exercice de celles-ci.

2. ~~Aux mêmes fins, le Conseil, statuant conformément à la procédure visée à l'article 251, arrête des directives visant à la coordination des dispositions législatives, réglementaires et administratives des États membres concernant l'accès aux activités non salariées et à l'exercice de celles-ci. Le Conseil statue à l'unanimité tout au long de la procédure visée à l'article 251 sur les directives dont l'exécution dans un État membre au moins comporte une modification des principes législatifs existants du régime des professions en ce qui concerne la formation et les conditions d'accès de personnes physiques. Dans les autres cas, le Conseil statue à la majorité qualifiée.~~⁴⁶

⁴³ Cette formulation est plus directe, plus claire et ne change rien en substance.

⁴⁴ Passage à la codécision, conformément au mandat complémentaire du 29 avril 2003.

⁴⁵ Il est suggéré de fusionner les paragraphes 1 et 2 qui suivent la même procédure (suite à la suppression de l'unanimité au Conseil comme indiqué dans le rapport du groupe de travail IX "Simplification", page 14).

⁴⁶ Suppression de l'unanimité au Conseil (cf. rapport du groupe de travail IX "Simplification", page 14 et mandat complémentaire du 29 avril 2003).

3. En ce qui concerne les professions médicales, paramédicales et pharmaceutiques, la libération progressive des restrictions ~~sera~~ **est** subordonnée à la coordination de leurs conditions d'exercice dans les différents États membres.

Article 48

Les sociétés constituées en conformité de la législation d'un État membre et ayant leur siège statuaire, leur administration centrale ou leur principal établissement à l'intérieur de ~~la Communauté~~ **l'Union** sont assimilées, pour l'application ~~des dispositions~~ du [présent chapitre], aux personnes physiques ressortissantes des États membres.

Par sociétés, on entend les sociétés de droit civil ou commercial, y compris les sociétés coopératives, et les autres personnes morales relevant du droit public ou privé, à l'exception des sociétés qui ne poursuivent pas de but lucratif.

CHAPITRE 3

LES SERVICES

Article 49

Dans le cadre ~~des dispositions ci-après~~ **du [présent chapitre]**, les restrictions à la libre prestation des services à l'intérieur de ~~la Communauté~~ **l'Union** sont interdites à l'égard des ressortissants des États membres établis dans un ~~pays de la Communauté~~ **État membre** autre que celui du destinataire de la prestation.

~~Le Conseil, statuant à la majorité qualifiée sur proposition de la Commission,~~ **La loi ou la loi-cadre européenne**⁴⁷ peut étendre le bénéfice ~~des dispositions~~ du présent chapitre aux prestataires de services ressortissants d'un État tiers et établis à l'intérieur de ~~la Communauté~~ **l'Union**.

Article 50

Au sens ~~du présent traité de la Constitution~~, sont considérées comme services les prestations fournies normalement contre rémunération, dans la mesure où elles ne sont pas régies par les dispositions relatives à la libre circulation des marchandises, des capitaux et des personnes.

Les services comprennent notamment:

- a) des activités de caractère industriel,
- b) des activités de caractère commercial,

⁴⁷ Passage à la codécision, conformément au mandat complémentaire du 29 avril 2003.

- c) des activités artisanales,
- d) les activités des professions libérales.

Sans préjudice ~~des dispositions~~ du [chapitre] relatif au droit d'établissement, le prestataire peut, pour l'exécution de sa prestation, exercer, à titre temporaire, son activité dans ~~le pays~~ **l'Etat membre** où la prestation est fournie, dans les mêmes conditions que celles que ~~ce pays~~ **cet Etat** impose à ses propres ressortissants.

Article 51

1. La libre circulation des services, en matière de transports, est régie par ~~les dispositions du le~~ [titre] relatif aux transports.
2. La libération des services des banques et des assurances qui sont liées à des mouvements de capitaux doit être réalisée en harmonie avec la libération de la circulation des capitaux.

Article 52

1. **La loi-cadre européenne⁴⁸ établit les mesures** ~~Pour~~ **pour** réaliser la libération d'un service déterminé, ~~le Conseil, sur proposition de la Commission et après consultation du Comité économique et social et du Parlement européen, statue par voie de directives, à la majorité qualifiée. Elle est adoptée après consultation du Comité économique et social.~~
2. ~~Les directives~~ **La loi-cadre européenne** visées au paragraphe 1 portent, en général, par priorité sur les services qui interviennent d'une façon directe dans les coûts de production ou dont la libération contribue à faciliter les échanges des marchandises.

Article 53⁴⁹

Les États membres se déclarent disposés à procéder à la libération des services au-delà de la mesure qui est obligatoire en vertu ~~des directives arrêtées~~ **la loi-cadre européenne adoptée** en application de [l'article 52, paragraphe 1,] si leur situation économique générale et la situation du secteur intéressé le leur permettent.

La Commission adresse aux États membres intéressés des recommandations à cet effet.

⁴⁸ Remplacement de la consultation par la codécision, conformément au mandat complémentaire du 29 avril 2003.

⁴⁹ On peut s'interroger sur la pertinence du maintien d'une telle disposition.

Article 54⁵⁰

Aussi longtemps que les restrictions à la libre prestation des services ne sont pas supprimées, chacun des États membres les applique sans distinction de nationalité ou de résidence à tous les prestataires de services visés à [l'article 49, premier alinéa].

Article 55

Les ~~dispositions des~~ [articles 45 à 48] ~~inclus~~ sont applicables à la matière régie par le [présent chapitre].

⁵⁰ Dans un souci de cohérence, on peut s'interroger s'il ne serait pas approprié de prévoir une telle disposition horizontalement pour les quatre libertés.

CHAPITRE 4

LES CAPITAUX ET LES PAIEMENTS

Article 56⁵¹

1. Dans le cadre ~~des dispositions~~ du présent chapitre, ~~toutes~~ les restrictions **tant** aux mouvements de capitaux **qu'aux paiements** entre les États membres et entre les États membres et les pays tiers sont interdites.

~~2. Dans le cadre des dispositions du présent chapitre, toutes les restrictions aux paiements entre les États membres et entre les États membres et les pays tiers sont interdites.~~

Article 57

1. [L'article 56] ne porte pas atteinte à l'application, aux pays tiers, des restrictions existant le 31 décembre 1993 en vertu du droit national ou du droit ~~communautaire de l'Union~~ en ce qui concerne les mouvements de capitaux à destination ou en provenance de pays tiers lorsqu'ils impliquent des investissements directs, y compris les investissements immobiliers, l'établissement, la prestation de services financiers ou l'admission de titres sur les marchés des capitaux.

2. **La loi ou la loi-cadre européenne⁵² établit les** mesures relatives aux mouvements de capitaux à destination ou en provenance de pays tiers, lorsqu'ils impliquent des investissements directs, y compris les investissements immobiliers, l'établissement, la prestation de services financiers ou l'admission de titres sur les marchés des capitaux.

~~Tout en s'efforçant~~ **Le Conseil et le Parlement européen s'efforcent** de réaliser l'objectif de libre circulation des capitaux entre États membres et pays tiers, dans la plus large mesure possible et sans préjudice des autres [chapitres] ~~du présent traité de la Constitution. Le Conseil, statuant à la majorité qualifiée sur proposition de la Commission, peut adopter des mesures relatives aux~~ **mouvements de capitaux à destination ou en provenance de pays tiers, lorsqu'ils impliquent des investissements directs, y compris les investissements immobiliers, l'établissement, la prestation de services financiers ou l'admission de titres sur les marchés des capitaux.**⁵³

3. **Par dérogation au paragraphe 2, seule une loi ou une loi-cadre européenne du Conseil peut établir** L'unanimité est requise pour l'adoption des mesures en vertu du présent paragraphe qui constituent un pas en arrière dans le droit ~~communautaire de l'Union~~ en ce qui concerne la libéralisation des mouvements de capitaux à destination ou en provenance de pays tiers. **Le Conseil statue à l'unanimité après consultation du Parlement européen.**⁵⁴

⁵¹ Il est suggéré de fusionner les paragraphes 1 et 2.

⁵² Passage à la codécision, conformément au mandat complémentaire du 29 avril 2003.

⁵³ Pour des raisons rédactionnelles, il est préférable d'intervertir ces deux alinéas.

⁵⁴ Il semble ressortir du mandat complémentaire du 29 avril 2003 que la consultation du Parlement européen devrait être prévue dans ce paragraphe.

Article 58

1. [L'article 56] ne porte pas atteinte au droit qu'ont les États membres:
 - a) d'appliquer les dispositions pertinentes de leur législation fiscale qui établissent une distinction entre les contribuables qui ne se trouvent pas dans la même situation en ce qui concerne leur résidence ou le lieu où leurs capitaux sont investis;
 - b) de prendre toutes les **dispositions** indispensables pour faire échec aux infractions à leurs ~~lois et règlements~~ **dispositions législatives et réglementaires**, notamment en matière fiscale ou en matière de contrôle prudentiel des établissements financiers, de prévoir des procédures de déclaration des mouvements de capitaux à des fins d'information administrative ou statistique ou de prendre des mesures justifiées par des motifs liés à l'ordre public ou à la sécurité publique.
2. Le présent [chapitre] ne préjuge pas la possibilité d'appliquer des restrictions en matière de droit d'établissement qui sont compatibles avec ~~le présent traité~~ **la Constitution**.
3. Les mesures et procédures visées aux paragraphes 1 et 2 ne doivent constituer ni un moyen de discrimination arbitraire ni une restriction déguisée à la libre circulation des capitaux et des paiements telle que définie à [l'article 56].

Article 59

Lorsque, dans des circonstances exceptionnelles, les mouvements de capitaux en provenance ou à destination de pays tiers causent ou menacent de causer des difficultés graves pour le fonctionnement de l'union économique et monétaire, le Conseil, ~~statuant à la majorité qualifiée sur proposition de la Commission et après consultation de la BCE, peut prendre,~~ **peut adopter [des règlements ou décisions européens qui instituent]⁵⁵ des mesures de sauvegarde** à l'égard de pays tiers, ~~des mesures de sauvegarde~~ pour une période ne dépassant pas six mois pour autant que ces mesures soient strictement nécessaires. **Il statue après consultation de la Banque centrale européenne.**

Article 60⁵⁶

1. Si, dans les cas envisagés à [l'article 301], une action de la Communauté est jugée nécessaire, le Conseil, conformément à la procédure prévue à [l'article 301], peut prendre, à l'égard des pays⁵⁷ tiers concernés, les mesures urgentes nécessaires en ce qui concerne les mouvements de capitaux et les paiements.

⁵⁵ Cet article n'est pas mentionné dans le mandat complémentaire du 29 avril 2003. Une mesure de sauvegarde de durée limitée relève à première vue de la catégorie des actes non législatifs. Il est donc suggéré d'insérer ici une mention des deux types d'actes non législatifs que le Conseil peut adopter.

⁵⁶ Cet article devrait être examiné par la Convention dans le cadre des "relations extérieures" et n'est donc pas traité ici. Il est suggéré d'examiner s'il serait approprié de fusionner cet article avec l'article 301.

⁵⁷ La mention des seuls "pays" empêche actuellement d'utiliser cet article pour des sanctions à l'égard d'individus ou d'entités non étatiques (par exemple les sanctions contre les talibans et les terroristes nommément désignés). Cette lacune oblige actuellement à recourir, à titre additionnel, à l'article 308 TCE. Il est donc suggéré d'examiner s'il serait utile de prévoir une extension du champ d'application de cet article (cf. également suggestion ad article 301).

2. *Sans préjudice de [l'article 297] et aussi longtemps que le Conseil n'a pas pris de mesures conformément au paragraphe 1, un État membre peut, pour des raisons politiques graves et pour des motifs d'urgence, prendre des mesures unilatérales contre un pays tiers concernant les mouvements de capitaux et les paiements. La Commission et les autres États membres sont informés de ces mesures au plus tard le jour de leur entrée en vigueur.*

Le Conseil, statuant à la majorité qualifiée sur proposition de la Commission, peut décider que l'État membre concerné doit modifier ou abolir les mesures en question. Le président du Conseil informe le Parlement européen des décisions prises par le Conseil.

TITRE IV

VISAS, ASILE, IMMIGRATION ET AUTRES POLITIQUES LIÉES À LA LIBRE CIRCULATION DES PERSONNES

Ce titre n'est pas reproduit, conformément au mandat complémentaire du 29 avril 2003.

TITRE V

LES TRANSPORTS

Article 70

Les objectifs ~~du traité de la Constitution~~ sont poursuivis ~~par les États membres~~⁵⁸, en ce qui concerne la matière régie par le présent titre, dans le cadre d'une politique commune des transports.

Article 71

~~1. En vue de réaliser la mise~~ **La loi ou la loi-cadre européenne**⁵⁹ **met en œuvre de** [l'article 70], **et en tenant compte tenu** des aspects spéciaux des transports, ~~le Conseil, statuant conformément à la procédure visée à l'article 251 et après consultation du Comité économique et social et du Comité des régions, établit. Elle est adoptée après consultation du Comité économique et social et du Comité des régions.~~

⁵⁸ S'agissant d'une compétence partagée, il est suggéré de biffer cette mention qui n'est pas reprise en tête des autres politiques. Voir aussi suggestion de fusion avec l'article 80 (ci-après).

⁵⁹ Remplacement de la consultation par la codécision conformément au mandat complémentaire du 29 avril 2003. De ce fait, on peut fusionner le tout en un seul paragraphe, ce qui entraîne une légère extension de la consultation obligatoire du Comité des régions qui n'est actuellement prévue que pour les cas du paragraphe 1 actuel.

La loi ou la loi-cadre européenne comprend:

- a) des règles communes applicables aux transports internationaux exécutés au départ ou à destination du territoire d'un État membre, ou traversant le territoire d'un ou de plusieurs États membres;
- b) les conditions d'admission de transporteurs non résidents aux transports nationaux dans un État membre;
- c) les mesures permettant d'améliorer la sécurité des transports;
- d) toutes autres dispositions ~~mesure~~ utiles.

~~2. — Par dérogation à la procédure prévue au [paragraphe 1], les dispositions portant sur les principes du régime des transports et dont l'application serait susceptible d'affecter gravement le niveau de vie et l'emploi dans certaines régions, ainsi que l'exploitation des équipements de transport, compte tenu de la nécessité d'une adaptation au développement économique résultant de l'établissement du marché commun sont arrêtées par le Conseil, statuant à l'unanimité sur proposition de la Commission et après consultation du Parlement européen et du Comité économique et social.~~

Article 72

Jusqu'à l'établissement des dispositions **l'adoption de la loi ou loi-cadre européenne** visée à [l'article 71, paragraphe 1,] et sauf **adoption à l'unanimité d'une loi européenne**⁶⁰ du Conseil **accordant une dérogation accord unanime**, aucun des États membres ne peut rendre moins favorables, dans leur effet direct ou indirect à l'égard des transporteurs des autres États membres par rapport aux transporteurs nationaux, les dispositions diverses régissant la matière au 1^{er} janvier 1958 ou, pour les États adhérents, à la date de leur adhésion.

Article 73

Sont compatibles avec ~~le présent traité~~ **la Constitution** les aides qui répondent aux besoins de la coordination des transports ou qui correspondent au remboursement de certaines servitudes inhérentes à la notion de service public.

Article 74

Toute mesure dans le domaine des prix et conditions de transport, ~~prise adoptée~~ **prise adoptée** dans le cadre ~~du présent traité~~ **de la Constitution**, doit tenir compte de la situation économique des transporteurs.

⁶⁰ Il est suggéré de ne se référer qu'à la loi européenne puisque, pour des raisons de cohérence juridique, une telle dérogation ne pourrait être accordée que par une loi.

Article 75

1. ~~Doivent être supprimées, dans~~ **Dans** le trafic à l'intérieur de ~~la Communauté l'Union~~, **sont interdites** les discriminations qui consistent en l'application par un transporteur, pour les mêmes marchandises sur les mêmes relations de trafic, de prix et conditions de transport différents en raison ~~du pays de l'Etat membre~~ d'origine ou de destination des produits transportés.

2. Le paragraphe 1 n'exclut pas que d'autres ~~mesures~~ **lois ou lois-cadre européennes** puissent être adoptées ~~par le Conseil~~ en application de [l'article 71, paragraphe 1].

3. Le Conseil, ~~statuant à la majorité qualifiée, établit~~, sur proposition de la Commission ~~et après consultation du Comité économique et social, une réglementation~~ **adopte des règlements ou décisions européens**⁶¹ assurant la mise en œuvre ~~des dispositions~~ du paragraphe 1. **Il statue après consultation du Comité économique et social.**

Il peut notamment ~~prendre les dispositions~~ **adopter les règlements et décisions européens** nécessaires pour permettre aux institutions ~~de la Communauté~~ de veiller au respect de la règle énoncée au paragraphe 1 et pour en assurer l'entier bénéfice aux usagers.

4. La Commission, de sa propre initiative ou à la demande d'un État membre, examine les cas de discrimination visés au paragraphe 1 et, après consultation de tout État membre intéressé, ~~prend~~ **adopte**, dans le cadre ~~de la réglementation arrêtée~~ **des règlements et décisions européens** ~~conformément aux dispositions du~~ **visés au** paragraphe 3, les décisions **européennes** nécessaires.

Article 76

1. L'application imposée par un État membre, aux transports exécutés à l'intérieur de ~~la Communauté l'Union~~, de prix et conditions comportant tout élément de soutien ou de protection dans l'intérêt d'une ou de plusieurs entreprises ou industries particulières est interdite à sauf si elle est autorisée par **une décision européenne** de la Commission.

2. La Commission, de sa propre initiative ou à la demande d'un État membre, examine les prix et conditions visés au paragraphe 1 en tenant compte, notamment, d'une part, des exigences d'une politique économique régionale appropriée, des besoins des régions sous-développées, ainsi que des problèmes des régions gravement affectées par les circonstances politiques, et, d'autre part, des effets de ces prix et conditions sur la concurrence entre les modes de transport.

Après consultation de tout État membre intéressé, elle ~~prend~~ **adopte** les décisions **européennes** nécessaires.

3. L'interdiction visée au paragraphe 1 ne ~~frappe~~ **s'applique** pas ~~les~~ **aux** tarifs de concurrence.

⁶¹ Actes non législatifs, conformément au mandat complémentaire du 29 avril 2003.

Article 77

Les taxes ou redevances qui, indépendamment des prix de transport, sont perçues par⁶² un transporteur [au passage des frontières] ne doivent pas dépasser un niveau raisonnable, compte tenu des frais réels effectivement entraînés par ce passage.

Les États membres s'efforcent de réduire ~~progressivement~~ ces frais.

La Commission peut adresser aux États membres des recommandations en vue de l'application du présent article.

[Article 78⁶³

Les dispositions du présent titre ne font pas obstacle aux mesures prises dans la république fédérale d'Allemagne, pour autant qu'elles soient nécessaires pour compenser les désavantages économiques causés, par la division de l'Allemagne, à l'économie de certaines régions de la République fédérale affectées par cette division.]

Article 79

Un comité de caractère consultatif, composé d'experts désignés par les gouvernements des États membres, est institué auprès de la Commission. Celle-ci le consulte chaque fois qu'elle le juge utile en matière de transports[, sans préjudice des attributions du Comité économique et social]⁶⁴.

Article 80

1. ~~Les dispositions du présent titre s'appliquent~~ aux transports par chemin de fer, par route et par voie navigable.

2. ~~Le Conseil, statuant à la majorité qualifiée, pourra décider si, dans quelle mesure et par quelle procédure des dispositions~~ **La loi ou la loi-cadre européenne peut établir les mesures appropriées pourront être prises pour la navigation maritime et aérienne. Elle est adoptée après consultation du Comité économique et social et du Comité des Régions.**

~~Les dispositions de procédure de l'article 71 s'appliquent.~~

⁶² On peut s'interroger sur quel type de taxes sont ainsi perçues par le transporteur. En outre, dans un marché intérieur sans frontières internes, la mention "au passage des frontières" semble obsolète. Il faudrait examiner si cet article n'est pas obsolète.

⁶³ La Convention estimera peut être utile d'examiner si cet article est encore d'actualité (voir aussi article 87(2)(c)).

⁶⁴ Il est suggéré de supprimer cette phrase superflue puisqu'il est évident que la consultation de ce comité ne pourrait pas préjuger les attributions du Comité économique et social.

TITRE VI

LES RÈGLES COMMUNES SUR LA CONCURRENCE, LA FISCALITÉ ET LE RAPPROCHEMENT DES LÉGISLATIONS

CHAPITRE 1

LES RÈGLES DE CONCURRENCE

SECTION 1

LES RÈGLES APPLICABLES AUX ENTREPRISES

Article 81

1. Sont incompatibles avec le marché ~~commun~~ **intérieur** et interdits tous accords entre entreprises, toutes décisions d'associations d'entreprises et toutes pratiques concertées, qui sont susceptibles d'affecter le commerce entre États membres et qui ont pour objet ou pour effet d'empêcher, de restreindre ou de fausser le jeu de la concurrence à l'intérieur du marché ~~commun~~ **intérieur**, et notamment ceux qui consistent à:
 - a) fixer de façon directe ou indirecte les prix d'achat ou de vente ou d'autres conditions de transaction,
 - b) limiter ou contrôler la production, les débouchés, le développement technique ou les investissements,
 - c) répartir les marchés ou les sources d'approvisionnement,
 - d) appliquer, à l'égard de partenaires commerciaux, des conditions inégales à des prestations équivalentes en leur infligeant de ce fait un désavantage dans la concurrence,
 - e) subordonner la conclusion de contrats à l'acceptation, par les partenaires, de prestations supplémentaires qui, par leur nature ou selon les usages commerciaux, n'ont pas de lien avec l'objet de ces contrats.
2. Les accords ou décisions interdits en vertu du présent article sont nuls de plein droit.
3. Toutefois, les ~~dispositions du~~ paragraphe 1 ~~peuvent~~ **peut** être déclarées inapplicables:
 - a) à tout accord ou catégorie d'accords entre entreprises,
 - b) à toute décision ou catégorie de décisions d'associations d'entreprises et
 - c) à toute pratique concertée ou catégorie de pratiques concertées qui contribuent à améliorer la

production ou la distribution des produits ou à promouvoir le progrès technique ou économique, tout en réservant aux utilisateurs une partie équitable du profit qui en résulte, et sans:

- d) imposer aux entreprises intéressées des restrictions qui ne sont pas indispensables pour atteindre ces objectifs,
- e) donner à des entreprises la possibilité, pour une partie substantielle des produits en cause, d'éliminer la concurrence.

Article 82

Est incompatible avec le marché ~~commun~~ **intérieur** et interdit, dans la mesure où le commerce entre États membres est susceptible d'en être affecté, le fait pour une ou plusieurs entreprises d'exploiter de façon abusive une position dominante sur le marché ~~commun~~ **intérieur** ou dans une partie substantielle de celui-ci.

Ces pratiques abusives peuvent notamment consister à:

- a) imposer de façon directe ou indirecte des prix d'achat ou de vente ou d'autres conditions de transaction non équitables;
- b) limiter la production, les débouchés ou le développement technique au préjudice des consommateurs,
- c) appliquer à l'égard de partenaires commerciaux des conditions inégales à des prestations équivalentes, en leur infligeant de ce fait un désavantage dans la concurrence,
- d) subordonner la conclusion de contrats à l'acceptation, par les partenaires, de prestations supplémentaires qui, par leur nature ou selon les usages commerciaux, n'ont pas de lien avec l'objet de ces contrats.

Article 83

1. **Le Conseil, sur proposition de la Commission, adopte** ~~Les règlements ou directives~~ **européens**⁶⁵ ~~utiles en vue de~~ **pour** l'application des principes figurant aux [articles 81 et 82]. ~~sont établis par le Conseil, statuant à la majorité qualifiée sur proposition de la Commission. Il statue~~ après consultation du Parlement européen.

2. Les ~~dispositions~~ **règlements européens** visés au paragraphe 1 ont pour but notamment:

- a) d'assurer le respect des interdictions visées à [l'article 81, paragraphe 1,] et à [l'article 82,] par l'institution d'amendes et d'astreintes,
- b) de déterminer les modalités d'application de [l'article 81, paragraphe 3,] en tenant compte de la nécessité, d'une part, d'assurer une surveillance efficace et, d'autre part, de simplifier dans toute la mesure du possible le contrôle administratif,

⁶⁵ Actes non législatifs, conformément au mandat complémentaire du 29 avril 2003.

- c) de préciser, le cas échéant, dans les diverses branches économiques, le champ d'application des dispositions des [articles 81 et 82],
- d) de définir le rôle respectif de la Commission et de la Cour de justice dans l'application des dispositions visées dans le présent paragraphe,
- e) de définir les rapports entre les législations nationales, d'une part, et, d'autre part, ~~les dispositions de la présente section ainsi que eelles~~ **les règlements européens** adoptés en application du présent article.

Article 84

Jusqu'~~au moment de l'~~ **à la date d'**entrée en vigueur des ~~dispositions~~ **règlements européens adoptés** en application de [l'article 83], les autorités des États membres statuent sur l'admissibilité d'ententes et sur l'exploitation abusive d'une position dominante sur le marché ~~commun~~ **intérieur**, en conformité ~~du droit de leur pays avec leur droit interne et les dispositions des~~ [articles 81, notamment paragraphe 3, et 82].

Article 85

1. Sans préjudice de [article 84] la Commission veille à l'application des principes fixés par les [articles 81 et 82]. Elle instruit, sur demande d'un État membre ou d'office, et en liaison avec les autorités compétentes des États membres qui lui prêtent leur assistance, les cas d'infraction présumée aux principes précités. Si elle constate qu'il y a eu infraction, elle propose les moyens propres à y mettre fin.

2. S'il n'est pas mis fin aux infractions, la Commission ~~constate l'infraction aux principes par une décision motivée~~ **adopte une décision européenne motivée constatant l'infraction aux principes**. Elle peut publier sa décision et autoriser les États membres à prendre les ~~mesures~~ **dispositions** nécessaires, dont elle définit les conditions et les modalités pour remédier à la situation.

Article 86

1. Les États membres, en ce qui concerne les entreprises publiques et les entreprises auxquelles ils accordent des droits spéciaux ou exclusifs, n'édicte ni ne maintiennent aucune mesure contraire aux ~~règles du présent traité~~ **dispositions de la Constitution**, notamment à celles prévues aux [articles 12 et 81 à 89] ~~inclus~~.

2. Les entreprises chargées de la gestion de services d'intérêt économique général ou présentant le caractère d'un monopole fiscal sont soumises aux ~~règles du présent traité~~ **dispositions de la Constitution**, notamment aux règles de concurrence, dans les limites où l'application de ces règles ne fait pas échec à l'accomplissement en droit ou en fait de la mission particulière qui leur a été impartie. Le développement des échanges ne doit pas être affecté dans une mesure contraire à l'intérêt de ~~la Communauté~~ **l'Union**.

3. La Commission veille à l'application ~~des dispositions~~ du présent article et ~~adresse~~ **adopte**, en tant que de besoin, les ~~directives ou règlements ou décisions européens~~ appropriées ~~aux États membres~~.

SECTION 2

LES AIDES ACCORDÉES PAR LES ÉTATS **MEMBRES**

Article 87

1. Sauf dérogations prévues par ~~le présent traité~~ **la Constitution**, sont incompatibles avec le marché ~~commun~~ **intérieur**, dans la mesure où elles affectent les échanges entre États membres, les aides accordées par les États **membres** ou au moyen de ressources d'État sous quelque forme que ce soit qui faussent ou qui menacent de fausser la concurrence en favorisant certaines entreprises ou certaines productions.
2. Sont compatibles avec le marché ~~commun~~ **intérieur**:
 - a) les aides à caractère social octroyées aux consommateurs individuels, à condition qu'elles soient accordées sans discrimination liée à l'origine des produits,
 - b) les aides destinées à remédier aux dommages causés par les calamités naturelles ou par d'autres événements extraordinaires,
 - [c) les aides octroyées à l'économie de certaines régions de la république fédérale d'Allemagne affectées par la division de l'Allemagne, dans la mesure où elles sont nécessaires pour compenser les désavantages économiques causés par cette division.]⁶⁶
3. Peuvent être considérées comme compatibles avec le marché ~~commun~~ **intérieur**:
 - a) les aides destinées à favoriser le développement économique de régions dans lesquelles le niveau de vie est anormalement bas ou dans lesquelles sévit un grave sous-emploi,
 - b) les aides destinées à promouvoir la réalisation d'un projet important d'intérêt européen commun ou à remédier à une perturbation grave de l'économie d'un État membre,
 - c) les aides destinées à faciliter le développement de certaines activités ou de certaines régions économiques, quand elles n'altèrent pas les conditions des échanges dans une mesure contraire à l'intérêt commun,
 - d) les aides destinées à promouvoir la culture et la conservation du patrimoine, quand elles n'altèrent pas les conditions des échanges et de la concurrence dans ~~la Communauté~~ **l'Union** dans une mesure contraire à l'intérêt commun,
 - e) les autres catégories d'aides déterminées par **des règlements ou des décisions ~~de~~ européens**⁶⁷ **adoptés par le Conseil, statuant à la majorité qualifiée** sur proposition de la Commission.

⁶⁶ La Convention estimera peut être utile d'examiner si ce paragraphe est encore d'actualité (voir aussi article 78).

⁶⁷ Actes non législatifs, conformément au mandat complémentaire du 29 avril 2003.

Article 88

1. La Commission procède avec les États membres à l'examen permanent des régimes d'aides existant dans ces États. Elle propose à ceux-ci les mesures utiles exigées par le développement progressif ou le fonctionnement du marché ~~commun~~ **intérieur**.

2. Si, après avoir mis les intéressés en demeure de présenter leurs observations, la Commission constate qu'une aide accordée par un État **membre** ou au moyen de ressources d'État n'est pas compatible avec le marché ~~commun~~ **intérieur** aux termes de [l'article 87], ou que cette aide est appliquée de façon abusive, elle ~~décide~~ **adopte une décision européenne visant à ce que l'État intéressé** ~~doit~~ la supprimer ou la modifier dans le délai qu'elle détermine.

Si l'État en cause ne se conforme pas à cette décision dans le délai imparti, la Commission ou tout autre État **membre** intéressé peut saisir directement la Cour de justice, par dérogation aux [articles 226 et 227].

Sur demande d'un État membre, le Conseil, ~~statuant à l'unanimité~~, peut ~~décider~~ **adopter à l'unanimité une décision européenne selon laquelle** qu'une aide, instituée ou à instituer par cet État, doit être considérée comme compatible avec le marché ~~commun~~ **intérieur**, en dérogation ~~des dispositions~~ de [l'article 87] ou des règlements **européens** prévus à [l'article 89], si des circonstances exceptionnelles justifient une telle décision. Si, à l'égard de cette aide, la Commission a ouvert la procédure prévue au présent paragraphe, premier alinéa, la demande de l'État intéressé adressée au Conseil aura pour effet de suspendre ladite procédure jusqu'à la prise de position du Conseil.

Toutefois, si le Conseil n'a pas pris position dans un délai de trois mois à compter de la demande, la Commission statue.

3. La Commission est informée **par les États membres**, en temps utile pour présenter ses observations, des projets tendant à instituer ou à modifier des aides. Si elle estime qu'un projet n'est pas compatible avec le marché ~~commun~~ **intérieur**, aux termes de [l'article 87], elle ouvre sans délai la procédure prévue au paragraphe ~~précédent~~ **2**. L'État membre intéressé ne peut mettre à exécution les mesures projetées, avant que cette procédure ait abouti à une décision finale.

Article 89

Le Conseil, ~~statuant à la majorité qualifiée sur proposition de la Commission et après consultation du Parlement européen~~, peut **adopter prendre tous des règlements européens**⁶⁸ ~~utiles en vue de~~ **pour** l'application des [articles 87 et 88] et **pour** fixer notamment les conditions d'application de [l'article 88, paragraphe 3,] et les catégories d'aides qui sont dispensées de cette procédure. **Il statue après consultation du Parlement européen.**

⁶⁸ Actes non législatifs, conformément au mandat complémentaire du 29 avril 2003.

CHAPITRE 2 DISPOSITIONS FISCALES

Article 90

Aucun État membre ne frappe directement ou indirectement les produits des autres États membres d'impositions intérieures, de quelque nature qu'elles soient, supérieures à celles qui frappent directement ou indirectement les produits nationaux similaires.

En outre, aucun État membre ne frappe les produits des autres États membres d'impositions intérieures de nature à protéger indirectement d'autres productions.

Article 91

Les produits exportés⁶⁹ **d'un Etat membre** vers le territoire d'un ~~des autre~~ États membres ne peuvent bénéficier d'aucune ristourne d'impositions intérieures supérieure aux impositions dont ils ont été frappés directement ou indirectement.

Article 92

En ce qui concerne les impositions autres que les taxes sur le chiffre d'affaires, les droits d'accises et les autres impôts indirects, des exonérations et des remboursements à l'exportation vers les autres États membres ne peuvent être opérés, et des taxes de compensation à l'importation en provenance des États membres ne peuvent être établies, que pour autant que les ~~mesures~~ **dispositions** envisagées ont été préalablement approuvées pour une période limitée par **une décision européenne**⁷⁰ **adoptée par** le Conseil, ~~statuant à la majorité qualifiée~~ sur proposition de la Commission.

Article 93

Le Conseil, ~~statuant à l'unanimité sur proposition de la Commission et après consultation du Parlement européen et du Comité économique et social, arrête les dispositions~~ **adopte à l'unanimité les mesures**⁷¹ touchant à l'harmonisation des législations relatives aux taxes sur le chiffre d'affaires, aux droits d'accises et autres impôts indirects dans la mesure où cette harmonisation est nécessaire pour assurer l'établissement et le fonctionnement du marché intérieur ~~dans le délai prévu à l'article 14.~~⁷² **Le Conseil statue après consultation du Parlement européen et du Comité économique et social.**

⁶⁹ L'utilisation du mot "exportés" s'agissant du commerce entre États membres devrait être réexaminée.

⁷⁰ Acte non législatif, conformément au mandat complémentaire du 29 avril 2003.

⁷¹ Le mandat complémentaire du 29 avril 2003 ne détermine pas les actes juridiques à utiliser dans ce paragraphe.

⁷² Il a été suggéré de supprimer ce délai (31.12.1992) (voir footnote ad article 14).

CHAPITRE 3

LE RAPPROCHEMENT DES LÉGISLATIONS⁷³

Article 94⁷⁴

~~Le Conseil, statuant à l'unanimité sur proposition de la Commission et après consultation du Parlement européen et du Comité économique et social, arrête des directives~~ **Une loi-cadre européenne du Conseil procède au** ~~pour le rapprochement des dispositions législatives, réglementaires et administratives des États membres qui ont une incidence directe sur l'établissement ou le fonctionnement du marché commun intérieur. Le Conseil statue à l'unanimité après consultation du Parlement européen et du Comité économique et social.~~

Article 95⁷⁵

1. Par dérogation à [l'article 94] et sauf si ~~le présent traité~~ **la Constitution** en dispose autrement, ~~les dispositions suivantes le présent article s'appliquent pour la réalisation des objectifs énoncés à [l'article 14]. Le Conseil, statuant conformément à la procédure visée à l'article 251 et après consultation du Comité économique et social, arrête les mesures relatives~~ **La loi ou la loi-cadre européenne procède** au rapprochement des dispositions législatives, réglementaires et administratives des États membres qui ont pour objet l'établissement et le fonctionnement du marché intérieur. **Elle est adoptée après consultation du Comité économique et social.**
2. Le paragraphe 1 ne s'applique pas aux dispositions fiscales, aux dispositions relatives à la libre circulation des personnes et à celles relatives aux droits et intérêts des travailleurs salariés.
3. La Commission, dans ses propositions ~~prévues au~~ **présentées au titre du** paragraphe 1 en matière de santé, de sécurité, de protection de l'environnement et de protection des consommateurs, prend pour base un niveau de protection élevé en tenant compte notamment de toute nouvelle évolution basée sur des faits scientifiques. Dans le cadre de leurs compétences respectives, le Parlement européen et le Conseil s'efforcent également d'atteindre cet objectif.
4. Si, après l'adoption ~~par le Conseil ou par la Commission~~ d'une mesure d'harmonisation **par une loi ou une loi-cadre européenne ou un règlement de la Commission**, un État membre estime nécessaire de maintenir des dispositions nationales justifiées par des exigences importantes visées à [l'article 30] ou relatives à la protection de l'environnement ou du milieu de travail, il les notifie à la Commission, en indiquant les raisons de leur maintien.

⁷³ Ce chapitre qui contient les bases juridiques générales pour l'établissement du marché intérieur, sera placé au début d'un nouveau titre ou chapitre "marché intérieur".

⁷⁴ A l'heure actuelle, les articles 94 et 95 ne permettent d'adopter que des mesures constituant un "rapprochement des législations nationales". Cela conduit à utiliser l'article 308 dans un certain nombre de cas qui concernent le marché intérieur sans pour autant supposer une harmonisation des législations nationales. Il en est ainsi, entre autres, lorsqu'il s'agit de créer un titre communautaire de propriété intellectuelle qui se superpose aux titres nationaux. Si la Convention souhaitait limiter les cas de recours à l'article 308, elle pourrait examiner s'il serait approprié soit de créer des bases juridiques spécifiques, soit de modifier la référence au "rapprochement des législations" aux articles 94 et 95 pour permettre les actions en question. En outre, la Convention pourrait examiner la question de la relation entre les articles 94 et 95 (voir explication dans l'Annexe II du rapport du 13 mars 2003).

⁷⁵ Voir suggestion à la note précédente.

5. En outre, sans préjudice du paragraphe 4, si, après l'adoption ~~par le Conseil ou par la Commission~~ d'une mesure d'harmonisation **par une loi ou une loi-cadre européenne ou un règlement de la Commission**, un État membre estime nécessaire d'introduire des dispositions nationales basées sur des preuves scientifiques nouvelles relatives à la protection de l'environnement ou du milieu de travail en raison d'un problème spécifique de cet État membre, qui surgit après l'adoption de la mesure d'harmonisation, il notifie à la Commission les ~~mesures~~ **dispositions** envisagées ainsi que ~~les raisons de leur adoption~~ **de leur motivation**.

6. Dans un délai de six mois après les notifications visées aux paragraphes 4 et 5, la Commission ~~approuve ou rejette~~ **adopte une décision européenne approuvant ou rejetant** les dispositions nationales en cause après avoir vérifié si elles sont ou non un moyen de discrimination arbitraire ou une restriction déguisée dans le commerce entre États membres et si elles constituent ou non une entrave au fonctionnement du marché intérieur.

En l'absence de décision de la Commission dans ce délai, les dispositions nationales visées aux paragraphes 4 et 5 sont réputées approuvées.

Lorsque cela est justifié par la complexité de la question et en l'absence de danger pour la santé humaine, la Commission peut notifier à l'État membre en question que la période visée dans le présent paragraphe peut être prorogée d'une nouvelle période pouvant aller jusqu'à six mois.

7. Lorsque, en application du [paragraphe 6], un État membre est autorisé à maintenir ou à introduire des dispositions nationales dérogeant à une mesure d'harmonisation, la Commission examine immédiatement s'il est opportun de proposer une adaptation de cette mesure.

8. Lorsqu'un État membre soulève un problème particulier de santé publique dans un domaine qui a fait préalablement l'objet de mesures d'harmonisation, il en informe la Commission, qui examine immédiatement s'il y a lieu de proposer des mesures appropriées ~~au Conseil~~.

9. Par dérogation à la procédure prévue aux [articles 226 et 227], la Commission et tout État membre peuvent saisir directement la Cour de justice s'ils estiment qu'un autre État membre fait un usage abusif des pouvoirs prévus par le présent article.

10. Les mesures d'harmonisation visées ~~ci-dessus~~ **au présent article** comportent, dans les cas appropriés, une clause de sauvegarde autorisant les États membres à prendre, pour une ou plusieurs des raisons non économiques visées à [l'article 30], des ~~mesures~~ **dispositions** provisoires soumises à une procédure ~~communautaire~~ de contrôle **par l'Union**.

Article 96

Au cas où la Commission constate qu'une disparité ~~existant~~ entre les dispositions législatives, réglementaires ou administratives des États membres fausse les conditions de concurrence sur le marché ~~commun~~ **intérieur** et provoque, ~~de ce fait~~, une distorsion qui doit être éliminée, elle ~~entre en consultation avec~~ **consulte** les États membres intéressés.

Si cette consultation n'aboutit pas, ~~à un accord éliminant la loi-cadre européenne~~⁷⁶ **élimine** la distorsion en cause. ~~le Conseil arrête, sur proposition de la Commission, les directives nécessaires à cette fin, en statuant à la majorité qualifiée. La Commission et le Conseil peuvent prendre Toutes autres mesures utiles prévues par le présent traité~~ **la Constitution peuvent être adoptées.**

Article 97

1. Lorsqu'il y a lieu de craindre que ~~l'établissement~~ **l'adoption** ou la modification d'une disposition législative, réglementaire ou administrative **nationale** ne provoque une distorsion au sens de [l'article ~~précédent~~ **96**], l'État membre qui veut y procéder consulte la Commission. Après avoir consulté les États membres, la Commission ~~adresse recommandation~~ **adresse recommandation** aux États intéressés **une recommandation sur** les mesures appropriées pour éviter la distorsion en cause.

2. Si l'État **membre** qui veut établir ou modifier des dispositions nationales ne se conforme pas à la recommandation que la Commission lui a adressée, il ne pourra être demandé aux autres États membres, dans l'application de [l'article 96], de modifier leurs dispositions nationales en vue d'éliminer cette distorsion. Si l'État membre qui a passé outre à la recommandation de la Commission provoque une distorsion à son seul détriment, ~~les dispositions de [l'article 96] ne sont~~ **n'est pas applicables.**

Titre VII

LA POLITIQUE ÉCONOMIQUE ET MONÉTAIRE

Ce titre n'est pas reproduit, conformément au mandat complémentaire du 29 avril 2003.

TITRE VIII

EMPLOI⁷⁷

Article 125

Les États membres et ~~la Communauté~~ **l'Union** s'attachent, conformément au présent [titre], à élaborer une stratégie coordonnée pour l'emploi et en particulier à promouvoir une main-d'œuvre qualifiée, formée et susceptible de s'adapter ainsi que des marchés du travail aptes à réagir rapidement à l'évolution de l'économie, en vue d'atteindre les objectifs énoncés à l'~~[article 2 du traité sur l'Union européenne et à l'article 2...]~~⁷⁸ **du présent traité de la Constitution.**

⁷⁶ Passage à la codécision, conformément au mandat complémentaire du 29 avril 2003.

⁷⁷ Le contenu de ce titre sera éventuellement à revoir en fonction des conclusions de la Convention sur le rapport du groupe de travail XI "Europe sociale" (CONV 516/03).

⁷⁸ Insérer référence au projet d'article "objectifs de l'Union" de la partie I (article 3 CONV 528/03).

Article 126

1. Les États membres, par le biais de leurs politiques de l'emploi, contribuent à la réalisation des objectifs visés à [l'article 125] d'une manière compatible avec les grandes orientations des politiques économiques des États membres et de ~~la Communauté~~ **L'Union**, adoptées en application de [l'article 99, paragraphe 2].
2. Les États membres, compte tenu des pratiques nationales liées aux responsabilités des partenaires sociaux, considèrent la promotion de l'emploi comme une question d'intérêt commun et coordonnent leur action à cet égard au sein du Conseil, conformément à [l'article 128].

Article 127

1. ~~La Communauté~~ **L'Union** contribue à la réalisation d'un niveau d'emploi élevé en encourageant la coopération entre les États membres et en soutenant et, au besoin, en complétant leur action. Ce faisant, elle respecte pleinement les compétences des États membres en la matière.
2. L'objectif consistant à atteindre un niveau d'emploi élevé est pris en compte dans la définition et la mise en œuvre des politiques et des actions de ~~la Communauté~~ **L'Union**.⁷⁹

Article 128

1. Le Conseil européen examine, chaque année, la situation de l'emploi dans ~~la Communauté~~ **L'Union** et adopte des conclusions à ce sujet, sur la base d'un rapport annuel conjoint du Conseil et de la Commission.
2. Sur la base des conclusions du Conseil européen, le Conseil, ~~statuant à la majorité qualifiée sur proposition de la Commission et après consultation du Parlement européen, du Comité économique et social, du Comité des régions et du Comité de l'emploi visé à l'article 130, élabore~~ **adopte** chaque année des lignes directrices⁸⁰, dont les États membres tiennent compte dans leurs politiques de l'emploi. **Il statue après consultation du Parlement européen, du Comité économique et social, du Comité des régions et du Comité de l'emploi.**

Ces lignes directrices sont compatibles avec les grandes orientations adoptées en application de [l'article 99, paragraphe 2].

3. Chaque État membre transmet au Conseil et à la Commission un rapport annuel sur les principales ~~mesures~~ **dispositions** qu'il a prises pour mettre en œuvre sa politique de l'emploi, à la lumière des lignes directrices pour l'emploi visées au paragraphe 2.

⁷⁹ Cette disposition, d'application horizontale pour toutes les politiques, pourrait être regroupée en un seul article avec d'autres du même type (cf. footnote ad article 3(2)).

⁸⁰ Actes non législatifs, conformément au mandat complémentaire du 29 avril 2003.

4. Sur la base des rapports visés au paragraphe 3 et après avoir obtenu l'avis du Comité de l'emploi, le Conseil procède annuellement, à la lumière des lignes directrices pour l'emploi, à un examen de la mise en œuvre des politiques de l'emploi des États membres. Le Conseil, ~~statuant sur recommandation de la Commission, peut adopter~~⁸¹, ~~sur recommandation de la Commission, peut, s'il le juge approprié à la suite de son examen, adresser des recommandations~~⁸² **qu'il adresse** aux États membres.

5. Sur la base des résultats de cet examen, le Conseil et la Commission adressent un rapport annuel conjoint au Conseil européen concernant la situation de l'emploi dans ~~la Communauté~~ **l'Union** et la mise en œuvre des lignes directrices pour l'emploi.

Article 129

~~Le Conseil, statuant conformément à la procédure visée à l'article 251 et après consultation du Comité économique et social et du Comité des régions, peut~~ **La loi ou la loi-cadre européenne peut établir-adopter** des actions d'encouragement destinées à favoriser la coopération entre les États membres et à soutenir leur action dans le domaine de l'emploi par le biais d'initiatives visant à développer les échanges d'informations et de meilleures pratiques, en fournissant des analyses comparatives et des conseils ainsi qu'en promouvant les approches novatrices et en évaluant les expériences, notamment en ayant recours aux projets pilotes. **Elle est adoptée après consultation du Comité économique et social et du Comité des régions.**

~~Ces mesures~~ **La loi ou la loi-cadre européenne** ne comportent pas d'harmonisation des dispositions législatives et réglementaires des États membres.

Article 130

~~Le Conseil, après consultation du Parlement européen,~~ **de sa propre initiative**, institue⁸³ **à la majorité simple** un Comité de l'emploi à caractère consultatif afin de promouvoir la coordination, entre les États membres, des politiques en matière d'emploi et de marché du travail. **Il statue après consultation du Parlement européen.**

Le comité a pour mission:

- a) de suivre l'évolution de la situation de l'emploi et des politiques de l'emploi dans les États membres et dans ~~la Communauté~~ **l'Union**;
- b) sans préjudice de [l'article 207], de formuler des avis, soit à la demande du Conseil ou de la Commission, soit de sa propre initiative, et de contribuer à la préparation des délibérations du Conseil visées à [l'article 128].

Dans l'accomplissement de son mandat, le comité consulte les partenaires sociaux.

Chaque État membre et la Commission nomment deux membres du comité.

⁸¹ Il est à noter que l'exigence actuelle des voix favorables au sein du Conseil d'au moins dix États membres imposée par l'article 205, paragraphe 2, 2ème alinéa, second tiret, CE est supprimée dans le projet d'article "Conseil des Ministres" (article 17ter CONV 691/03).

⁸² Actes non législatifs, conformément au mandat complémentaire du 29 avril 2003.

⁸³ Acte non législatif, conformément au mandat complémentaire du 29 avril 2003.

TITRE IX

LA POLITIQUE COMMERCIALE COMMUNE

Ce titre n'est pas reproduit, conformément au mandat complémentaire du 29 avril 2003.

TITRE X

COOPÉRATION DOUANIÈRE

Article 135

Dans les limites du champ d'application ~~du présent traité~~ **de la Constitution**, ~~le Conseil, statuant conformément à la procédure visée à l'article 251, prend des mesures afin de renforcer la loi ou la~~ **loi-cadre européenne établit des mesures pour renforcer** la coopération douanière entre les États membres et entre ceux-ci et la Commission. Ces mesures ne concernent ni l'application du droit pénal national ni l'administration de la justice dans les États membres.

TITRE XI

POLITIQUE SOCIALE, ÉDUCATION, FORMATION PROFESSIONNELLE ET JEUNESSE

CHAPITRE 1

DISPOSITIONS SOCIALES

Article 136

~~La Communauté~~ **L'Union** et les États membres, conscients des droits sociaux fondamentaux, tels que ceux énoncés dans la Charte sociale européenne signée à Turin le 18 octobre 1961 et dans la Charte communautaire des droits sociaux fondamentaux des travailleurs de 1989, ont pour objectifs la promotion de l'emploi, l'amélioration des conditions de vie et de travail, permettant leur égalisation dans le progrès, une protection sociale adéquate, le dialogue social, le développement des ressources humaines permettant un niveau d'emploi élevé et durable et la lutte contre les exclusions.

À cette fin, ~~la Communauté l'Union~~ et les États membres ~~mettent en œuvre des mesures qui tiennent~~ **agissent en tenant** compte de la diversité des pratiques nationales, en particulier dans le domaine des relations conventionnelles, ainsi que de la nécessité de maintenir la compétitivité de l'économie de ~~la Communauté l'Union~~.

Ils estiment qu'une telle évolution résultera tant du fonctionnement du marché ~~commun~~ **intérieur**, qui favorisera l'harmonisation des systèmes sociaux, que des procédures prévues par ~~le présent traité~~ **la Constitution** et du rapprochement des dispositions législatives, réglementaires et administratives.⁸⁴

Article 137

1. En vue de réaliser les objectifs visés à [l'article 136], ~~la Communauté l'Union~~ soutient et complète l'action des États membres dans les domaines suivants:

- a) l'amélioration, en particulier, du milieu de travail pour protéger la santé et la sécurité des travailleurs;
- b) les conditions de travail;
- c) la sécurité sociale et la protection sociale des travailleurs;
- d) la protection des travailleurs en cas de résiliation du contrat de travail;
- e) l'information et la consultation des travailleurs;
- f) la représentation et la défense collective des intérêts des travailleurs et des employeurs, y compris la cogestion, sous réserve du paragraphe 5;
- g) les conditions d'emploi des ressortissants des pays tiers se trouvant en séjour régulier sur le territoire de ~~la Communauté l'Union~~;
- h) l'intégration des personnes exclues du marché du travail, sans préjudice de [l'article 150];
- i) l'égalité entre hommes et femmes en ce qui concerne leurs chances sur le marché du travail et le traitement dans le travail;
- j) la lutte contre l'exclusion sociale;
- k) la modernisation des systèmes de protection sociale, sans préjudice du point c).

2. À cette fin, ~~le Conseil~~ :

- a) ~~peut adopter des mesures~~ **la loi ou la loi-cadre européenne peut établir des mesures** destinées à encourager la coopération entre États membres par le biais d'initiatives visant à améliorer les connaissances, à développer les échanges d'informations et de meilleures pratiques, à promouvoir des approches novatrices et à évaluer les expériences, à l'exclusion de toute harmonisation des dispositions législatives et réglementaires des États membres;

⁸⁴ Cet alinéa ne semble avoir qu'une valeur déclaratoire.

- b) ~~peut arrêter~~ dans les domaines visés au paragraphe 1, points a) à i), ~~par voie de directives la~~ **loi-cadre européenne peut établir** des prescriptions minimales applicables progressivement, compte tenu des conditions et des réglementations techniques existant dans chacun des États membres. ~~Ces directives~~ **Cette loi-cadre européenne évitent** d'imposer des contraintes administratives, financières et juridiques telles qu'elles contrarieraient la création et le développement de petites et moyennes entreprises.

Dans tous les cas, la loi ou la loi-cadre européenne est adoptée après consultation du Comité économique et social et du Comité des régions⁸⁵.

3. Par dérogation au paragraphe 2, dans les domaines visés au paragraphe 1, point c), la loi ou la loi-cadre européenne est adoptée par le Conseil statuant à l'unanimité, après consultation du Parlement européen, du Comité économique et social et du Comité des régions.

~~Le Conseil statue conformément à la procédure visée à l'article 251 après consultation du Comité économique et social et du Comité des régions, sauf dans les domaines visés au paragraphe 1, points c), d), f) et g), du présent article, où le Conseil statue à l'unanimité sur proposition de la Commission, après consultation du Parlement européen et desdits Comités. Le Conseil, statuant à l'unanimité sur proposition de la Commission après consultation du Parlement européen, peut décider de rendre la procédure visée à l'article 251 applicable au paragraphe 1, points d), f) et g), du présent article.~~⁸⁶

3. Un État membre peut confier aux partenaires sociaux, à leur demande conjointe, la mise en œuvre des ~~directives-lois-cadre européennes prises~~ **adoptées** en application du paragraphe 2.

Dans ce cas, il s'assure que, au plus tard à la date à laquelle une ~~directive~~ **loi-cadre européenne** doit être transposée ~~conformément à l'article 249~~, les partenaires sociaux ont mis en place les dispositions nécessaires par voie d'accord, l'État membre concerné devant prendre toute disposition nécessaire lui permettant d'être à tout moment en mesure de garantir les résultats imposés par ladite ~~directiveloi-cadre~~.

4. Les ~~dispositions arrêtées-lois et lois-cadre européennes~~ **adoptées** en vertu du présent article:

- a) ne portent pas atteinte à la faculté reconnue aux États membres de définir les principes fondamentaux de leur système de sécurité sociale et ne doivent pas en affecter sensiblement l'équilibre financier;
- b) ne peuvent empêcher un État membre de maintenir ou d'établir des mesures de protection plus strictes compatibles avec ~~le présent traité~~ **la Constitution**.

5. ~~Les dispositions du~~ **Le présent article ne s'applique** ni aux rémunérations, ni au droit d'association, ni au droit de grève, ni au droit de lock-out.

⁸⁵ Remplacement de la consultation par la codécision pour les domaines visés à l'article 137, paragraphe 1, points d), f) et g), conformément au mandat complémentaire du 29 avril 2003

⁸⁶ L'ensemble de cet alinéa est repris ci-dessus.

Article 138

1. La Commission a pour tâche de promouvoir la consultation des partenaires sociaux au niveau ~~communautaire de l'Union~~ et ~~prend-adopte~~ toute mesure utile pour faciliter leur dialogue en veillant à un soutien équilibré des parties.
2. À cet effet, la Commission, avant de présenter des propositions dans le domaine de la politique sociale, consulte les partenaires sociaux sur l'orientation possible d'une action ~~communautaire de l'Union~~.
3. Si la Commission, après cette consultation, estime qu'une action ~~communautaire de l'Union~~ est souhaitable, elle consulte les partenaires sociaux sur le contenu de la proposition envisagée. Les partenaires sociaux remettent à la Commission un avis ou, le cas échéant, une recommandation.
4. À l'occasion de cette consultation, les partenaires sociaux peuvent informer la Commission de leur volonté d'engager le processus prévu à [l'article 139]. La durée de la procédure ne peut pas dépasser neuf mois, sauf prolongation décidée en commun par les partenaires sociaux concernés et la Commission.

Article 139

1. Le dialogue entre partenaires sociaux au niveau ~~communautaire de l'Union~~ peut conduire, si ces derniers le souhaitent, à des relations conventionnelles, y compris des accords.
2. La mise en œuvre des accords conclus au niveau ~~communautaire de l'Union~~ intervient soit selon les procédures et pratiques propres aux partenaires sociaux et aux États membres, soit, dans les matières relevant de [l'article 137], à la demande conjointe des parties signataires, par **un règlement ou** une décision européens⁸⁷ **adoptés par le** ~~du~~ Conseil sur proposition de la Commission.

~~Le Conseil statue à la majorité qualifiée, sauf~~ Lorsque l'accord en question contient une ou plusieurs dispositions relatives à l'un des domaines ~~pour lesquels l'unanimité est requise en vertu de~~ visés à l'article 137, **paragraphe 1, point c)** ~~paragraphe 2. Dans ce cas,~~ le Conseil statue à l'unanimité.

Article 140

En vue de réaliser les objectifs visés à [l'article 136] et sans préjudice des autres dispositions ~~du~~ **présent traité de la Constitution**, la Commission encourage la coopération entre les États membres et facilite la coordination de leur action dans tous les domaines de la politique sociale relevant du [présent chapitre], et notamment dans les matières relatives:

- a) à l'emploi;
- b) au droit du travail et aux conditions de travail;
- c) à la formation et au perfectionnement professionnels;

⁸⁷ Actes non législatifs, conformément au mandat complémentaire du 29 avril 2003.

- d) à la sécurité sociale;
- e) à la protection contre les accidents et les maladies professionnels;
- f) à l'hygiène du travail;
- g) au droit syndical et aux négociations collectives entre employeurs et travailleurs.

À cet effet, la Commission agit en contact étroit avec les États membres, par des études, des avis et par l'organisation de consultations, tant pour les problèmes qui se posent sur le plan national que pour ceux qui intéressent les organisations internationales.

Avant d'émettre les avis prévus par le présent article, la Commission consulte le Comité économique et social.

Article 141

1. Chaque État membre assure l'application du principe de l'égalité des rémunérations entre travailleurs masculins et travailleurs féminins pour un même travail ou un travail de même valeur.
2. Aux fins du présent article, on entend par rémunération, le salaire ou traitement ordinaire de base ou minimum, et tous autres avantages payés directement ou indirectement, en espèces ou en nature, par l'employeur au travailleur en raison de l'emploi de ce dernier.

L'égalité de rémunération, sans discrimination fondée sur le sexe, implique:

- a) que la rémunération accordée pour un même travail payé à la tâche soit établie sur la base d'une même unité de mesure;
- b) que la rémunération accordée pour un travail payé au temps soit la même pour un même poste de travail.

3. ~~Le Conseil, statuant selon la procédure visée à l'article 251 et après consultation du Comité économique et social, adopte des~~ **La loi ou la loi-cadre européenne établit les** mesures visant à assurer l'application du principe de l'égalité des chances et de l'égalité de traitement entre les hommes et les femmes en matière d'emploi et de travail, y compris le principe de l'égalité des rémunérations pour un même travail ou un travail de même valeur. **Elle est adoptée après consultation du Comité économique et social.**

4. Pour assurer concrètement une pleine égalité entre hommes et femmes dans la vie professionnelle, le principe de l'égalité de traitement n'empêche pas un État membre de maintenir ou d'adopter des mesures prévoyant des avantages spécifiques destinés à faciliter l'exercice d'une activité professionnelle par le sexe sous-représenté ou à prévenir ou compenser des désavantages dans la carrière professionnelle.

Article 142

Les États membres s'attachent à maintenir l'équivalence existante des régimes de congés payés⁸⁸.

Article 143

La Commission établit, chaque année, un rapport sur l'évolution de la réalisation des objectifs visés à [l'article 136], y compris la situation démographique dans ~~la Communauté~~ **l'Union**. Elle transmet ce rapport au Parlement européen, au Conseil et au Comité économique et social.

~~Le Parlement européen peut inviter la Commission à établir des rapports sur des problèmes particuliers concernant la situation sociale.~~⁸⁹

Article 144

Le Conseil, **de sa propre initiative**, ~~après consultation du Parlement européen~~, institue⁹⁰ **à la majorité simple** un comité de la protection sociale à caractère consultatif afin de promouvoir la coopération en matière de protection sociale entre les États membres et avec la Commission. **Le Conseil statue après consultation du Parlement européen.**

Le comité a pour mission:

- a) de suivre la situation sociale et l'évolution des politiques de protection sociale dans les États membres et dans ~~la Communauté~~ **l'Union**;
- b) de faciliter les échanges d'informations, d'expériences et de bonnes pratiques entre les États membres et avec la Commission;
- c) sans préjudice de [l'article 207], de préparer des rapports, de formuler des avis ou d'entreprendre d'autres activités dans les domaines relevant de sa compétence, soit à la demande du Conseil ou de la Commission, soit de sa propre initiative.

Dans l'accomplissement de son mandat, le comité établit des contacts appropriés avec les partenaires sociaux.

Chaque État membre et la Commission nomment deux membres du comité.

Article 145

La Commission consacre, dans son rapport annuel au Parlement européen, un chapitre spécial à l'évolution de la situation sociale dans ~~la Communauté~~ **l'Union**.

Le Parlement européen peut inviter la Commission à établir des rapports sur des problèmes particuliers concernant la situation sociale.

⁸⁸ On s'interroge sur l'opérationnalité de cette disposition.

⁸⁹ Cet alinéa est identique au second alinéa de l'article 145, et pourrait dès lors être supprimé.

⁹⁰ Acte non législatif, conformément au mandat complémentaire du 29 avril 2003.

CHAPITRE 2

LE FONDS SOCIAL EUROPÉEN

Article 146

Afin d'améliorer les possibilités d'emploi des travailleurs dans le marché intérieur et de contribuer ainsi au relèvement du niveau de vie, il est institué, dans le cadre ~~des dispositions ci-après du~~ **présent [chapitre]** un Fonds social européen, qui vise à promouvoir à l'intérieur de ~~la Communauté~~ **l'Union** les facilités d'emploi et la mobilité géographique et professionnelle des travailleurs, ainsi qu'à faciliter l'adaptation aux mutations industrielles et à l'évolution des systèmes de production, notamment par la formation et la reconversion professionnelles.

Article 147

~~L'administration du Fonds incombe à la Commission~~ **administre le Fonds.**

~~La Commission~~ **Elle** est assistée dans cette tâche par un comité présidé par un membre de la Commission et composé de représentants des ~~gouvernements~~ **Etats membres** et des organisations syndicales de travailleurs et d'employeurs.

Article 148

~~Le Conseil, statuant conformément à la procédure visée à l'article 251 et après consultation du Comité économique et social et du Comité des régions, adopte les décisions~~ **La loi ou la loi-cadre européenne établit les mesures** d'application relatives au Fonds social européen. **Elle est adoptée après consultation du Comité économique et social et du Comité des régions.**

CHAPITRE 3

ÉDUCATION, FORMATION PROFESSIONNELLE ET JEUNESSE

Article 149

1. ~~La Communauté~~ **L'Union** contribue au développement d'une éducation de qualité en encourageant la coopération entre États membres et, si nécessaire, en appuyant et en complétant leur action tout en respectant pleinement la responsabilité des États membres pour le contenu de l'enseignement et l'organisation du système éducatif ainsi que leur diversité culturelle et linguistique.

2. L'action de ~~la Communauté~~ **L'Union** vise:
 - a) à développer la dimension européenne dans l'éducation, notamment par l'apprentissage et la diffusion des langues des États membres;
 - b) à favoriser la mobilité des étudiants et des enseignants, y compris en encourageant la reconnaissance académique des diplômes et des périodes d'études;
 - c) à promouvoir la coopération entre les établissements d'enseignement;
 - d) à développer l'échange d'informations et d'expériences sur les questions communes aux systèmes d'éducation des États membres;
 - e) à favoriser le développement des échanges de jeunes et d'animateurs socio-éducatifs;
 - f) à encourager le développement de l'éducation à distance.
3. ~~La Communauté~~ **L'Union** et les États membres favorisent la coopération avec les pays tiers et les organisations internationales compétentes en matière d'éducation, et en particulier avec le Conseil de l'Europe.
4. Pour contribuer à la réalisation des objectifs visés au présent article,
 - a) ~~le Conseil adopte, statuant conformément à la procédure visée à l'article 251 et après consultation du Comité économique et social et du Comité des régions, la loi ou la loi-cadre européenne établit~~ des actions d'encouragement, à l'exclusion de toute harmonisation des dispositions législatives et réglementaires des États membres; **Elle est adoptée après consultation du Comité économique et social et du Comité des régions.**
 - b) ~~le Conseil, statuant à la majorité qualifiée sur proposition de la Commission,~~ **adopte** des recommandations.

Article 150

1. ~~La Communauté~~ **L'Union** met en œuvre une politique de formation professionnelle, qui appuie et complète les actions des États membres, tout en respectant pleinement la responsabilité des États membres pour le contenu et l'organisation de la formation professionnelle.
2. L'action de ~~la Communauté~~ **L'Union** vise:
 - a) à faciliter l'adaptation aux mutations industrielles, notamment par la formation et la reconversion professionnelle;
 - b) à améliorer la formation professionnelle initiale et la formation continue afin de faciliter l'insertion et la réinsertion professionnelle sur le marché du travail;
 - c) à faciliter l'accès à la formation professionnelle et à favoriser la mobilité des formateurs et des personnes en formation, et notamment des jeunes;

- d) à stimuler la coopération en matière de formation entre établissements d'enseignement ou de formation professionnelle et entreprises;
 - e) à développer l'échange d'informations et d'expériences sur les questions communes aux systèmes de formation des États membres.
3. ~~La Communauté~~ **L'Union** et les États membres favorisent la coopération avec les pays tiers et les organisations internationales compétentes en matière de formation professionnelle.
4. ~~Le Conseil, statuant conformément à la procédure visée à l'article 251 et après consultation du Comité économique et social et du Comité des régions, adopte La loi ou la loi-cadre européenne contribue pour contribuer~~ à la réalisation des objectifs visés au présent article, à l'exclusion de toute harmonisation des dispositions législatives et réglementaires des États membres. **Elle est adoptée après consultation du Comité économique et social et du Comité des régions.**

TITRE XII

CULTURE

Article 151

1. ~~La Communauté~~ **L'Union** contribue à l'épanouissement des cultures des États membres dans le respect de leur diversité nationale et régionale, tout en mettant en évidence l'héritage culturel commun.
2. L'action de ~~la Communauté~~ **L'Union** vise à encourager la coopération entre États membres et, si nécessaire, à appuyer et compléter leur action dans les domaines suivants:
- a) l'amélioration de la connaissance et de la diffusion de la culture et de l'histoire des peuples européens,
 - b) la conservation et la sauvegarde du patrimoine culturel d'importance européenne,
 - c) les échanges culturels non commerciaux,
 - d) la création artistique et littéraire, y compris dans le secteur de l'audiovisuel.
3. ~~La Communauté~~ **L'Union** et les États membres favorisent la coopération avec les pays tiers et les organisations internationales compétentes dans le domaine de la culture, et en particulier avec le Conseil de l'Europe.
4. ~~La Communauté~~ **L'Union** tient compte des aspects culturels dans son action au titre d'autres dispositions ~~du présent traité~~ **de la Constitution**, afin notamment de respecter et de promouvoir la diversité de ses cultures.⁹¹

⁹¹ Cette disposition, d'application horizontale pour toutes les politiques, pourrait être regroupée en un seul article avec d'autres du même type (cf. footnote ad article 3(2)).

5. Pour contribuer à la réalisation des objectifs visés au présent article, ~~le Conseil adopte:~~
- a) ~~statuant conformément à la procédure visée à l'article 251 et après consultation du Comité des régions, la loi ou la loi-cadre européenne~~⁹² **établit** les actions d'encouragement, à l'exclusion de toute harmonisation des dispositions législatives et réglementaires des États membres. ~~Le Conseil statue à l'unanimité tout au long de la procédure visée à l'article 251;.~~ **Elle est adoptée après consultation du Comité des régions ;**
- b) **le Conseil, statuant à l'unanimité** sur proposition de la Commission, **adopte** des recommandations⁹³.

TITRE XIII

SANTÉ PUBLIQUE

Article 152⁹⁴

1. Un niveau élevé de protection de la santé humaine est assuré dans la définition et la mise en œuvre de toutes les politiques et actions de ~~la Communauté~~ **L'Union**.⁹⁵

L'action de ~~la Communauté~~ **L'Union**, qui complète les politiques nationales, porte sur l'amélioration de la santé publique et la prévention des maladies et des affections humaines et des causes de danger pour la santé humaine. Cette action comprend également la lutte contre les grands fléaux, en favorisant la recherche sur leurs causes, leur transmission et leur prévention ainsi que l'information et l'éducation en matière de santé.

~~La Communauté~~ **L'Union** complète l'action menée par les États membres en vue de réduire les effets nocifs de la drogue sur la santé, y compris par l'information et la prévention.

2. ~~La Communauté~~ **L'Union** encourage la coopération entre les États membres dans les domaines visés au présent article et, si nécessaire, elle appuie leur action.

Les États membres coordonnent entre eux, en liaison avec la Commission, leurs politiques et programmes dans les domaines visés au paragraphe 1. La Commission peut prendre, en contact étroit avec les États membres, toute initiative utile pour promouvoir cette coordination.

⁹² Passage du vote à l'unanimité au vote à la majorité qualifiée, conformément au mandat complémentaire du 29 avril 2003.

⁹³ Passage du vote à l'unanimité au vote à la majorité qualifiée, conformément au mandat complémentaire du 29 avril 2003.

⁹⁴ Le groupe de travail XI "Europe sociale" a proposé que la portée de cet article soit étendue pour "couvrir des thèmes tels que les risques transfrontières graves, les maladies transmissibles, le bioterrorisme et les accords de l'OMS" (CONV 516/03, point 35).

⁹⁵ Cette disposition, d'application horizontale pour toutes les politiques, pourrait être regroupée en un seul article avec d'autres du même type (cf. footnote ad article 3(2)).

3. ~~La Communauté~~ **L'Union** et les États membres favorisent la coopération avec les pays tiers et les organisations internationales compétentes en matière de santé publique.

4. ~~Le Conseil, statuant conformément à la procédure visée à l'article 251, et après consultation du Comité économique et social et du Comité des régions~~ **La loi ou la loi-cadre européenne** contribue à la réalisation des objectifs visés au présent article en ~~adoptant~~ **établissant**:

- a) des mesures fixant des normes élevées de qualité et de sécurité des organes et substances d'origine humaine, du sang et des dérivés du sang; ces mesures ne peuvent empêcher un État membre de maintenir ou d'établir des mesures de protection plus strictes;
- b) par dérogation à [l'article 37], des mesures dans les domaines vétérinaire et phytosanitaire ayant directement pour objectif la protection de la santé publique;
- c) ~~des actions~~ **mesures** d'encouragement visant à protéger et à améliorer la santé humaine, à l'exclusion de toute harmonisation des dispositions législatives et réglementaires des États membres.

La loi ou la loi-cadre européenne est adoptée après consultation du Comité économique et social et du Comité des régions.

Aux fins énoncées dans le présent article, le Conseil, statuant à la majorité qualifiée sur proposition de la Commission, peut également adopter des recommandations ~~aux fins énoncées dans le présent article.~~

5. L'action de ~~la Communauté~~ **L'Union** dans le domaine de la santé publique respecte pleinement les responsabilités des États membres en matière d'organisation et de fourniture de services de santé et de soins médicaux. En particulier, les mesures visées au paragraphe 4, point a), ne portent pas atteinte aux dispositions nationales relatives aux dons d'organes et de sang ou à leur utilisation à des fins médicales.

TITRE XIV

PROTECTION DES CONSOMMATEURS

Article 153

1. Afin de promouvoir les intérêts des consommateurs et d'assurer un niveau élevé de protection des consommateurs, ~~la Communauté~~ **L'Union** contribue à la protection de la santé, de la sécurité et des intérêts économiques des consommateurs ainsi qu'à la promotion de leur droit à l'information, à l'éducation et à s'organiser afin de préserver leurs intérêts.

2. Les exigences de la protection des consommateurs sont prises en considération dans la définition et la mise en œuvre des autres politiques et actions de ~~la Communauté~~ **L'Union**.⁹⁶

⁹⁶ Cette disposition, d'application horizontale pour toutes les politiques, pourrait être regroupée en un seul article avec d'autres du même type (cf. footnote ad article 3(2)).

3. ~~La Communauté~~ **L'Union** contribue à la réalisation des objectifs visés au paragraphe 1 par:
- a) des mesures ~~qu'elle~~ adoptées en application de [l'article 95] dans le cadre de la réalisation du marché intérieur;
 - b) des mesures qui appuient et complètent la politique menée par les États membres, et en assurent le suivi.
4. ~~Le Conseil, statuant conformément à la procédure visée à l'article 251 et après consultation du Comité économique et social,~~ **La loi ou la loi-cadre européenne arrête établit** les mesures visées au paragraphe 3, point b). **Elle est adoptée après consultation du Comité économique et social.**
5. Les mesures ~~arrêtées~~ **adoptées** en application du paragraphe 4 ne peuvent empêcher un État membre de maintenir ou d'établir des ~~mesures~~ **dispositions** de protection plus strictes. Ces ~~mesures~~ **dispositions** doivent être compatibles avec ~~le présent traité~~ **la Constitution**. Elles sont notifiées à la Commission.

TITRE XV

RÉSEAUX TRANSEUROPEENS

Article 154

1. En vue de contribuer à la réalisation des objectifs visés aux [articles 14 et 158] et de permettre aux citoyens de l'Union, aux opérateurs économiques, ainsi qu'aux collectivités régionales et locales, de bénéficier pleinement des avantages découlant de la mise en place d'un espace sans frontières intérieures, ~~la Communauté~~ **L'Union** contribue à l'établissement et au développement de réseaux transeuropéens dans les secteurs des infrastructures du transport, des télécommunications et de l'énergie.
2. Dans le cadre d'un système de marchés ouverts et concurrentiels, l'action de ~~la Communauté~~ **L'Union** vise à favoriser l'interconnexion et l'interopérabilité des réseaux nationaux ainsi que l'accès à ces réseaux. Elle tient compte en particulier de la nécessité de relier les régions insulaires, enclavées et périphériques aux régions centrales de ~~la Communauté~~ **L'Union**.

Article 155

1. Afin de réaliser les objectifs visés à [l'article 154], ~~la Communauté~~ **L'Union**:
- a) établit un ensemble d'orientations couvrant les objectifs, les priorités ainsi que les grandes lignes des actions envisagées dans le domaine des réseaux transeuropéens; ces orientations identifient des projets d'intérêt commun;
 - b) met en œuvre toute action qui peut s'avérer nécessaire pour assurer l'interopérabilité des réseaux, en particulier dans le domaine de l'harmonisation des normes techniques;

- c) peut soutenir des projets d'intérêt commun soutenus par les États membres et définis dans le cadre des orientations visées au ~~premier tiret point a)~~, en particulier sous forme d'études de faisabilité, de garanties d'emprunt ou de bonifications d'intérêts; ~~la Communauté l'Union~~ peut également contribuer au financement, dans les États membres, de projets spécifiques en matière d'infrastructure des transports par le biais du Fonds de cohésion ~~créé conformément à l'article 161.~~

L'action de ~~la Communauté l'Union~~ tient compte de la viabilité économique potentielle des projets.

2. La loi ou la loi-cadre européenne établit ~~Les les~~ orientations et les autres mesures visées à l'article 155, au paragraphe 1, ~~sont arrêtées par le Conseil, statuant conformément à la procédure visée à l'article 251 et.~~ **Elle est adoptée** après consultation du Comité économique et social et du Comité des régions.

Les orientations et projets d'intérêt commun qui concernent le territoire d'un État membre requièrent l'approbation de l'État membre concerné.⁹⁷

~~2-3.~~ Les États membres coordonnent entre eux, en liaison avec la Commission, les politiques menées au niveau national qui peuvent avoir un impact significatif sur la réalisation des objectifs visés à [l'article 154]. La Commission peut prendre, en étroite collaboration avec les États membres, toute initiative utile pour promouvoir cette coordination.

~~3 4~~ **La Communauté L'Union** peut ~~décider de~~ coopérer avec les pays tiers pour promouvoir des projets d'intérêt commun et assurer l'interopérabilité des réseaux.

~~Article 156~~

~~Les orientations et les autres mesures visées à l'article 155, paragraphe 1, sont arrêtées par le Conseil, statuant conformément à la procédure visée à l'article 251 et après consultation du Comité économique et social et du Comité des régions.~~

~~Les orientations et projets d'intérêt commun qui concernent le territoire d'un État membre requièrent l'approbation de l'État membre concerné.⁹⁸~~

TITRE XVI

INDUSTRIE

Article 157

1. ~~La Communauté L'Union~~ et les États membres veillent à ce que les conditions nécessaires à la compétitivité de l'industrie de ~~la Communauté l'Union~~ soient assurées.

⁹⁷ Dans un souci de simplification, le nouveau paragraphe 2, qui fournit la base juridique pour l'action de l'Union concernant les réseaux transeuropéens, reprend intégralement le texte de l'article 156; les modifications indiquées sont celles proposées au texte actuel de cet article.

⁹⁸ Cet article pourrait être supprimé; voir la note précédente.

À cette fin, conformément à un système de marchés ouverts et concurrentiels, leur action vise à:

- a) accélérer l'adaptation de l'industrie aux changements structurels;
- b) encourager un environnement favorable à l'initiative et au développement des entreprises de l'ensemble de ~~la Communauté~~ **L'Union**, et notamment des petites et moyennes entreprises;
- c) encourager un environnement favorable à la coopération entre entreprises;
- d) favoriser une meilleure exploitation du potentiel industriel des politiques d'innovation, de recherche et de développement technologique.

2. Les États membres se consultent mutuellement en liaison avec la Commission et, pour autant que de besoin, coordonnent leurs actions. La Commission peut prendre toute initiative utile pour promouvoir cette coordination.

3. ~~La Communauté~~ **L'Union** contribue à la réalisation des objectifs visés au paragraphe 1 au travers des politiques et actions qu'elle mène au titre d'autres dispositions ~~du présent traité de la Constitution~~⁹⁹. ~~Le Conseil, statuant conformément à la procédure visée à l'article 251 et après consultation du Comité économique et social, La loi ou la loi-cadre européenne peut décider établir~~ des mesures spécifiques destinées à appuyer les actions menées dans les États membres afin de réaliser les objectifs visés au paragraphe 1. **Elle est adoptée après consultation du Comité économique et social.**

Le présent titre ne constitue pas une base pour l'introduction, par ~~la Communauté~~ **L'Union**, de quelque mesure que ce soit pouvant entraîner des distorsions de concurrence ou comportant des dispositions fiscales ou relatives aux droits et intérêts des travailleurs salariés.

TITRE XVII

COHÉSION ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

Article 158

Afin de promouvoir un développement harmonieux de l'ensemble de ~~la Communauté~~ **L'Union**, celle-ci développe et poursuit son action tendant au renforcement de sa cohésion économique et sociale.

En particulier, ~~la Communauté~~ **L'Union** vise à réduire l'écart entre les niveaux de développement des diverses régions et le retard des régions ou îles les moins favorisées, y compris les zones rurales.

⁹⁹ Cette disposition, d'application horizontale pour toutes les politiques, pourrait être regroupée en un seul article avec d'autres du même type (cf. footnote ad article 3(2)).

Article 159

Les États membres conduisent leur politique économique et la coordonnent en vue également d'atteindre les objectifs visés à [l'article 158]. La formulation et la mise en œuvre des politiques et actions de ~~la Communauté~~ **L'Union** ainsi que la mise en œuvre du marché intérieur prennent en compte les objectifs visés à [l'article 158] et participent à leur réalisation.¹⁰⁰ ~~La Communauté~~ **L'Union** soutient aussi cette réalisation par l'action qu'elle mène au travers des fonds à finalité structurelle (Fonds européen d'orientation et de garantie agricole, section «orientation»; Fonds social européen; Fonds européen de développement régional), de la Banque européenne d'investissement et des autres instruments financiers existants.

La Commission présente un rapport au Parlement européen, au Conseil, au Comité économique et social et au Comité des régions, tous les trois ans, sur les progrès accomplis dans la réalisation de la cohésion économique et sociale et sur la façon dont les divers moyens prévus au présent article y ont contribué. Ce rapport est, le cas échéant, assorti des propositions appropriées.

~~Si des actions~~ **La loi ou la loi-cadre européenne peut établir toute mesure** spécifiques ~~s'avèrent nécessaires~~ en dehors des fonds, ~~et sans préjudice des mesures décidées adoptées~~ dans le cadre des autres politiques de ~~la Communauté~~ **L'Union**, ~~ces actions peuvent être arrêtées par le Conseil, statuant conformément à la procédure visée à l'article 251 et.~~ **La loi ou la loi-cadre européenne est adoptée** après consultation du Comité économique et social et du Comité des régions.

Article 160

Le Fonds européen de développement régional est destiné à contribuer à la correction des principaux déséquilibres régionaux dans ~~la Communauté~~ **L'Union** par une participation au développement et à l'ajustement structurel des régions en retard de développement et à la reconversion des régions industrielles en déclin.

Article 161

Sans préjudice de [l'article 162], ~~le Conseil, statuant à l'unanimité sur proposition de la Commission, après avis conforme du Parlement européen et après consultation du Comité économique et social et du Comité des régions, définit la loi ou la loi-cadre européenne~~¹⁰¹ **définit** les missions, les objectifs prioritaires et l'organisation des fonds à finalité structurelle; -ce qui peut comporter le regroupement des fonds- ~~Sont également définies par le Conseil, statuant selon la même procédure~~, les règles générales applicables aux fonds, ainsi que les dispositions nécessaires pour assurer leur efficacité et la coordination des fonds entre eux et avec les autres instruments financiers existants.

Un Fonds de cohésion, créé ~~par le Conseil selon la même procédure~~ **la loi européenne**¹⁰², contribue financièrement à la réalisation de projets dans le domaine de l'environnement et dans celui des réseaux transeuropéens en matière d'infrastructure des transports.

¹⁰⁰ Cette disposition, d'application horizontale pour toutes les politiques, pourrait être regroupée en un seul article avec d'autres du même type (cf. footnote ad article 3(2)).

¹⁰¹ Remplacement de l'avis conforme par la codécision, conformément au rapport du groupe de travail IX "Simplification" (CONV 424/02, p. 17) et au mandat complémentaire du 29 avril 2003.

¹⁰² Il est suggéré de se référer uniquement à la loi européenne, car, s'agissant de la création d'un instrument financier au niveau de l'Union, l'acte juridique ne peut pas être une loi-cadre.

Dans tous les cas, la loi ou la loi-cadre européenne est adoptée après consultation du Comité économique et social et du Comité des régions.

~~À partir du 1^{er} janvier 2007, le Conseil statue à la majorité qualifiée sur proposition de la Commission, après avis conforme du Parlement européen et après consultation du Comité économique et social et du Comité des régions, dans le cas où les perspectives financières pluriannuelles applicables à partir du 1^{er} janvier 2007 et l'accord interinstitutionnel y afférent ont été adoptés à cette date. Si tel n'est pas le cas, la procédure prévue par le présent alinéa est applicable à compter de la date de leur adoption.~~

Article 162

~~Les décisions~~ **La loi ou la loi-cadre européenne établit les mesures** d'application relatives au Fonds européen de développement régional ~~sont prises par le Conseil, statuant conformément à la procédure visée à l'article 251 et.~~ **Elle est adoptée** après consultation du Comité économique et social et du Comité des régions.

En ce qui concerne le Fonds européen d'orientation et de garantie agricole, section «orientation», et le Fonds social européen, les [articles 37 et 148] ~~demeurent~~ **sont** respectivement d'application.

TITRE XVIII

RECHERCHE ET DÉVELOPPEMENT TECHNOLOGIQUE

Article 163

1. ~~La Communauté~~ **L'Union** a pour objectif de renforcer les bases scientifiques et technologiques de l'industrie de ~~la Communauté~~ **L'Union** et de favoriser le développement de sa compétitivité internationale, ainsi que de promouvoir les actions de recherche jugées nécessaires au titre d'autres chapitres ~~de présent traité~~ **de la Constitution**.

2. À ces fins, elle encourage dans l'ensemble de ~~la Communauté~~ **L'Union** les entreprises, y compris les petites et moyennes entreprises, les centres de recherche et les universités dans leurs efforts de recherche et de développement technologique de haute qualité; elle soutient leurs efforts de coopération, en visant tout particulièrement à permettre aux entreprises d'exploiter pleinement les potentialités du marché intérieur à la faveur, notamment, de l'ouverture des marchés publics nationaux, de la définition de normes communes et de l'élimination des obstacles juridiques et fiscaux à cette coopération.

3. Toutes les actions de ~~la Communauté~~ **L'Union** au titre ~~de présent traité~~ **de la Constitution**, y compris les actions de démonstration, dans le domaine de la recherche et du développement technologique sont décidées et mises en œuvre conformément ~~aux dispositions du~~ [présent titre].

Article 164

Dans la poursuite de ces objectifs, ~~la Communauté~~ **L'Union** mène les actions suivantes, qui complètent les actions entreprises dans les États membres:

- a) mise en œuvre de programmes de recherche, de développement technologique et de démonstration en promouvant la coopération avec et entre les entreprises, les centres de recherche et les universités;
- b) promotion de la coopération en matière de recherche, de développement technologique et de démonstration ~~communautaires de l'Union~~ avec les pays tiers et les organisations internationales;
- c) diffusion et valorisation des résultats des activités en matière de recherche, de développement technologique et de démonstration ~~communautaires de l'Union~~;
- d) stimulation de la formation et de la mobilité des chercheurs de ~~la Communauté~~ **L'Union**.

Article 165

1. ~~La Communauté~~ **L'Union** et les États membres coordonnent leur action en matière de recherche et de développement technologique, afin d'assurer la cohérence réciproque des politiques nationales et de la politique ~~communautaire de l'Union~~.
2. La Commission peut prendre, en étroite collaboration avec les États membres, toute initiative utile pour promouvoir la coordination visée au paragraphe 1.

Article 166

1. ~~Un La loi européenne~~¹⁰³ **établit le** programme-cadre pluriannuel, dans lequel est repris l'ensemble des actions de ~~la Communauté l'Union~~, ~~est arrêté par le Conseil, statuant conformément à la procédure visée à l'article 251. Elle est adoptée~~ après consultation du Comité économique et social.

Le programme-cadre:

- a) fixe les objectifs scientifiques et technologiques à réaliser par les actions envisagées à [l'article 164] et les priorités qui s'y attachent;
 - b) indique les grandes lignes de ces actions;
 - c) fixe le montant global maximum et les modalités de la participation financière de ~~la Communauté l'Union~~ au programme-cadre, ainsi que les quotes-parts respectives de chacune des actions envisagées.
2. Le programme-cadre est adapté ou complété en fonction de l'évolution des situations.

¹⁰³ Il est suggéré de se référer uniquement à la loi européenne, car, s'agissant de la création d'un cadre opérationnel au niveau de l'Union, l'acte juridique ne peut pas être une loi-cadre.

3. Le programme-cadre est mis en œuvre au moyen de programmes spécifiques développés à l'intérieur de chacune des actions. Chaque programme spécifique précise les modalités de sa réalisation, fixe sa durée et prévoit les moyens estimés nécessaires. La somme des montants estimés nécessaires, fixés par les programmes spécifiques, ne peut pas dépasser le montant global maximum fixé pour le programme-cadre et pour chaque action.

4. Le Conseil **adopte** ~~statuant à la majorité qualifiée, sur proposition de la Commission et après consultation du Parlement européen et du Comité économique et social, arrête les règlements ou décisions européens~~¹⁰⁴ **établissant les programmes spécifiques. Il statue après consultation du Parlement européen et du Comité économique et social.**

Article 167¹⁰⁵

Pour la mise en œuvre du programme-cadre pluriannuel, ~~le Conseil~~ **la loi ou la loi-cadre européenne établit:**

- a) ~~fixe~~ les règles de participation des entreprises, des centres de recherche et des universités;
- b) ~~fixe~~ les règles applicables à la diffusion des résultats de la recherche.

La loi ou la loi-cadre européenne est adoptée après consultation du Comité économique et social.

Article 168

Dans la mise en œuvre du programme-cadre pluriannuel peuvent être ~~décidés~~ **adoptés** des programmes complémentaires auxquels ne participent que certains États membres qui assurent leur financement sous réserve d'une participation éventuelle de ~~la Communauté~~ **l'Union**.

~~Le Conseil arrête~~ **La loi ou la loi-cadre européenne fixe** les règles applicables aux programmes complémentaires, notamment en matière de diffusion des connaissances et d'accès d'autres États membres. **Elle est adoptée après consultation du Comité économique et social.**

L'adoption des programmes complémentaires requiert l'accord des États membres concernés.¹⁰⁶

Article 169

Dans la mise en œuvre du programme-cadre pluriannuel, ~~la Communauté peut~~ **la loi ou la loi-cadre européenne peut** prévoir, en accord avec les États membres concernés, une participation à des programmes de recherche et de développement entrepris par plusieurs États membres, y compris la participation aux structures créées pour l'exécution de ces programmes.

¹⁰⁴ Actes non législatifs, conformément au mandat complémentaire du 29 avril 2003.

¹⁰⁵ Dans un souci de lisibilité, les références aux procédures décisionnelles actuellement prévues à l'article 172 CE ont été rattachées aux bases juridiques respectives (articles 167, 168, 169 et 171).

¹⁰⁶ Alinéa repris de l'actuel article 172, dernière phrase, CE.

La loi ou la loi-cadre européenne est adoptée après consultation du Comité économique et social.

Article 170

Dans la mise en œuvre du programme-cadre pluriannuel, ~~la Communauté~~ **l'Union** peut prévoir une coopération en matière de recherche, de développement technologique et de démonstration ~~communautaires de l'Union~~ avec des pays tiers ou des organisations internationales.

Les modalités de cette coopération peuvent faire l'objet d'accords entre ~~la Communauté~~ **l'Union** et les tierces parties concernées, qui sont négociés et conclus conformément à [l'article 300].

Article 171

~~La Communauté~~ **Le Conseil, sur proposition de la Commission, peut adopter des règlements ou des décisions européens¹⁰⁷ visant à créer des entreprises communes ou toute autre structure nécessaire à la bonne exécution des programmes de recherche, de développement technologique et de démonstration communautaires de l'Union. Il statue après consultation du Parlement européen et du Comité économique et social.**

Article 172¹⁰⁸

~~Le Conseil, statuant à la majorité qualifiée sur proposition de la Commission et après consultation du Parlement européen et du Comité économique et social, arrête les dispositions visées à l'article 171.~~

~~Le Conseil, statuant conformément à la procédure visée à l'article 251 et après consultation du Comité économique et social, arrête les dispositions visées aux articles 167, 168 et 169. L'adoption des programmes complémentaires requiert l'accord des États membres concernés.~~

Article 173

Au début de chaque année, la Commission présente un rapport au Parlement européen et au Conseil. Ce rapport porte notamment sur les activités menées en matière de recherche et de développement technologique et de diffusion des résultats durant l'année précédente et sur le programme de travail de l'année en cours.

¹⁰⁷ Actes non législatifs, conformément au mandat complémentaire du 29 avril 2003.

¹⁰⁸ Dans un souci de lisibilité, les dispositions de cet article ont toutes été reprises aux articles 167, 168, 169 et 171 ci-dessus.

TITRE XIX

ENVIRONNEMENT

Article 174

1. La politique de ~~la Communauté~~ **l'Union** dans le domaine de l'environnement contribue à la poursuite des objectifs suivants:

- a) la préservation, la protection et l'amélioration de la qualité de l'environnement,
- b) la protection de la santé des personnes,
- c) l'utilisation prudente et rationnelle des ressources naturelles,
- d) la promotion, sur le plan international, de mesures destinées à faire face aux problèmes régionaux ou planétaires de l'environnement.

2. La politique de ~~la Communauté~~ **l'Union** dans le domaine de l'environnement vise un niveau de protection élevé, en tenant compte de la diversité des situations dans les différentes régions de ~~la Communauté~~ **l'Union**. Elle est fondée sur les principes de précaution et d'action préventive, sur le principe de la correction, par priorité à la source, des atteintes à l'environnement et sur le principe du pollueur-payeur.

Dans ce contexte, les mesures d'harmonisation répondant aux exigences en matière de protection de l'environnement comportent, dans les cas appropriés, une clause de sauvegarde autorisant les États membres à prendre, pour des motifs environnementaux non économiques, des ~~mesures~~ **dispositions** provisoires soumises à une procédure ~~communautaire~~ de contrôle **par l'Union**.

3. Dans l'élaboration de sa politique dans le domaine de l'environnement, ~~la Communauté~~ **l'Union** tient compte:

- a) des données scientifiques et techniques disponibles,
- b) des conditions de l'environnement dans les diverses régions de ~~la Communauté~~ **l'Union**,
- c) des avantages et des charges qui peuvent résulter de l'action ou de l'absence d'action,
- d) du développement économique et social de ~~la Communauté~~ **l'Union** dans son ensemble et du développement équilibré de ses régions.

4. Dans le cadre de leurs compétences respectives, ~~la Communauté~~ **l'Union** et les États membres coopèrent avec les pays tiers et les organisations internationales compétentes. Les modalités de la coopération de ~~la Communauté~~ **l'Union** peuvent faire l'objet d'accords entre celle-ci et les tierces parties concernées, qui sont négociés et conclus conformément à [l'article 300].

L'alinéa précédent ne préjuge pas la compétence des États membres pour négocier dans les instances internationales et conclure des accords internationaux.

Article 175

1. ~~Le Conseil, statuant conformément à la procédure visée à l'article 251 et après consultation du Comité économique et social et du Comité des régions, décide des~~ **La loi ou la loi-cadre européenne établit les actions à entreprendre par la Communauté en vue de** ~~pour~~ réaliser les objectifs visés à [l'article 174]. **Elle est adoptée après consultation du Comité économique et social et du Comité des régions.**

2. Par dérogation ~~à la procédure de décision prévue~~ au paragraphe 1 et sans préjudice de [l'article 95], le Conseil, ~~statuant à l'unanimité sur proposition de la Commission, après consultation du Parlement européen, du Comité économique et social et du Comité des régions,~~ **arrête adopté à l'unanimité des lois ou des lois-cadre européennes établissant :**

- a) ~~des dispositions~~ **mesures** essentiellement de nature fiscale;
- b) les mesures affectant:
 - i) l'aménagement du territoire;
 - ii) la gestion quantitative des ressources hydrauliques ou touchant directement ou indirectement la disponibilité desdites ressources;
 - iii) l'affectation des sols, à l'exception de la gestion des déchets;
- c) les mesures affectant sensiblement le choix d'un État membre entre différentes sources d'énergie et la structure générale de son approvisionnement énergétique.

Une loi européenne¹⁰⁹ ~~du Le Conseil, statuant selon les conditions prévues au premier alinéa peut définir, à l'unanimité, les questions visées au présent paragraphe au sujet desquelles des décisions doivent être prises sur lesquelles il statue~~ à la majorité qualifiée.

Dans tous les cas, le Conseil statue après consultation du Parlement européen, du Comité économique et social et du Comité des régions.

3. Dans d'autres domaines¹¹⁰, **la loi ou la loi-cadre européenne établit** des programmes d'action à caractère général **qui fixent** les objectifs prioritaires à atteindre ~~sont arrêtés par le Conseil, statuant conformément à la procédure visée à l'article 251 et.~~ **Elle est adoptée** après consultation du Comité économique et social et du Comité des régions.

~~Le Conseil, statuant selon les conditions prévues au paragraphe 1 ou au paragraphe 2, selon le cas, arrête les~~ **Les mesures nécessaires à la mise en œuvre de ces programmes sont adoptées conformément aux conditions prévues au paragraphe 1 ou au paragraphe 2, selon les cas.**¹¹¹

¹⁰⁹ Cet alinéa n'est pas mentionné dans le mandat complémentaire du 29 avril 2003. Compte tenu de la portée de cet acte, il est suggéré de prévoir ici l'adoption d'une loi européenne.

¹¹⁰ Ce membre de phrase pourrait être supprimé étant donné que dans la réalité le Parlement européen et le Conseil adoptent des programmes-cadre à portée générale.

¹¹¹ Cet alinéa semble superflu, car il se limite à renvoyer aux procédures décisionnelles prévues aux paragraphes 1 et 2.

4. Sans préjudice de certaines mesures ~~ayant un caractère communautaire~~ **adoptées par l'Union**, les États membres assurent le financement et l'exécution de la politique en matière d'environnement.

5. Sans préjudice du principe du pollueur-payeur, lorsqu'une mesure fondée sur le paragraphe 1 implique des coûts jugés disproportionnés pour les pouvoirs publics d'un État membre, ~~le Conseil~~ **cette mesure prévoit dans l'acte portant adoption de cette mesure, les dispositions appropriées sous forme sous une forme appropriée:**

- a) des dérogations temporaires et/ou
- b) ~~d'un soutien financier du Fonds de cohésion créé conformément à l'article 161~~¹¹².

Article 176

Les ~~mesures~~ **dispositions** de protection ~~arrêtées~~ **adoptées** en vertu de [l'article 175] ne font pas obstacle au maintien et à l'établissement, par chaque État membre, de ~~mesures~~ **dispositions** de protection renforcées. Ces ~~mesures~~ **dispositions** doivent être compatibles avec ~~le présent traité~~ **la Constitution**. Elles sont notifiées à la Commission.

TITRE XX

COOPÉRATION AU DÉVELOPPEMENT

Ce titre n'est pas reproduit, conformément au mandat complémentaire du 29 avril 2003.

TITRE XXI

COOPÉRATION ÉCONOMIQUE, FINANCIÈRE ET TECHNIQUE AVEC LES PAYS TIERS

Ce titre n'est pas reproduit, conformément au mandat complémentaire du 29 avril 2003.

¹¹² Cette précision est superflue, vu qu'il n'y a qu'un Fonds de cohésion.

QUATRIÈME PARTIE

L'ASSOCIATION DES PAYS ET TERRITOIRES D'OUTRE-MER¹¹³

Article 182

Les ~~États membres conviennent d'associer à la Communauté~~ pays et territoires non européens entretenant avec le Danemark, la France, les Pays-Bas et le Royaume-Uni des relations particulières **sont associées à l'Union**. Ces pays et territoires, ci-après dénommés «pays et territoires», sont énumérés à ~~la liste qui fait l'objet de [l'annexe II] du présent traité~~.

Le but de l'association est la promotion du développement économique et social des pays et territoires, et l'établissement de relations économiques étroites entre eux et ~~la Communauté~~ **l'Union** dans son ensemble.

Conformément aux principes énoncés ~~dans le préambule du présent traité ...~~¹¹⁴, l'association doit en premier lieu permettre de favoriser les intérêts des habitants de ces pays et territoires et leur prospérité, de manière à les conduire au développement économique, social et culturel qu'ils attendent.

Article 183

L'association poursuit les objectifs ci-après.

- 1) Les États membres appliquent à leurs échanges commerciaux avec les pays et territoires le régime qu'ils s'accordent entre eux en vertu ~~du présent traité~~ **de la Constitution**.
- 2) Chaque pays ou territoire applique à ses échanges commerciaux avec les États membres et les autres pays et territoires le régime qu'il applique à l'État européen avec lequel il entretient des relations particulières.
- 3) Les États membres contribuent aux investissements que demande le développement progressif de ces pays et territoires.
- 4) Pour les investissements financés par ~~la Communauté~~ **l'Union**, la participation aux adjudications et fournitures est ouverte, à égalité de conditions, à toutes les personnes physiques et morales ressortissantes des États membres et des pays et territoires.
- 5) Dans les relations entre les États membres et les pays et territoires, le droit d'établissement des ressortissants et sociétés est réglé conformément aux dispositions et par application des procédures prévues au [chapitre] relatif au droit d'établissement et sur une base non discriminatoire, sous réserve des ~~dispositions~~ **mesures** particulières ~~prises~~ **adoptées** en vertu de [l'article 187].

¹¹³ Il conviendrait d'inclure une référence au régime d'association dans la première partie de la Constitution.

¹¹⁴ Il conviendrait de reprendre les principes en question, qui figurent actuellement au préambule du traité CE. Ils devraient être repris dans la Constitution et, le cas échéant, dans cette disposition.

Article 184

1. Les importations originaires des pays et territoires bénéficient à leur entrée dans les États membres de l'interdiction des droits de douane ~~qui intervient entre les États membres conformément aux dispositions du présent traité~~ **prévue par la Constitution.**
 2. À l'entrée dans chaque pays et territoire, les droits de douane frappant les importations des États membres et des autres pays et territoires sont interdits conformément ~~aux dispositions de~~ à [l'article 25].
 3. Toutefois, les pays et territoires peuvent percevoir des droits de douane qui répondent aux nécessités de leur développement et aux besoins de leur industrialisation ou qui, de caractère fiscal, ont pour but d'alimenter leur budget.
- Les droits visés ~~à l'~~ **au premier** alinéa ~~ci-dessus~~ ne peuvent excéder ceux qui frappent les importations des produits en provenance de l'État membre avec lequel chaque pays ou territoire entretient des relations particulières.
4. Le paragraphe 2 n'est pas applicable aux pays et territoires qui, en raison des obligations internationales particulières auxquelles ils sont soumis, appliquent déjà un tarif douanier non discriminatoire.
 5. L'établissement ou la modification de droits de douane frappant les marchandises importées dans les pays et territoires ne doit pas donner lieu, en droit ou en fait, à une discrimination directe ou indirecte entre les importations en provenance des divers États membres.

Article 185

Si le niveau des droits applicables aux marchandises en provenance d'un pays tiers à l'entrée dans un pays ou territoire est, compte tenu de l'application ~~des dispositions~~ de [l'article 184, paragraphe 1], de nature à provoquer des détournements de trafic au détriment d'un des États membres, celui-ci peut demander à la Commission de proposer aux autres États membres **de prendre les mesures dispositions** nécessaires pour remédier à cette situation.

Article 186¹¹⁵

Option A - Passage sous le régime de l'article 187 TCE

Sous réserve des dispositions qui régissent la santé publique, la sécurité publique et l'ordre public, la liberté de circulation des travailleurs des pays et territoires dans les États membres et des travailleurs des États membres dans les pays et territoires ~~sera réglée par des conventions ultérieures qui requièrent l'unanimité des États membres~~ **est régie par des mesures adoptées conformément à l'article 187.**

¹¹⁵ Textes alternatifs suggérés pour donner suite au mandat complémentaire du 2 avril 2003 (suppression de l'instrument de la convention entre États membres).

Option B - Alignement du traitement des travailleurs sur celui prévu par l'article 183(5) TCE pour les indépendants

Sous réserve des dispositions qui régissent la santé publique, la sécurité publique et l'ordre public, la liberté de circulation des travailleurs des pays et territoires dans les États membres et des travailleurs des États membres dans les pays et territoires ~~sera réglée par des conventions ultérieures qui requièrent l'unanimité des États membres~~ **est régie conformément aux dispositions et par application des procédures prévues au [chapitre] relatif à la libre circulation des travailleurs et sur une base non discriminatoire, sous réserve des mesures particulières adoptées en vertu de [l'article 187].**

Article 187

Le Conseil, ~~statuant à l'unanimité~~, **établit de sa propre initiative/sans proposition de la Commission¹¹⁶, adopte à l'unanimité**, à partir des réalisations acquises dans le cadre de l'association entre les pays et territoires et ~~la Communauté l'Union~~ et sur la base des principes inscrits ~~dans le présent traité.~~¹¹⁷, ~~les dispositions-mesures¹¹⁸ relatives aux modalités et à la procédure de l'association entre les pays et territoires et la Communauté l'Union.~~

Article 188

~~Les dispositions des articles 182 à 187 sont applicables au Groenland sous réserve des dispositions spécifiques pour le Groenland figurant dans le protocole sur le régime particulier applicable au Groenland, annexé au présent traité.~~

2. *Le présent traité entrera en vigueur le 1er janvier 1993, à condition que tous les instruments de ratification aient été déposés, ou, à défaut, le premier jour du mois suivant le dépôt de l'instrument de ratification de l'État signataire qui procédera le dernier à cette formalité.*

¹¹⁶ Les experts du Service juridique du Conseil considèrent qu'ici la formule "sans proposition de la Commission" devrait être retenue (voir explication au point 9 des considérations générales en début de ce rapport). En tout état de cause, on notera qu'en pratique le Conseil agit en général sur proposition de la Commission. La Convention estimera peut être utile d'examiner si, s'agissant de domaines communautaires et compte tenu de la pratique, les mesures ne devraient pas être adoptées sur proposition de la Commission.

¹¹⁷ Voir footnote ad l'article 182, alinéa 3, CE, ci-dessus.

¹¹⁸ Le mandat complémentaire du 29 avril 2003 ne détermine pas les actes juridiques à utiliser dans ce paragraphe.

CINQUIÈME PARTIE
LES INSTITUTIONS DE LA COMMUNAUTÉ UNION

Cette partie n'est pas reproduite, conformément au mandat complémentaire du 29 avril 2003.

SIXIÈME PARTIE
DISPOSITIONS GÉNÉRALES ET FINALES

Cette partie n'est pas reproduite, conformément au mandat complémentaire du 29 avril 2003.

Partie B

Dispositions du traité sur l'Union européenne (traité UE)

**Ces dispositions ne sont pas reproduites, conformément au mandat complémentaire
du 29 avril 2003.¹**

¹ Dans les dispositions qui reprendront le titre V du traité UE (Dispositions concernant une politique étrangère et de sécurité commune), il conviendrait de prévoir une formulation spécifique pour tenir compte de l'instauration de la règle générale du vote à la majorité qualifiée prévue dans le projet d'article "Conseil des Ministres" (article 17(3) CONV 691/03) et de celle de l'adoption des actes sur proposition de la Commission, si la Convention ne souhaite pas que ces règles s'appliquent automatiquement aux actes adoptés dans le cadre de cette politique.